

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques

DREES

document
de *travail*

SÉRIE STATISTIQUES

N° 192 • SEPTEMBRE 2014

Dépenses d'aide sociale départementale en 2012

Élise AMAR



Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques

DREES

SÉRIE STATISTIQUES

N° 192 • septembre 2014

Dépenses d'aide sociale départementale
en 2012

Élise AMAR

Sommaire

■ PRÉSENTATION	7
■ LES DÉPENSES D'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE EN 2012 EN FRANCE	10
L'évolution des dépenses d'aide sociale.....	12
Répartition des dépenses nettes par champ d'aide sociale.....	14
Les dépenses liées au RSA, au RMI et à l'insertion	14
Les dépenses d'aide sociale aux personnes âgées	16
Plus de la moitié des dépenses d'aide sociale aux personnes âgées dédiées à l'accueil en établissement.....	16
Une baisse des dépenses d'aide à domicile	17
5,7 milliards d'euros d'aides liées à la dépendance	17
Les dépenses d'aide sociale aux personnes handicapées.....	20
Les autres dépenses d'aide sociale et les dépenses de personnel.....	21
Les dépenses d'aide sociale départementale en 2012 dans les départements d'Outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion)	22
De fortes disparités départementales	26
De fortes disparités départementales	26
Des évolutions différenciées selon les départements	26
Des sources de financement très diverses	27
■ POUR EN SAVOIR PLUS.....	29
■ DONNÉES DÉTAILLÉES PAR DÉPARTEMENT DE 2008 À 2012	31
Aide sociale aux personnes âgées.....	39
Aide sociale aux personnes handicapées	61
Aide sociale à l'enfance.....	79
Dépenses liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental	97
Autres dépenses d'aide sociale.....	107
Annexe 1. Des comptes administratifs aux rubriques du questionnaire.....	113
Annexe 2. Questionnaire d'enquête sur les dépenses d'aide sociale des départements de l'année 2012	117

■ PRÉSENTATION

L'aide sociale, qui relève de la compétence des conseils généraux¹ depuis les lois de décentralisation de 1982-1984, comprend des prestations et services destinés aux personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de faire face à un état de besoin en raison de la vieillesse, du handicap ou de difficultés sociales. Elle s'exerce dans quatre domaines principaux : l'aide aux personnes âgées, l'aide aux personnes handicapées, l'aide sociale à l'enfance ainsi que l'aide aux personnes en situation de précarité. Le champ d'intervention des départements s'est à cet égard beaucoup élargi depuis les premières lois de décentralisation avec le transfert aux conseils généraux de prestations auparavant financées par l'État, ou la création de nouvelles prestations financées par les départements.

Depuis 2002, les conseils généraux gèrent ainsi l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), destinée aux personnes âgées dépendantes qui s'est substituée à la prestation spécifique dépendance (PSD). De 2004 à 2009, ils ont également pris en charge l'intégralité de la gestion et le financement du revenu minimum d'insertion (RMI), remplacé par le RSA depuis 2009 : outre l'insertion des bénéficiaires, ils sont responsables du financement de la partie « socle » de l'allocation. Depuis 2006, la prestation de compensation du handicap (PCH), qui finance des besoins liés à la perte d'autonomie des personnes handicapées, remplace progressivement l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) – les anciens titulaires de l'ACTP peuvent toutefois choisir de la garder plutôt que de percevoir la PCH. À l'inverse, la prise en charge des dépenses de santé par les départements s'est réduite du fait de l'instauration de la couverture maladie universelle² (CMU) au 1^{er} janvier 2000, qui s'est substituée à l'aide médicale départementale³ et en grande partie à l'aide médicale d'État.

Les diverses prestations et aides versées au titre de l'aide sociale

L'aide sociale en faveur des personnes âgées ou handicapées prend en charge une part des frais liés à un accueil en établissement médico-social ou sanitaire (soins de longue durée), chez des particuliers ou à une aide à domicile. Les départements gèrent plusieurs types de prestations : l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), l'aide sociale à l'hébergement (ASH) dans le cadre d'un accueil en établissement, l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), la prestation de compensation du handicap (PCH) et l'aide ménagère départementale. Avec l'aide ménagère, les départements participent à la prise en charge financière de services en nature proposés pour les tâches quotidiennes d'entretien, les soins d'hygiène, les courses, le portage de repas, les démarches simples et courantes que la personne ne peut accomplir elle-même à son domicile.

L'aide sociale à l'enfance (ASE) recouvre trois principales prestations : les actions éducatives (à domicile ou en milieu ouvert), les mesures de placement et des aides financières. Les prestations de l'ASE sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent.

Certaines de ces prestations sont soumises à des conditions de ressources fixées par décret. C'est le cas de l'ACTP (destinée aux personnes âgées de plus de 16 ans et justifiant d'un taux d'incapacité permanent d'au moins 80 %), des aides ménagères ou des aides à l'hébergement chez des particuliers, dans un établissement pour personnes âgées de plus de 65 ans (ou de plus de 60 ans si elles sont reconnues inaptes au travail) ou dans un établissement pour personnes handicapées.

¹ L'État ne conserve qu'une aide sociale résiduelle pour les personnes sans domicile fixe ou dépourvues de domicile de secours.

² Créée par la loi du 27 juillet 1999, la CMU généralise la couverture maladie à l'ensemble de la population résidant régulièrement sur le territoire. Elle relève de la compétence de l'État.

³ L'aide médicale, partie intégrante de l'aide sociale décentralisée, assurait à toute personne résidant en France le droit à une aide pour les dépenses de soins qu'elle ne pouvait supporter.

L'attribution de l'APA, créée par la loi du 20 juillet 2001 et modifiée par la loi du 31 mars 2003, n'est pas soumise à conditions de ressources ; en revanche, ces dernières sont prises en compte pour déterminer le montant d'APA délivré par le département. Cette prestation est attribuée sous conditions de résidence (stable et régulière), d'âge (60 ans ou plus) et de perte d'autonomie évaluée à partir de la grille nationale AGGIR⁴.

L'enquête sur les dépenses départementales d'aide sociale

L'article 25 de la loi du 7 janvier 1983 fait obligation aux collectivités locales d'élaborer et de transmettre à l'État les statistiques en matière d'action sociale et de santé liées à l'exercice des compétences transférées. Chaque année, la DREES envoie aux conseils généraux un questionnaire destiné à collecter des informations sur les bénéficiaires au 31 décembre et les dépenses relevant de leurs compétences.

L'enquête sur les dépenses d'aide sociale départementale comprend ainsi quatre volets principaux (*cf.* annexes 1 et 2) :

- L'aide sociale aux personnes âgées recouvre les dépenses relatives à l'aide à domicile (aide ménagère et APA, ACTP et PCH pour les personnes de 60 ans ou plus), ainsi que les dépenses liées aux prises en charge d'hébergement (accueil en établissement, au titre de l'aide sociale à l'hébergement, de l'APA, et accueil chez des particuliers).

- L'aide sociale aux personnes handicapées comprend les dépenses d'aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie, ACTP et PCH pour les moins de 60 ans), ainsi que les aides à l'hébergement (accueil en établissement, accueil familial et accueil de jour). Depuis 2006, la PCH remplace l'ACTP (décret n° 2005-1588 et décret n° 2005-1591). Ce remplacement est progressif puisque les bénéficiaires de l'ACTP peuvent soit continuer de percevoir cette allocation, soit intégrer la nouvelle prestation s'ils le souhaitent au moment du renouvellement des droits.

- L'aide sociale à l'enfance (ASE) tient compte des dépenses pour les enfants placés (confiés à l'ASE ou placés directement par le juge), de même que des frais inhérents à ce placement. Elle intègre également les mesures d'aides éducatives : actions éducatives en milieu ouvert (AEMO) et actions éducatives à domicile (AED), les aides financières et celles concernant l'appui de techniciens d'intervention sociale et familiale (ex-travailleuses familiales).

- Les dépenses de RSA *stricto sensu* comprennent les versements de l'allocation au titre du RSA « socle » et « socle majoré » correspondant aux anciens minima sociaux RMI et API et les charges d'insertion afférentes.

Depuis le 1er janvier 2011, le RSA s'est généralisé dans les départements d'Outre-mer à l'instar des départements de métropole.

Les dépenses totales liées au RSA comprennent les versements de l'allocation de la partie « socle » du RSA, les charges d'insertion, ainsi que les dépenses de contrats uniques d'insertion.

Les dépenses de RMI *stricto sensu* comprennent les versements de l'allocation et les charges d'insertion uniquement dans le cadre du RMI.

Les dépenses totales liées au RMI comprennent les versements de l'allocation, les charges d'insertion, ainsi que les dépenses de contrats d'insertion RMA (CI-RMA), les dépenses liées aux contrats d'avenir. Ces dépenses sont résiduelles en 2012 et sont amenées à disparaître avec la substitution du RSA au RMI.

Sont présentés dans ce document⁵ les résultats de l'enquête sur les dépenses de l'année 2012 pour la France métropolitaine et les départements d'outre-mer. Ces résultats définitifs ont été élaborés à partir des

⁴ La grille AGGIR (Autonomie gérontologique groupe iso-ressources) classe les personnes âgées en six niveaux de perte d'autonomie : du GIR 1 pour les personnes les plus dépendantes au GIR 6 pour les personnes n'ayant pas perdu leur autonomie pour les actes discriminants de la vie quotidienne. L'APA couvre les GIR 1 à 4, mais certains départements l'étendent aux GIR 5 et 6.

questionnaires retournés par 98 départements (encadré 1). Ils peuvent donc légèrement différer des résultats provisoires publiés dans l'Étude et Résultats n°870 (février 2014) et constitués à partir des retours de 87 départements métropolitains.

ENCADRÉ 1 - ESTIMATION DES DONNÉES MANQUANTES

Lorsque les conseils généraux n'ont pas répondu à une question, les informations manquantes ont été estimées. Ainsi, en cas de non réponse, les dépenses totales d'APA et la répartition des dépenses entre l'APA à domicile et l'APA en établissement, ont été évaluées à partir des montants établis par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Les dépenses totales au titre de la PCH ont également été évaluées à partir des montants établis par la CNSA. La ventilation des dépenses de la PCH et de l'ACTP entre personnes de moins de 60 ans et personnes de 60 ans ou plus a été estimée à partir des répartitions, pour chaque département, des bénéficiaires de la PCH et des bénéficiaires de l'ACTP entre personnes âgées de moins de 60 ans et de plus de 60 ans (Enquête annuelle de la Drees sur les bénéficiaires de l'aide sociale départementale). Les allocations versées au titre du RSA, ainsi que du RMI-RMA, la récupération des indus correspondants et le montant de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) reversée aux départements proviennent de la Commission consultative sur l'évaluation des charges, sur la base des comptes administratifs de la direction générale des collectivités locales (DGCL). Les autres estimations détaillées de 2012 ont été obtenues, en règle générale, en appliquant aux données 2011 de chaque département non répondant, son taux d'évolution annuel moyen constaté entre 2007 et 2011 ou le taux d'évolution national constaté sur les départements répondants.

ENCADRÉ 2 - DÉCOMPTE DES BÉNÉFICIAIRES ET VOLUME DES DÉPENSES

Les données sur les bénéficiaires sont parfois mises en regard de celles sur les dépenses dans ce document. Mais outre le fait que dans certains cas, plusieurs aides peuvent être allouées à une même personne, la comparaison entre le nombre de bénéficiaires et les dépenses affectées aux différents postes d'aide sociale dans les départements n'est pas simple et doit rester prudente.

D'une part, le système d'observation actuel n'enregistre que le nombre de bénéficiaires présents au 31 décembre de chaque année. Par convention, le nombre de bénéficiaires suivis au cours de l'année n au titre d'une prestation a donc été évalué par la moyenne entre le total des bénéficiaires au 31 décembre de l'année n-1 et celui de l'année n. Une partie des flux pour lesquels des dépenses sont engagées peuvent être ainsi pris en compte, mais sans que les flux infra annuels concernant les personnes entrées et sorties en cours d'année puissent être repérés.

D'autre part, les ratios de dépenses par bénéficiaire ne reflètent pas le montant réel des dépenses engagées pour chacun d'eux. En effet, les dépenses d'aide sociale intègrent aussi les sommes allouées globalement à des établissements dans le cadre de conventions. Les résidents de ces établissements ne sont pas toujours comptabilisés comme bénéficiaires de l'aide sociale, contrairement aux personnes destinataires de prestations individualisées. Pour toutes ces raisons, les interprétations visant à mettre en regard dépenses et bénéficiaires ne peuvent être que relatives.

■ LES DÉPENSES D'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE EN 2012 EN FRANCE

Les dépenses d'aide sociale occupent une place importante dans le budget des départements. En 2012, les dépenses brutes s'élèvent pour la France entière à 35,2 milliards d'euros (32,8 milliards de dépenses nettes – tableau 1) sur un budget global de fonctionnement, hors intérêts de la dette, de 57 milliards d'euros⁶, représentant ainsi 62 % des dépenses de gestion courante⁷ (hors investissement).

Tableau 1 - Évolution des dépenses totales d'aide sociale – France entière

En millions d'euros courants

Dépenses totales *		2008	2009	2010	2011	2012
Total des dépenses brutes	France métropolitaine	27 792	29 560	31 223	32 274	33 328
	DOM	1 552	1 582	1 572	1 766	1 840
	France entière	29 345	31 142	32 794	34 034	35 169
Total des dépenses nettes **	France métropolitaine	25 885	27 328	28 939	29 873	30 972
	DOM	1 499	1 524	1 508	1 704	1 809
	France entière	27 384	28 853	30 447	31 577	32 782

* Y compris les frais de personnel, les services communs et autres interventions sociales.

** Les dépenses nettes sont les dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations, recouvrements et remboursements.

Champ • France entière.

Sources • DREES - enquête Aide sociale.

En 2012, les quatre premiers postes (aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, aide sociale à l'enfance, dépenses afférentes aux allocations du RMI, puis du RSA « socle » et « socle majoré », ainsi qu'à l'insertion) ont représenté 91 % des dépenses brutes d'aide sociale des départements, une proportion identique à celle de 2011.

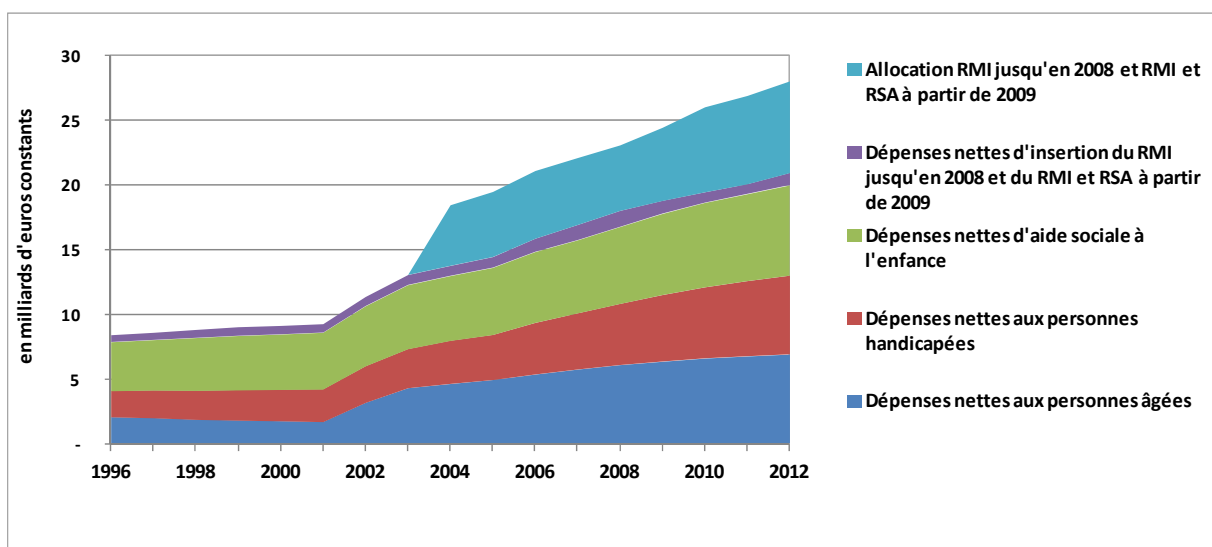
La suite de l'analyse porte sur la France métropolitaine, les dépenses d'aide sociale des départements d'outre-mer (DOM) étant étudiées par ailleurs.

⁶ Source : DGCL (direction générale des collectivités locales) – extraits des comptes administratifs des départements. France entière.

⁷ Les dépenses de gestion courante, hors intérêts de la dette, comprennent les dépenses d'aide sociale, les dépenses pour les collèges, les dépenses de voirie et les contingents versés aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), y compris les dépenses de personnel.

Depuis 1996, la structure des dépenses d'aide sociale des départements a connu de profonds bouleversements (graphique 1). Entre 1996 et 2012, les dépenses d'aide sociale à l'enfance ont progressé à un rythme régulier mais représentent désormais une part des dépenses nettes d'aide sociale (hors frais de personnel, services communs et autres interventions sociales) bien inférieure à ce qu'elle était en 1996, compte tenu de la prise en charge de nouvelles prestations par les départements. La part des dépenses liées aux personnes âgées ou handicapées a en revanche augmenté sensiblement, notamment avec la création de nouvelles mesures relatives au handicap ou à la dépendance. La part liée au RMI et à l'insertion, puis au RSA, a crû fortement en 2004 avec le transfert aux départements du versement de l'allocation du RMI. Elle augmente à nouveau fortement en 2009 avec la création du RSA, et notamment sa partie majorée qui succédant à l'API auparavant prise en charge par l'État. Par la suite la croissance reste forte en raison de la crise sévère qui a conduit à une augmentation du nombre de bénéficiaires du RSA socle⁸.

Graphique 1 - Évolution des dépenses nettes d'aide sociale* – France métropolitaine



* HORS FRAIS DE PERSONNEL, SERVICES COMMUNS ET AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES.
 NOTE - LES DÉPENSES D'ACTP ET DE PCH POUR LES PERSONNES DE 60 ANS OU PLUS SONT INTÉGRÉES AUX DÉPENSES EN DIRECTION DES PERSONNES ÂGÉES.
 SOURCE - DREES - ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

⁸ Cf. Périgord A., Stéphane Donné S., Mathieu F., 2010, « Les bénéficiaires du RSA fin juin 2010 », *Études et Résultats*, DREES et CNAF, n° 744, novembre.

L'évolution des dépenses d'aide sociale

En 2012, les dépenses brutes des conseils généraux de France métropolitaine atteignent 30,2 milliards d'euros pour les quatre grandes catégories d'aide sociale – hors services communs et autres interventions sociales, et hors frais de personnel à l'exception de ceux liés au RMI et au RSA – soit une progression de 1,7 % en euros constants⁹ par rapport à 2011 (tableau 2).

Tableau 2 - Évolution des dépenses par catégorie d'aide sociale – France métropolitaine

Dépenses en millions d'euros courants

	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011 en euros constants	Évolution 2012/2008 en euros constants
Aide sociale aux personnes âgées							
dépenses brutes	7 238	7 564	7 838	7 979	8 162	0,3%	7%
dépenses nettes	6 111	6 382	6 626	6 786	6 941	0,3%	7%
Aide sociale aux personnes handicapées							
dépenses brutes	5 136	5 603	5 993	6 358	6 677	3,0%	23%
dépenses nettes	4 729	5 148	5 496	5 821	6 085	2,5%	22%
Aide sociale à l'enfance							
dépenses brutes	6 052	6 382	6 635	6 884	7 137	1,7%	11%
dépenses nettes	5 927	6 259	6 510	6 701	6 958	1,8%	11%
Dépenses totales d'allocation et d'insertion liées au RMI et RSA **							
dépenses brutes	6 466	7 007	7 674	7 910	8 226	2,0%	20%
dépenses nettes	6 288	6 633	7 369	7 579	8 028	3,9%	21%
Total des quatre postes							
dépenses brutes	24 892	26 556	28 140	29 130	30 201	1,7%	15%
dépenses nettes	23 054	24 422	26 000	26 887	28 011	2,2%	15%
Dépenses totales (y compris frais de personnels, services communs et autres frais d'intervention sociale)							
dépenses brutes	27 792	29 560	31 223	32 274	33 328	1,3%	13%
dépenses nettes	25 885	27 328	28 939	29 873	30 972	1,7%	13%

*HORS FRAIS DE PERSONNEL, À L'EXCEPTION DE CEUX LIÉS AU RMI ET AU RSA QUAND ILS SONT IDENTIFIÉS.

** DÉPENSES D'ALLOCATION ET D'INSERTION LIÉES AU RMI, AUX CI-RMA, AUX CONTRATS D'AVENIR, AU RSA EXPÉRIMENTAL ET AU RSA "SOCLE" ET "SOCLE MAJORÉ" À PARTIR DE 2009, AINSI QU'AUX CONTRATS UNIQUES D'INSERTION À PARTIR DE 2010.

NOTE • LES DÉPENSES D'ACTP ET DE PCH POUR LES PERSONNES DE 60 ANS OU PLUS SONT INTÉGRÉES AUX DÉPENSES À DESTINATION DES PERSONNES ÂGÉES.
SOURCE • DREES - ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

Dans l'exercice de leurs compétences en matière d'aide sociale, les départements peuvent engager des recours en récupération auprès des bénéficiaires de certaines aides ou de leurs héritiers. À ces récupérations, s'ajoutent des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations, des mandats annulés ou atteints par la déchéance et des subventions. En 2012, les conseils généraux ont ainsi récupéré ou recouvré 2,2 milliards d'euros, soit une baisse de 4,2 % par rapport à l'année précédente. Après déduction des recouvrements, récupérations et remboursements, les dépenses nettes engagées par les départements de France métropolitaine pour les quatre grandes catégories d'aide sociale s'élèvent à 28 milliards d'euros en 2012, soit une augmentation de 2,2 %, plus élevée que celle des dépenses brutes.

Le poids des récupérations, recouvrements, remboursements et annulations divers, évalué en rapportant les recettes correspondantes aux dépenses brutes en 2012, est très variable selon la catégorie d'aide considérée : minime pour les dépenses liées au RSA/ RMI et pour l'aide sociale à l'enfance (respectivement 2,4 % et 2,5 %), 8,9 % pour l'aide sociale aux personnes handicapées et 15 % pour l'aide sociale aux personnes âgées. Une

⁹ Sauf mention contraire, les montants des dépenses, brutes ou nettes, seront exprimés en euros *courants* et les évolutions en euros *constants*. Les évolutions sont, dans ce cas, analysées en euros constants afin d'apprécier leur dynamique réelle. Elles sont déflatées de l'indice général des prix à la consommation de l'ensemble des ménages de la France entière. En 2012, cet indice a augmenté de 2 %.

proportion importante des recettes au titre des récupérations, recouvrements, remboursements et annulations divers provient en effet des recours en récupération auprès des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement (ASH) qui concerne essentiellement les personnes âgées ou handicapées.

Ces dépenses nettes des récupérations et recouvrements sont pour partie financées directement par l'État, par l'intermédiaire du concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) (respectivement à hauteur de 2,1 et près de 0,5 milliards d'euros en 2012 en France métropolitaine – tableau 3), ainsi que par la part de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) reversée aux départements (5,4 milliards en 2012 en France métropolitaine) ; et pour partie par les départements eux-mêmes. L'ensemble des subventions et dotations abondant les départements se sont donc élevés à 7,9 milliards en France métropolitaine en 2012, soit une augmentation de 0,9 % en euros constants sur un an, contrairement aux années précédentes. En effet, la modification de la fraction de TICPE accordée aux départements dans le cadre de la compensation prévue par la loi généralisant le RSA avait impliqué une hausse sensible de ces recettes entre 2008 et 2009, mais en baisse en euros constants les années suivantes.

Par ailleurs, 1,5 point de la CSG est destiné au financement du RSA activité, directement pris en charge par l'État. Cette partie n'entre pas dans le champ de cette analyse.

Tableau 3 - Dotations et subventions attribuées aux conseils généraux en matière d'aide sociale – France métropolitaine

en millions d'euros courants

	2008	2009	2010	2 011	2 012	Évolution 2012/2011 en euros constants	Évolution 2012/2008 en euros constants
Total des dotations et subventions	7 054	7 633	7 583	7 696	7 917	0,9%	6%
dont TICPE	4 489	5 095	5 067	5 154	5 368	2,1%	13%
dont FMDI	446	446	450	453	453	-2,1%	-4%
dont dotations CNSA	2 120	2 092	2 066	2 089	2 097	-1,6%	-7%

SOURCES • DREES, CNSA, DGCL.

Répartition des dépenses nettes par champ d'aide sociale

Avec la mise en place du RSA à partir du mois de juin 2009, les départements ont la responsabilité de la gestion et du financement du RSA « socle » et « socle majoré » qui se substituent au RMI (allocation et insertion) et à l'API. Leur champ d'intervention en matière d'insertion est modifié depuis le 1^{er} janvier 2010, date de mise en place des contrats uniques d'insertion (CUI) qui se substituent aux contrats insertion – revenu minimum d'activité (CI-RMA) et aux contrats d'avenir.

Le domaine d'intervention lié à ces dispositifs (allocations et insertion) est le premier poste de dépense nette des départements avec 8,0 milliards d'euros en 2012. Il représente 28 % du total des quatre grandes catégories de dépenses nettes. Il devance l'aide aux personnes âgées et l'aide sociale à l'enfance, toutes deux à près de 25 %, et les dépenses relatives aux personnes handicapées (22 %).

Dans la suite de l'analyse, la décomposition détaillée des dépenses des quatre grandes catégories d'aide sociale est systématiquement fournie en dépenses brutes, la ventilation des récupérations permettant de calculer les dépenses nettes ne pouvant en effet se faire que globalement pour chaque grand poste de dépenses et non par poste détaillé.

Les dépenses liées au RSA, au RMI et à l'insertion

En France métropolitaine, les dépenses brutes d'allocation et d'insertion liées au RSA socle et au RSA socle majoré, au RMI, aux CUI, aux CI-RMA et aux contrats d'avenir sont passées de 7,9 milliards d'euros en 2011 à 8,2 milliards en 2012 (7,9 milliards d'euros de dépenses nettes). La croissance de ces dépenses, de 2 % en un an, est plus rapide que l'année précédente (+0,2 %), en lien avec une accélération du nombre d'allocataires de ces dispositifs : +4,4 % en 2012 contre +3,5 % en 2011 (tableau 4).

Le versement de l'allocation du RSA et du RMI représente 88 % de ces dépenses brutes, soit 7,2 milliards d'euros. Elles augmentent de 2,4 % par rapport à 2011 et de 30,6 % depuis 2008. Parallèlement, les dépenses d'insertion du RMI et du RSA (liées aux contrats d'insertion ou non) ont globalement diminué de 0,7 % en 2012 et de 23,1 % entre 2008 et 2012.

Tableau 4 - Évolution du nombre de bénéficiaires et des dépenses d'aide sociale par champ et type d'aide à domicile ou à l'accueil – France métropolitaine

	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011	Évolution 2012/2008
Aide sociale aux personnes âgées							
Total bénéficiaires ⁽¹⁾	1 234 600	1 278 500	1 314 800	1 346 700	1 374 400	2,1%	11,3%
aide à domicile (APA, ACTP et PCH des 60 ans ou +, aides aide à l'accueil (ASH, APA, Accueil familial))	689 000	717 600	740 700	757 400	770 300	1,7%	11,8%
aide à l'accueil (ASH, APA, Accueil familial)	545 600	560 900	574 100	589 300	604 100	2,5%	10,7%
Total dépenses brutes	7 238	7 564	7 838	7 979	8 162	0,3%	6,6%
dont, aide à domicile (APA, ACTP et PCH des 60 ans ou +, aides dont, aide à l'accueil (ASH, APA, Accueil familial))	3 322	3 427	3 538	3 569	3 595	-1,2%	2,3%
dont, aide à l'accueil (ASH, APA, Accueil familial)	3 729	3 905	4 076	4 185	4 341	1,7%	10,0%
Aide sociale aux personnes handicapées							
Total bénéficiaires ⁽¹⁾	269 100	296 300	321 000	343 800	362 500	5,4%	34,7%
aide à domicile (ACTP, PCH, aides ménagères) aide à l'accueil (ASH, Accueil familial)	137 300	158 700	177 500	194 400	204 500	5,2%	48,9%
aide à l'accueil (ASH, Accueil familial)	131 900	137 500	143 400	149 400	158 000	5,8%	19,8%
Total dépenses brutes	5 136	5 603	5 993	6 358	6 677	3,0%	22,9%
dont, aide à domicile (ACTP, PCH, aides ménagères) dont, aide à l'accueil (ASH, Accueil familial)	1 015	1 204	1 342	1 452	1 532	3,5%	42,6%
dont, aide à l'accueil (ASH, Accueil familial)	3 965	4 247	4 495	4 734	4 963	2,8%	18,3%
Aide sociale à l'enfance							
Total bénéficiaires ⁽¹⁾	284 500	287 000	289 600	294 000	300 300	2,1%	5,6%
enfants accueillis à l'ASE dont enfants placés en établissements - hors placements directs dont enfants placés en famille d'accueil - hors placements directs actions éducatives	141 900 48 000 66 100 142 600	143 400 48 300 67 700 143 600	145 200 49 200 68 700 144 400	147 200 50 100 69 300 146 800	149 400 51 700 69 800 150 900	1,5% 3,2% 0,7% 2,8%	5,3% 7,7% 5,6% 5,8%
Total dépenses brutes	6 052	6 382	6 635	6 884	7 137	1,7%	11,5%
dont, enfants accueillis à l'ASE dont placements en établissements dont placements en familles d'accueil dont, actions éducatives dont, dépenses d'allocation	4 699 2 969 1 537 390 297	4 910 3 072 1 633 393 316	5 081 3 203 1 674 401 322	5 294 3 345 1 739 413 327	5 465 3 493 1 825 421 348	1,2% 2,4% 2,9% 0,1% 4,3%	9,9% 11,2% 12,2% 2,0% 10,8%
Dépenses totales d'allocation et d'insertion liées au RMI et RSA							
Total allocataires ⁽¹⁾ - sans double compte ⁽²⁾ (a)	1 023 500	1 167 600	1 345 100	1 392 500	1 454 400	4,4%	42,1%
RMI (b)	1 016 600	503 800	1 200	-	-	-	-
RSA expérimental (c)	6 900	6 900	-	-	-	-	-
CI-RMA, au titre du RMI ou du RSA (d)	12 100	8 600	3 400	300	-	-	-
Contrats d'avenir, au titre du RMI ou du RSA (e)	49 200	43 100	21 700	1 300	-	-	-
RSA "socle" et "socle majoré" (f)	-	657 000	1 343 800	1 392 500	1 454 400	4,4%	-
Contrats uniques d'insertion, au titre du RSA (g)	-	-	29 100	60 700	60 500	-0,3%	-
Total dépenses brutes	6 466	7 007	7 674	7 910	8 226	2,0%	20,3%
Dépenses d'allocation	5 216	5 812	6 647	6 907	7 209	2,4%	30,6%
dont dépenses de RSA expérimental	30	23	2	-	-	-	-
dont dépenses d'allocation du RMI et du RSA	5 186	5 789	6 645	6 907	7 209	2,4%	31,4%
Dépenses d'insertion	1 249	1 195	1 026	1 004	1 017	-0,7%	-23,1%
dont dépenses d'insertion du RMI	955	718	143	90	70	-23,9%	-93,1%
dont dépenses de CI-RMA ⁽³⁾	86	42	15	1	1	-28,0%	-99,1%
dont dépenses liées aux contrats d'avenir ⁽³⁾	209	173	54	5	4	-10,5%	-98,0%
dont dépenses d'insertion du RSA - hors CUI	-	261	702	714	746	2,5%	-
dont dépenses de contrats uniques d'insertion (CUI)	-	-	113	195	196	-1,4%	-

⁽¹⁾ : Les nombres d'allocataires et de bénéficiaires sont estimés par la moyenne entre le nombre observé au 31 décembre n-1 et celui de l'année n. Le nombre de bénéficiaires désigne un nombre d'aides et non d'individus (voir encadré 2).

⁽²⁾ : Le nombre d'allocataires de CI-RMA et de contrats d'avenir payés au titre du RMI ou du RSA ainsi que le nombre de contrats uniques d'insertion sont inclus dans les bénéficiaires du RMI, du RSA "socle" ou du RSA "majoré". Ainsi, le total sans double compte n'est pas la somme des lignes (b) à (g).

⁽³⁾ : Certains départements n'ont pas comptabilisé les dépenses liées au CI-RMA et aux contrats d'avenir dans les rubriques prévues par la nomenclature comptable. Il est possible que ces dépenses soient comptabilisées avec les dépenses de RMI et/ou de RSA.

Note • Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes âgées.

Champ • France métropolitaine - hors services communs et autres interventions sociales. Hors frais de personnel à l'exception de ceux liés au RMI et au RSA quand ils sont identifiés.

Sources • Drees - enquêtes Aide sociale. CNAF, MSA pour les allocataires du RMI, du RSA "socle", "socle majoré" et du RSA expérimental. Dares pour les bénéficiaires des contrats uniques d'insertion, des CI-RMA, et des contrats d'avenir.

Les dépenses d'aide sociale à l'enfance

En 2012, les dépenses nettes des conseils généraux pour l'aide sociale à l'enfance (ASE) s'établissent à 7 milliards d'euros (tableau 2). Elles augmentent de 1,8 % en euros constants par rapport à 2011, hausse proche de celle du nombre de bénéficiaires (tableau 4). Au-delà des précautions générales à prendre dans le rapprochement du nombre de bénéficiaires aux dépenses (voir encadré 2), il est à considérer dans ce domaine en particulier que le nombre de bénéficiaires présentés ne couvre pas exactement le même champ que les dépenses d'aide sociale à l'enfance : alors que les dépenses liées aux aides financières (allocations mensuelles, bourses, secours) et à la prévention spécialisée sont comptabilisées, les bénéficiaires de ces aides ne sont pas dénombrés ici.

La structure des dépenses d'ASE reste stable en 2012 : les dépenses brutes les plus importantes sont toujours celles relatives aux placements en établissement (49 %), suivies des placements d'enfants en famille d'accueil (26 %). Les actions éducatives à domicile et en milieu ouvert représentent 6 % des dépenses brutes, les allocations mensuelles (secours, bourses et autres aides financières) 5 % et les mesures de prévention spécialisée, 4 %. Les dépenses restantes correspondent aux autres frais de placement, à des participations, subventions ou autres dépenses des départements pour des actions en faveur de l'enfance.

Les dépenses d'aide sociale aux personnes âgées

Troisième poste de dépenses, les dépenses nettes d'aide sociale aux personnes âgées s'élèvent à 6,9 milliards d'euros en 2012 (+0,3 % par rapport à 2011) pour près de 1,4 million de prestations attribuées (progression de 2,1 %). Outre la prise en charge de la dépendance *stricto sensu*, les départements financent une partie des dépenses d'hébergement des personnes âgées dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement (ASH) et, plus marginalement, des aides ménagères ainsi que divers services.

Plus de la moitié des dépenses d'aide sociale aux personnes âgées dédiées à l'accueil en établissement

Parmi l'ensemble des dépenses brutes des départements en faveur des personnes âgées (8,2 milliards d'euros), 53 % sont consacrées aux personnes âgées vivant en établissement ou dans des familles d'accueil, que ce soit au titre de la prise en charge de l'hébergement ou de la dépendance. Les 47 % restants sont consacrés aux personnes âgées résidant à domicile. La part des dépenses destinées aux personnes âgées en établissement, qui avait fortement diminué entre 2001 et 2003, passant de 72 % à 53 % sous l'effet du développement des aides à domicile (notamment par le biais de l'APA), est depuis restée stable.

Les dépenses d'APA en établissement s'élèvent à 2,1 milliards d'euros en 2012, et représentent un peu moins de la moitié des dépenses brutes destinées aux personnes âgées accueillies en établissement ou chez des particuliers (en famille d'accueil). Elles ont progressé de 4,1 % entre 2011 et 2012 (en euros constants). En moyenne annuelle, près de 482 700 personnes en bénéficient en 2012 (+3,1 % par rapport à 2011). Les autres dépenses au titre de l'hébergement en établissement (essentiellement l'ASH, voir encadré 3) restent stables, elles représentent environ la moitié des dépenses consacrées aux personnes âgées en établissement et s'établissent à plus de 2,2 milliards d'euros en 2012¹⁰. En 2012, le nombre moyen de bénéficiaires de l'ASH diminue légèrement (-0,4 %), et atteint 115 700 bénéficiaires. Restent les dépenses relatives aux mesures d'accueil des personnes

¹⁰ Les dépenses brutes d'ASH comptabilisées ici sont les montants inscrits aux comptes administratifs des départements. Selon les pratiques locales, cette dépense brute représente soit la totalité du coût de l'hébergement (le département récupérant par ailleurs, au titre des recettes, la partie du montant acquitté par le bénéficiaire), soit le coût de l'hébergement diminué du montant payé par le bénéficiaire que ce dernier verse alors directement à l'établissement. Par contre, les contributions des obligés alimentaires ou des héritiers sont avancées par les départements et donc toujours comptées dans les dépenses brutes. Ces montants font ensuite l'objet de récupérations et seront inscrits dans les recettes des départements. Les dépenses brutes d'ASH surestiment donc la contribution financière *stricto sensu* des départements à cette prestation.

âgées chez des particuliers qui progressent de 2,4 % en 2012, atteignant 14,8 millions d'euros ; elles concernent 1 790 personnes âgées en 2012 (-0,6%).

Une baisse des dépenses d'aide à domicile

Les dépenses brutes allouées à l'aide à domicile des personnes âgées atteignent 3,6 milliards d'euros en 2012, soit une baisse de 1,2 % en euros constants par rapport à 2011. L'essentiel de ces dépenses (87 %) sont consacrées à l'APA (3,1 milliards d'euros), l'APA à domicile représentant ainsi 59 % des dépenses totales d'APA. En 2012, 699 300 personnes bénéficient de l'APA à domicile en moyenne annuelle, soit 1,1 % de plus que l'année précédente. À ces dépenses, s'ajoutent celles de la PCH et de l'ACTP attribuées aux personnes de 60 ans ou plus qui s'élèvent à 406 millions en 2013, soit une hausse de 14 % en euros constants en un an.

Enfin, les dépenses liées aux autres aides à domicile (aides ménagères, portage de repas et autres aides) atteignent 58 millions d'euros en 2012, soit 14 % de moins qu'en 2011 en euros constants. Cette diminution est en partie due au recul du nombre de bénéficiaires d'une aide ménagère qui est passé en moyenne annuelle de 18 900 en 2011 à 18 300 en 2012 (-3 %). Les bénéficiaires de ce type d'aide sont désormais généralement pris en charge dans le cadre de l'APA à domicile.

5,7 milliards d'euros d'aides liées à la dépendance

Au total, en établissement et à domicile, les dépenses brutes consacrées par les départements à la prise en charge de la dépendance des personnes âgées regroupant l'APA, l'ACTP et la PCH pour les personnes de 60 ans ou plus atteignent 5,7 milliards d'euros en 2012, soit une progression de 0,9 % par rapport à 2011 (tableau 5).

Tableau 5 - Évolution des dépenses brutes d'aide sociale destinées à la prise en charge de la dépendance des personnes âgées – France métropolitaine

En millions d'euros courants

	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011 en euros constants
APA	4 802	4 964	5 126	5 188	5 292	0,0%
ACTP 60 ans ou +	119	119	121	125	131	2,9%
PCH 60 ans ou +	78	123	185	224	275	20,4%
TOTAL	4 999	5 206	5 433	5 537	5 698	0,9%

SOURCE • DREES - ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

C'est l'APA qui concentre l'essentiel de ces dépenses (près de 5,3 milliards d'euros). En 2007, le nombre moyen de bénéficiaires de l'APA a dépassé le million de personnes ; il continue de croître en 2012 (+1,9 %), alors que les dépenses associées sont stabilisées, en euros constants.

Les dépenses d'ACTP destinées aux personnes d'au moins 60 ans atteignent quant à elles 131 millions d'euros en 2012 (+2,9% en euros constants par rapport à l'année précédente), et concernent 20 700 personnes. Ces dépenses continuent de progresser en raison du vieillissement de la population bénéficiaire. En effet, après 60 ans, une partie de ces bénéficiaires n'optent ni pour la PCH, ni pour l'APA mais conservent l'ACTP, cette prestation étant jugée plus avantageuse dans certains cas.

Enfin, le montant des dépenses de PCH en direction des personnes âgées s'élève à 275 millions d'euros en 2012. Le nombre de bénéficiaires de la PCH de 60 ans ou plus continue de croître fortement du fait de la montée

en charge de cette prestation (36 700 personnes en moyenne annuelle en 2012, soit une hausse de plus de 20 % en un an). Au total, l'ACTP et la PCH représentent 7 % de l'ensemble des dépenses d'aide sociale destinées aux personnes âgées en 2012.

ENCADRÉ 3 - L'AIDE SOCIALE À L'HÉBERGEMENT

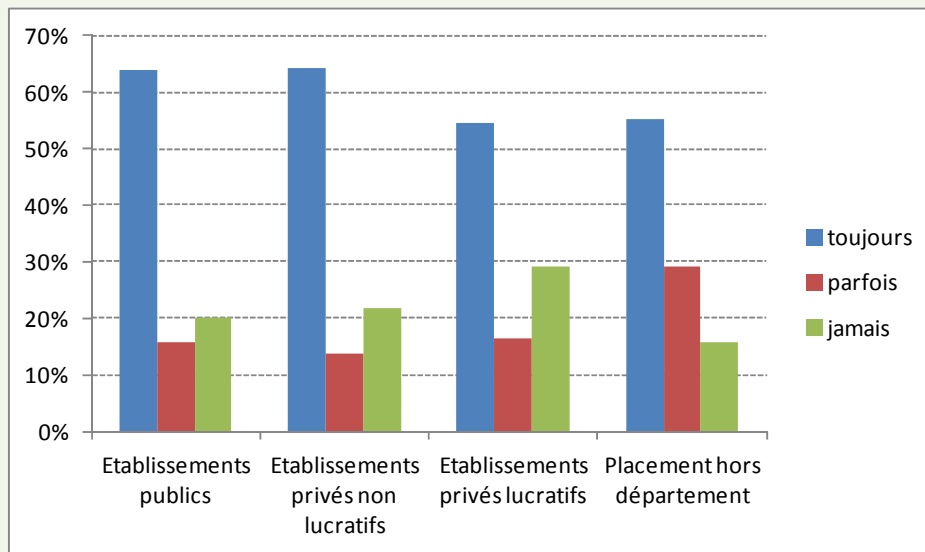
L'aide sociale à l'hébergement (ASH) versée par les conseils généraux, vise à prendre en charge les frais d'hébergement des personnes âgées de plus de 65 ans accueillies dans les établissements habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale. Sous conditions de ressources, la prise en charge par le département peut être totale ou partielle. Le calcul du montant de l'aide repose sur une participation de l'intéressé au coût de l'hébergement à concurrence de 90 % de ses ressources. Les ressources prises en considération sont les ressources personnelles de la personne âgée dépendante et les ressources éventuelles des obligés alimentaires. En effet, l'ASH fait appel, par le biais de l'obligation alimentaire, à la participation des descendants (enfants et petits enfants). Les sommes versées au titre de l'ASH peuvent également être récupérées sur l'actif successoral au décès du bénéficiaire.

Un volet spécifique de l'enquête sur les dépenses départementales d'aide sociale concerne l'ASH.

Frais d'hébergement

Fin 2012 en France métropolitaine, près de six départements sur dix payent systématiquement aux établissements la totalité des frais d'hébergement des résidents percevant l'ASH (y compris la participation du bénéficiaire que le département récupère par la suite), quel que soit le statut juridique de l'établissement. Ce sont dans les établissements publics et privés à but non lucratif que cette pratique est la plus courante (respectivement 64 % et 68 % contre 55 % dans les établissements privés lucratifs (graphique A). À l'inverse, 14 % des départements ne s'acquittent auprès des établissements que des frais d'hébergement résiduels, une fois déduite la participation des bénéficiaires.

Graphique A - Paiement aux établissements de la totalité des frais d'hébergement par les départements (avant la participation des bénéficiaires) en 2012



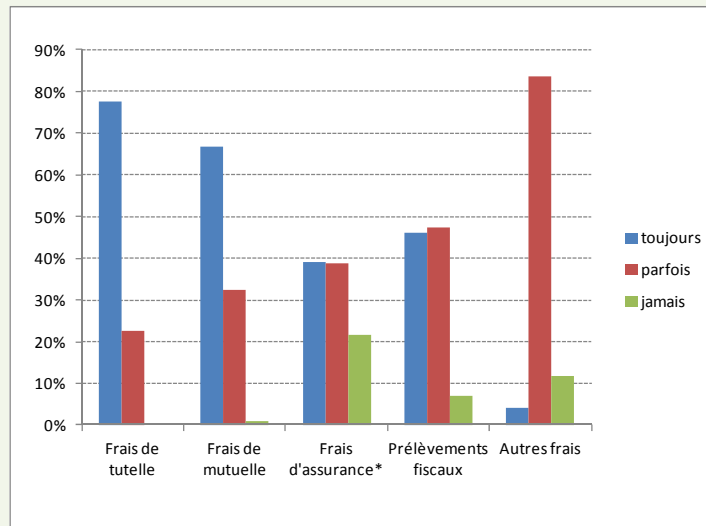
LECTURE : 64 % DES DÉPARTEMENTS VERSENT SYSTÉMATIQUEMENT L'ASH AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS AVANT RÉCUPÉRATION DE LA PARTICIPATION DES BÉNÉFICIAIRES.
CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
SOURCE : DREES, ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

Ticket modérateur et charges pouvant être déduites de la participation financière

En 2012, 85 % des conseils généraux tiennent systématiquement compte des frais relatifs à la dépendance en GIR 5 ou 6 (partie du ticket modérateur en établissement) dans le montant de l'ASH et 9% ne le font jamais.

82 % des départements déduisent de la participation du bénéficiaire certaines charges, comme entre autres celles du type frais de tutelle, de mutuelle, d'assurance ou prélèvements fiscaux ; à l'inverse, 9 % des départements n'ont jamais recours à ce type de pratique. Ce sont les frais de tutelle (77 %) et de mutuelle (67 %) qui sont les plus fréquemment déduits par les départements (graphique B).

Graphique B - Charges pouvant être déduites de la participation financière



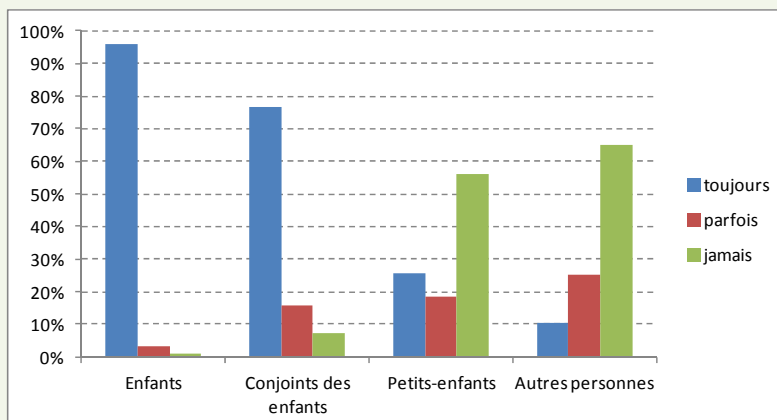
* EX RESPONSABILITÉ CIVILE.
 LECTURE : 77% DES DÉPARTEMENTS DÉDUISENT SYSTÉMATIQUEMENT DE LA PARTICIPATION DU BÉNÉFICIAIRE LES FRAIS DE TUTELLE.
 CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
 SOURCE : DREES, ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

Obligation alimentaire et recours sur succession

97 % des départements ont systématiquement recours à l'obligation alimentaire, principalement auprès des enfants, des conjoints de ceux-ci, ou des petits enfants. Les enfants, et dans une moindre mesure leurs conjoints sont les plus sollicités (respectivement 96 % et 77 % graphique C). Les petits enfants le sont plus rarement.

96 % des départements pratiquent toujours le recours sur succession et seuls 4% ne le font pas systématiquement.

Graphique B - Part des départements pratiquant l'obligation alimentaire auprès des...



LECTURE : 56 % DES DÉPARTEMENTS N'ONT JAMAIS RECOURS À L'OBLIGATION ALIMENTAIRE AUPRÈS DES PETITS ENFANTS.
 CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
 SOURCE : DREES, ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

Les dépenses d'aide sociale aux personnes handicapées

Les dépenses nettes consacrées aux personnes handicapées progressent de 2,5 % en 2012, atteignant 6,1 milliards d'euros. Elles concernent 362 500 personnes en moyenne annuelle, dont plus de la moitié (56 %) ont bénéficié d'une aide à domicile (*via* l'ACTP, la PCH ou les aides ménagères) et 44 % d'un accueil familial ou en établissement. Néanmoins, les montants d'aide moyens étant bien inférieurs à domicile, les dépenses au titre de l'aide à l'accueil sont largement prépondérantes (76 % des dépenses). Ces dernières s'élèvent à 5,0 milliards d'euros en 2012, soit une augmentation de 2,8 % entre 2011 et 2012 (tableau 4).

Les dépenses brutes en faveur des personnes handicapées vivant à domicile ont connu une croissance forte ces dernières années, de l'ordre de 43 % depuis 2008 ; soit une progression moins importante que celle du nombre de bénéficiaires des allocations correspondantes. Ces dépenses atteignent 1,5 milliards d'euros en 2012 ; elles sont constituées à 96 % de la PCH et de l'ACTP.

Les dépenses à domicile hors ACTP et PCH, restent marginales (54 millions d'euros en 2012) : elles représentent 4 % des dépenses d'aide à domicile aux personnes handicapées, soit moins de 1 % de l'ensemble des dépenses d'aide sociale destinées aux personnes handicapées.

La substitution entre ACTP et PCH se poursuit

Entre 2011 et 2012, les dépenses afférentes à la PCH et l'ACTP pour les personnes de moins de 60 ans ont augmenté de 4 % (tableau 6). La baisse des dépenses d'ACTP pour les personnes de moins de 60 ans (359 millions d'euros en 2012, soit -8 %) est en effet plus que compensée par la hausse de celles relatives à la PCH avant 60 ans (1 115 millions d'euros en 2012, soit +8 % en un an). Toutefois, cette hausse est plus modérée que celle enregistrée l'année précédente (+12 % en 2011).

Tableau 6 - Évolution des dépenses brutes d'aide sociale destinées à la prise en charge des personnes handicapées – France métropolitaine

En millions d'euros courants

	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011 en euros constants
ACTP avant 60 ans	490	448	408	385	359	-8%
PCH avant 60 ans	478	710	882	1 008	1 115	8%
TOTAL	969	1 158	1 290	1 393	1 474	4%

SOURCE • DREES - ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

Tous âges confondus, les dépenses de PCH à domicile représentent 95 % des dépenses totales de PCH en 2012 tandis que les bénéficiaires de la PCH à domicile constituent 89 % de l'ensemble des bénéficiaires.

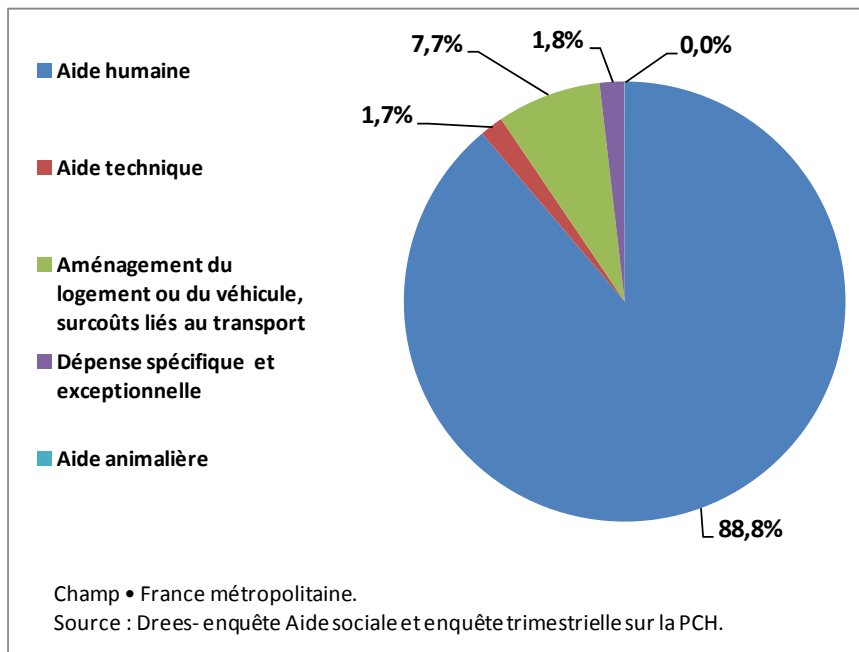
La PCH des moins de 20 ans ou PCH enfant s'élève à 148 millions d'euros, soit 11 % de la dépense totale de PCH des conseils généraux en 2012.

Enfin, 89% des dépenses de PCH sont consacrées à l'aide humaine¹¹ en 2012 (graphique 2), 8 % des dépenses sont ensuite consacrées à l'aménagement du logement ou du véhicule ou correspondent à des surcoûts liés au

¹¹ L'aide humaine consiste principalement en la prise en charge des actes essentiels de la vie courante (entretien personnel, déplacements, et besoins éducatifs des enfants), et de la surveillance régulière. Elle peut être utilisée pour rémunérer un service d'aide à domicile ou pour dédommager un aidant familial.

transport, 2 % à l'aide technique¹². Des dépenses spécifiques et exceptionnelles complètent (2 %) ces dépenses. L'aide animalière (frais relatifs aux chiens guides d'aveugle et aux chiens d'assistance) ne représente que 0,03 % de ces dépenses.

Graphique 2 - Répartition des dépenses de PCH par type d'élément, en 2012



Les autres dépenses d'aide sociale et les dépenses de personnel

Les autres dépenses nettes d'aide sociale dispensée par les départements en France métropolitaine s'élèvent à 3 milliards d'euros en 2012 (3,1 milliards d'euros de dépenses brutes). Elles comprennent les dépenses relatives aux autres interventions sociales et aux services communs à l'aide sociale, ainsi que les frais de personnel non comptabilisés par ailleurs.

Ces frais de personnels sont évalués à 2,4 milliards d'euros en 2012. Au total, si on ajoute les dépenses de personnels comptabilisées dans les dépenses du RSA et du RMI, les dépenses totales de personnels affectées aux politiques sociales départementales s'élèvent à près de 2,6 milliards d'euros. Leur répartition entre les différents postes est stable.

Les autres dépenses brutes rattachées à l'aide sociale (autres interventions sociales et services communs à l'aide sociale, mais hors frais de personnel) sont de 678 millions d'euros en 2012.

¹² L'aide technique est destinée à l'achat ou la location par la personne handicapée et pour son usage personnel d'un matériel conçu pour compenser son handicap.

Les dépenses d'aide sociale départementale en 2012 dans les départements d'Outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion)

Les dépenses nettes d'aide sociale des départements d'outre-mer (DOM) pour les quatre grandes catégories d'aide sociale (aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à l'enfance, et dépenses liées à l'insertion) ont connu une progression forte en 2012 (+ 4,4 % en euros constants par rapport à 2011 - tableau 7), bien plus importante que celle enregistrée en France métropolitaine. Ces dépenses se sont élevées à 1,7 milliard d'euros en 2012 (1,8 milliard en y incluant les frais de personnels, services communs et autres frais d'intervention sociale). La hausse observée est essentiellement imputable à la croissance très forte des dépenses liées aux RMI et RSA, alors même que celles consacrées aux personnes âgées, personnes handicapées et à l'aide sociale à l'enfance sont en baisse en euros constants.

La proportion de personnes couvertes par le RMI et le RSA est en effet nettement plus élevée dans les DOM qu'en métropole.

Tableau 7 - Évolution des dépenses par catégorie d'aide sociale* – DOM

Dépenses en millions d'euros courants, évolutions en euros constants							
	2-008	2-009	2-010	2-011	2-012	Évolution 2012/2011	Évolution 2012/2008
Aide sociale aux personnes âgées							
dépenses brutes	286	282	281	297	298	-1,7%	-1,7%
dépenses nettes	271	268	267	282	280	-2,7%	-2,2%
Aide sociale aux personnes handicapées							
dépenses brutes	92	100	108	128	128	-1,9%	30,5%
dépenses nettes	92	97	105	126	126	-1,7%	30,5%
Aide sociale à l'enfance							
dépenses brutes	189	208	206	225	224	-2,6%	12,2%
dépenses nettes	186	206	202	217	219	-0,8%	11,3%
Dépenses totales d'allocation et d'insertion liées au RMI et au RSA**							
dépenses brutes	895	877	875	1 022	1 095	5,1%	15,6%
dépenses nettes	865	846	833	987	1 089	8,3%	19,1%
Total des quatre postes							
dépenses brutes	1 463	1 467	1 471	1 672	1 745	2,3%	12,7%
dépenses nettes	1 413	1 417	1 407	1 612	1 715	4,4%	14,7%
Dépenses totales (y compris frais de personnels, services communs et autres frais d'intervention sociale)							
dépenses brutes	1 552	1 582	1 572	1 766	1 840	2,2%	12,1%
dépenses nettes	1 499	1 524	1 508	1 704	1 809	4,1%	14,1%

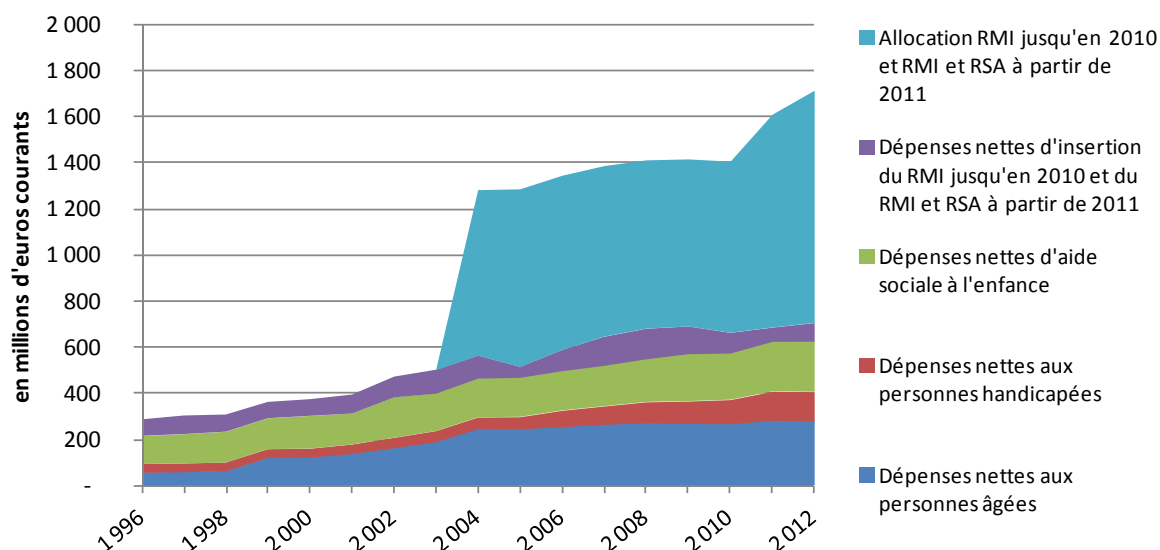
* HORS FRAIS DE PERSONNEL, À L'EXCEPTION DE CEUX LIÉS AU RMI ET AU RSA QUAND ILS SONT IDENTIFIÉS.

** LE RSA EST MIS EN ŒUVRE DANS LES DOM À PARTIR DU 1ER JANVIER 2011.

NOTE : LES DÉPENSES D'ACTP ET DE PCH POUR LES PERSONNES DE 60 ANS OU PLUS SONT INTÉGRÉES AUX DÉPENSES À DESTINATION DES PERSONNES ÂGÉES.

SOURCE : DREES - ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

Graphique 3 - Évolution des parts des dépenses nettes d'aide sociale* - DOM



HORS FRAIS DE PERSONNEL À L'EXCEPTION DE CEUX LIÉS AU RMI ET AU RSA ; HORS SERVICES COMMUNS ET AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES.
 NOTE : LES DÉPENSES D'ACTP ET DE PCH POUR LES PERSONNES DE 60 ANS OU PLUS SONT INTÉGRÉES AUX DÉPENSES EN DIRECTION DES PERSONNES ÂGÉES.
 SOURCE : DREES - ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

La structure des dépenses entre les quatre grandes catégories d'aide sociale est en 2012 toujours très différente de celle observée en métropole (graphique 3).

En effet, la part consacrée à l'insertion sociale y est beaucoup plus importante : 64% des dépenses nettes contre 28 % en métropole. L'aide sociale aux personnes âgées ne représente que 16 % des dépenses nettes dans les DOM contre 25 % en France métropolitaine. L'aide sociale à l'enfance, qui représente en France métropolitaine 25 % des dépenses d'aide sociale ne compte que pour 13 % des dépenses nettes dans les DOM. Enfin, l'aide sociale aux personnes handicapées représente, avec 7 % des dépenses totales, une part sensiblement moins importante qu'en métropole (22 %).

Les dépenses nettes liées au RMI et au RSA se sont élevées dans les DOM à 1 089 millions d'euros en 2012. Parmi elles, les dépenses brutes d'allocation sont passées de 924 millions d'euros en 2011 à 1 009 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 7 %. Cette augmentation est à relier à la généralisation dans les DOM du revenu de solidarité active (RSA « socle »), qui remplace le RMI à compter du 1er janvier 2011.

L'ensemble des dépenses nettes d'aide sociale aux personnes âgées s'élève dans les DOM à 280 millions d'euros en 2012, soit une baisse de 2,7 % en euros constants en un an. L'APA représente une part importante de ces dépenses (61 %). Avec les dépenses d'accueil en établissement hors APA (25 %), elle a constitué la quasi-totalité des dépenses d'aide sociale aux personnes âgées engagées dans ces départements en 2012 ; 8 % des dépenses ont été destinées à l'aide sociale à domicile hors APA et 1 % ont été engagées au titre de l'accueil par des particuliers. Les dépenses brutes cumulées liées à la dépendance des personnes âgées (ACTP et PCH des 60 ans ou plus et APA) progressent de près de 4 % en euros constants entre 2011 et 2012.

Les dépenses nettes d'aide sociale aux personnes handicapées s'élèvent à 126 millions d'euros, soit une baisse de 1,7 % en euros constants entre 2011 et 2012. Les dépenses d'aide à l'accueil ont diminué de 4,6 % sur la période (tableau 8), tandis que les dépenses d'aides à domicile ont augmenté de 14,1%.

Pour l'aide sociale à l'enfance, les dépenses nettes et les dépenses brutes des DOM ont respectivement diminué de 0,8 % et 2,6 % entre 2011 et 2012. Les dépenses de placements familiaux ont augmenté de 9 % en 2012. La structure des dépenses brutes d'aide à l'enfance est différente dans les DOM de celle observée en métropole. Les dépenses liées aux mesures de prévention spécialisée et aux placements en famille d'accueil y sont relativement plus importantes. La part des placements familiaux est bien plus élevée (40%, contre 26 %

en métropole). En revanche, les dépenses de placement en établissement y sont moins importantes (38 % contre 49 % en métropole). Les allocations mensuelles, secours, bourses et autres aides financières ont un poids similaire dans les DOM et en métropole, autour de 6 %. De même, 6% des dépenses d'ASE sont liées aux actions éducatives.

Enfin, les autres dépenses brutes relatives à l'aide sociale (dépenses de personnel, services communs et autres interventions sociales) sont passées de 94 à 96 millions d'euros entre 2011 et 2012 (+0,4 %), incluant près de 81 millions d'euros de frais de personnel en 2012 (-1,4 %).

Tableau 8 - Évolution des bénéficiaires et des dépenses d'aide sociale par champ et type d'aide à domicile ou à l'accueil – DOM

	Dépenses en millions d'euros courants, évolutions en euros constants						
	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011	Évolution 2012/2008
Aide sociale aux personnes âgées							
bénéficiaires *	36 000	35 000	36 200	37 700	37 500	-0,5%	4%
aide à domicile (APA, ACTP et PCH + 60, aides ménagères)	30 300	29 400	29 900	30 800	30 900	0,3%	2%
aide à l'accueil (ASH, APA, Accueil familial)	5 600	5 600	6 400	6 900	6 600	-4,3%	18%
dépenses brutes	286	282	281	297	298	-1,7%	-2%
dont, aide à domicile (APA, ACTP et PCH + 60, aides ménagères)	193	183	174	185	190	0,9%	-7%
dont, aide à l'accueil (ASH, APA, Accueil familial)	87	85	91	94	73	-23,6%	-20%
Aide sociale aux personnes handicapées							
bénéficiaires *	6 200	6 700	7 500	8 600	9 800	14,0%	58%
aide à domicile (ACTP, PCH, aides ménagères)	5 300	5 800	6 500	7 100	7 900	11,3%	49%
aide à l'accueil (ASH, Accueil familial)	1 000	900	1 000	1 500	2 000	33,3%	100%
dépenses brutes	92	100	108	128	128	-1,9%	30%
dont, aide à domicile (ACTP, PCH, aides ménagères)	38	43	49	54	62	14,1%	53%
dont, aide à l'accueil (ASH, Accueil familial)	44	42	47	62	60	-4,6%	31%
Aide sociale à l'enfance							
bénéficiaires *	9 890	9 750	9 740	10 050	10 430	3,8%	5%
enfants accueillis à l'ASE	5 500	5 400	5 400	5 600	5 700	1,8%	4%
<i>dont enfants placés en établissements - hors placements directs</i>	1 000	1 000	1 000	1 100	1 100	0,0%	10%
<i>dont enfants placés en famille d'accueil - hors placements directs</i>	3 100	3 100	3 100	3 200	3 300	3,1%	6%
actions éducatives	4 400	4 400	4 300	4 500	4 730	5,1%	8%
dépenses brutes	189	208	206	225	224	-2,6%	12%
dont, enfants accueillis à l'ASE	150	161	162	164	174	4,1%	10%
<i>dont placements en établissements</i>	73	79	78	81	84	2,2%	10%
<i>dont assistants familiaux</i>	74	80	82	81	89	8,6%	15%
dont, actions éducatives	7	7	7	10	13	18,7%	70%
dont, dépenses d'allocation	5	8	11	11	14	21,4%	138%
Dépenses totales d'allocation et d'insertion liées au RMI et au RSA							
nombre d'allocataires*, total sans double compte (a)***	140 390	136 830	138 560	159 110	190 840	19,9%	36%
allocataires* du RMI (b)	140 390	136 830	138 560	70 090	-	-	-
allocataires* de CI-RMA** (c)	900	200	100	150	-	-	-
allocataires* de contrats d'avenir** (d)	8 900	2 800	900	1 850	-	-	-
allocataires du RSA "socle" et "socle majoré" (e)	-	-	-	89 020	182 590	105,1%	-
allocataires de contrats uniques d'insertion (f)	-	-	-	11 845	8 253	-30,3%	-
dépenses brutes	895	877	875	1 022	1 095	5,1%	16%
dont dépenses d'allocation du RMI/RSA	743	734	749	924	1 009	7,1%	28%
dont dépenses d'insertion du RMI	73	70	75	nd	58	-	-26%
dont dépenses de CI-RMA****	3	0,4	0,3	0,1	0,1	-1,9%	-97%
dont dépenses liées aux contrats d'avenir****	76	71	52	5	1	-89,9%	-99%
dont dépenses d'insertion du RSA - hors CUI	-	-	-	19	25	26,0%	-
dont dépenses de contrats uniques d'insertion	-	-	-	65	3	-94,9%	-

*Les nombres d'allocataires et de bénéficiaires sont estimés par la moyenne entre le nombre observé au 31 décembre n-1 et celui de l'année n. Le nombre de bénéficiaires désigne un nombre d'aides et non d'individus (voir encadré 2).

** Allocataires de CI-RMA et de contrats d'avenir payés dans le dispositif du RMI.

*** Le nombre d'allocataires de CI-RMA et de contrats d'avenir payés au titre du RMI ou du RSA ainsi que le nombre de contrats uniques d'insertion sont inclus dans les bénéficiaires du RMI, du RSA "socle" ou du RSA "majoré". Ainsi, le total sans double compte n'est pas la somme des lignes (b) à (f).

**** Certains départements n'ont pas comptabilisé les dépenses liées aux CI-RMA dans la rubrique prévue par la nomenclature comptable. Il est possible que ces dépenses ainsi que le montant des contrats d'avenir soient comptabilisées avec les dépenses de RMI.

Note : les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes âgées.

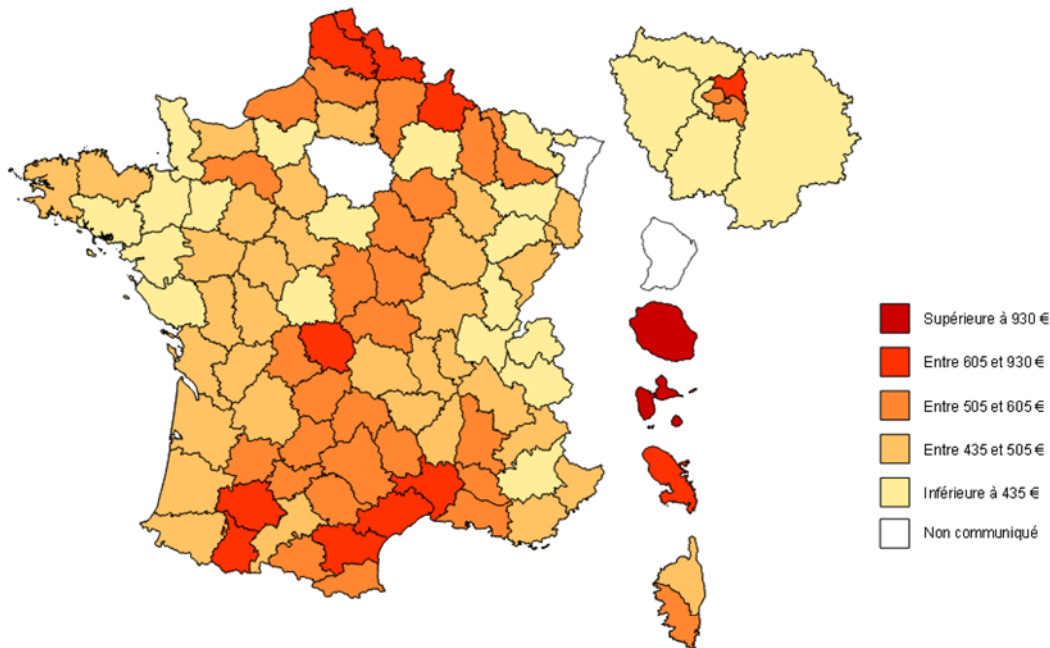
Champ : DOM - hors services communs et autres interventions sociales. Hors frais de personnel à l'exception de ceux liés au RMI et au RSA.

Source : Drees - enquêtes Aide sociale. CNAF, MSA pour les allocataires du RMI et du RSA socle. Dares pour les bénéficiaires des CI-RMA et des contrats d'avenir.

De fortes disparités départementales

La répartition sur le territoire des dépenses d'action sociale est hétérogène : en 2012, les dépenses nettes d'aide sociale par habitant pour chacun des quatre grands domaines d'intervention s'échelonnent entre environ 300 et 600 euros selon les départements, soit un écart du simple au double (carte 1). Ces dépenses sont en grande partie déterminées par les caractéristiques démographiques et socio-économiques locales, en particulier celles relevant des domaines de l'insertion et des personnes âgées, domaines pour lesquels les conditions d'attribution et le montant des aides sont fixés nationalement. En revanche, s'agissant des dépenses relevant de la protection de l'enfance et du handicap, les marges de manœuvre des départements dans la détermination du montant des aides allouées apparaissent plus importantes.

Carte 1 - Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant en 2012



LECTURE • LES DÉPARTEMENTS ONT ÉTÉ CLASSÉS SELON LEUR DÉPENSE TOTALE NETTE D'AIDE SOCIALE PAR HABITANT EN 2012, SELON LA MÉTHODE DE JENKS. À TITRE D'EXEMPLE, LA DÉPENSE MOYENNE D'AIDE SOCIALE PAR HABITANT EST COMPRISE ENTRE 505 € ET 590 € À PARIS EN 2012.
NOTE • DÉPENSES TOTALES NETTES DES RÉCUPÉRATIONS ET RECOUVREMENTS, Y COMPRIS LES DÉPENSES DE PERSONNEL, DES SERVICES COMMUNS ET AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES.
CHAMP • FRANCE ENTIÈRE.
SOURCE • DREES - ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

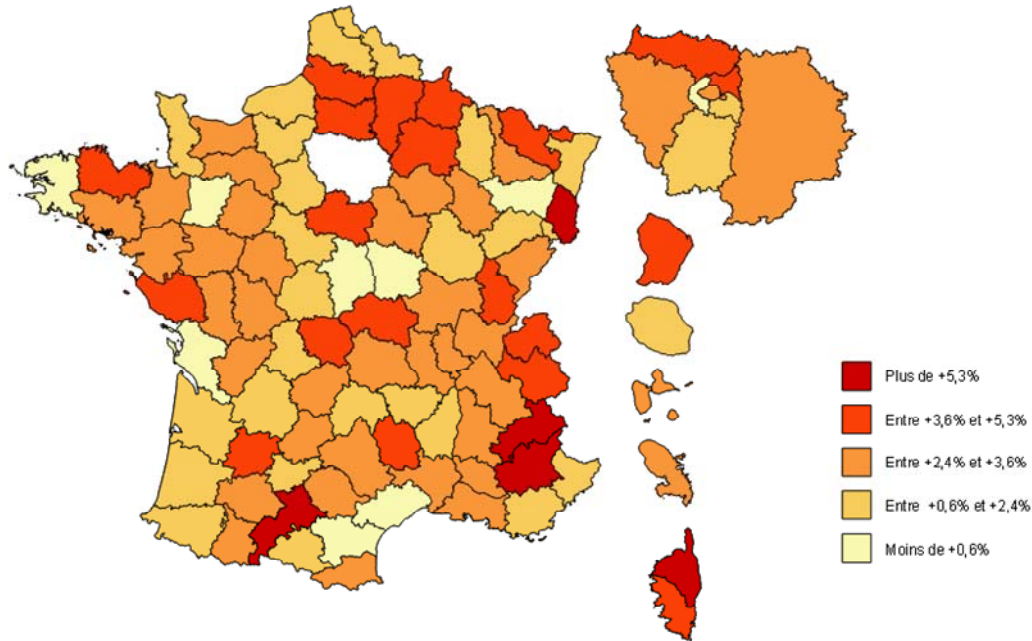
Des évolutions différenciées selon les départements

De 2008 à 2012, les dépenses totales nettes d'aide sociale (en incluant les dépenses de personnel) des départements ont augmenté de 13 % en euros constants, soit une moyenne annuelle de 3 % sur la période. Ces évolutions nationales recouvrent des situations elles-aussi variables selon les départements (carte 2) : 23 départements ont enregistré une baisse de leurs dépenses d'aide sociale (pour 9 départements, les dépenses diminuent même en euros courants), 31 les ont augmentées de plus de 3 %.

Les évolutions sont encore plus différenciées au sein de chacune des quatre grandes catégories d'aide sociale. Ainsi, un quart des départements enregistrent une hausse de plus de 8,8 % de leurs dépenses d'allocation et d'insertion liées au RMI et au RSA, un quart une hausse de plus de 5,2 % de leurs dépenses d'aide aux personnes handicapées. Les dépenses en direction des personnes âgées diminuent de plus de 1,7 % dans un quart des départements, tandis que les dépenses d'aide sociale à l'enfance baissent de plus de 0,9 % dans un quart des départements.

Ces résultats ne rendent pas seulement compte des politiques menées par les départements, mais aussi des aléas de gestion ou de trésorerie pouvant affecter les comptes annuels, ainsi que du contexte démographique, social et économique local (notamment pour les dépenses d'allocation et d'insertion liées au RMI et au RSA et d'aide aux personnes âgées).

Carte 2 - Évolution annuelle moyenne entre 2008 et 2012 de la dépense totale nette d'aide sociale par habitant



LECTURE • LES DÉPARTEMENTS ONT ÉTÉ CLASSÉS SELON L'ÉVOLUTION ANNUELLE MOYENNE (EN EUROS CONSTANTS) DE LEUR DÉPENSE TOTALE NETTE D'AIDE SOCIALE PAR HABITANT ENTRE 2008 ET 2012, SELON LA MÉTHODE DE JENKS. À TITRE D'EXEMPLE, CE TAUX D'ÉVOLUTION EST COMPRIS ENTRE 2,4 % ET 3,6 % DANS LE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE ATLANTIQUE.

NOTE • DÉPENSES TOTALES NETTES DES RÉCUPÉRATIONS ET RECOUVREMENTS, Y COMPRIS LES DÉPENSES DE PERSONNEL, DES SERVICES COMMUNS ET AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES.

CHAMP • FRANCE ENTIÈRE.

SOURCE • DREES - ENQUÊTE AIDE SOCIALE.

Des sources de financement très diverses

Des recettes alimentent le budget des départements pour financer leurs dépenses de fonctionnement, notamment celles afférentes à l'aide sociale, ainsi que les dépenses d'investissement.

En 2012, les recettes de fonctionnement atteignent 64,6 milliards d'euros¹³ (tableau 9) pour l'ensemble des départements (métropole et DOM¹⁴), en recul de 0,7 % en euros constants en un an alors qu'elles avaient progressé de 1,8 % en moyenne annuelle de 2008 à 2011.

¹³ Source : DGCL (direction générale des collectivités locales) – extraits des comptes administratifs des départements. France entière.

¹⁴ Hors Mayotte.

Tableau 9- Recettes départementales de fonctionnement en 2012

en milliards d'euros

	Recettes de fonctionnement en 2012	Répartition (en %)
Impôts directs	19,4	30%
Impôts indirects	22,7	35%
<i>dont DMTO</i>	8,0	12%
<i>dont TSCA</i>	6,6	10%
<i>dont TICPE</i>	6,5	10%
Dotations et participations	18,9	29%
<i>dont DGF</i>	12,2	19%
<i>dont dotation CNSA</i>	2,2	3%
<i>dont FMDI</i>	0,5	1%
Autres recettes	3,5	5%
Total recettes	64,6	100%

CHAMP • FRANCE ENTIÈRE.
SOURCE • DGCL

Représentant 35 % de ces recettes, les impôts indirects constituent la principale composante des ressources de fonctionnement des départements. Il s'agit des taxes sur les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ou sur les conventions d'assurance (TSCA).

S'y est ajoutée depuis 2004, en compensation de la charge financière du RMI et du RSA, une partie de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Le montant de la TICPE attribué à l'ensemble des départements s'est maintenu à 6,5 milliards en 2012. La TSCA a progressé de 4 % en 2012, pour s'établir à 6,6 milliards d'euros. Elle avait presque doublé en 2011 en raison du transfert aux départements de la part « État » de cette taxe. Au total, ces impôts indirects s'élèvent à 22,7 milliards d'euros en 2012 (21,1 pour la France métropolitaine), soit une baisse de 2,5 % en 2012 en euros constants (-3,4 % pour la France métropolitaine).

Les recettes de fonctionnement des départements sont également alimentées par des impôts perçus directement auprès des contribuables. Les produits de la taxe d'habitation, du foncier bâti et du foncier non bâti, ainsi que de la compensation-relais qui s'est substituée à la taxe professionnelle supprimée en 2010, constituent les contributions directes pour un montant de 19,4 milliards d'euros en 2012, en progression de 2,2 % en euros constants.

L'État contribue également à ces recettes en versant aux départements une base de ressources régulières : la dotation globale de fonctionnement (DGF) dont ils ont le libre emploi. En 2012, cette dotation est de 12,2 milliards d'euros (11,5 milliards d'euros pour la France métropolitaine). L'État verse également une contribution aux départements par l'entremise de la CNSA, de 2,2 milliards d'euros en 2012, pour le financement des aides aux personnes âgées dépendantes et handicapées (APA et PCH). Il affecte de plus une dotation, de 500 millions d'euros en 2012, par l'intermédiaire du Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI) au titre des dépenses de RMI et de RSA. Enfin, l'État verse une dotation globale de décentralisation (DGD) ainsi que des subventions ou compensations fiscales qui compensent les exonérations qu'il a accordées aux contribuables locaux.

Enfin, d'autres ressources du type « produits exceptionnels » ou recouvrements perçus complètent les recettes de fonctionnement des départements à hauteur de 7,5 milliards d'euros en 2012.

■ POUR EN SAVOIR PLUS

Françoise BORDERIES et Françoise TRESPEUX, « Les bénéficiaires de l'aide sociale des départements en 2012 », *Document de travail - série Statistique*, n° 187, avril 2014, Drees.

Élise AMAR, « Les dépenses d'aide sociale départementale en 2012 », *Études et Résultats*, n° 870, février 2014, Drees.

LELIÈVRE M., REDURON V., VAN WASSENHOVE T., « Les allocataires du RSA fin juin 2013 », *Études et résultats*, n° 864, janvier 2014, Drees et CNAF.

Élise AMAR et Myriam MIKOU, « Les dépenses sociales des collectivités locales en 2011 », *La protection sociale en France et en Europe en 2011, Document de travail - série Statistique*, n° 181, juin 2013, Drees.

Céline ARNOLD et Michèle LELIEVRE, avec le concours de l'Assemblée des départements de France (ADF), « Les modes d'organisation des conseils généraux avec la mise en place du revenu de solidarité active », *Études et Résultats* n° 800, mars 2012, Drees.

Élise CLÉMENT et Michèle MANSUY, « Les dépenses sociales des départements : évolutions et disparités spatiales », *Comptes de la protection sociale en 2009*, mai 2011, Drees, p. 17-52.

Daniel CALLEGHER, Marie RUAULT, « Bénéficiaires de l'aide sociale des départements et de l'État séries chronologiques 1992 à 1999 », *Document de travail - série Statistiques*, n° 12, novembre 2000, Drees.

■ DONNÉES DÉTAILLÉES PAR DÉPARTEMENT DE 2008 À 2012

Aide sociale totale (page 33)

Aide sociale aux personnes âgées (page 39)

Aide sociale aux personnes handicapées (page 61)

Aide sociale à l'enfance (page 79)

Dépenses liées au RMI et au RSA (page 97)

Autres dépenses d'aide sociale (page 107)

Aide sociale totale

Tableau 1 – Dépenses totales nettes d'aide sociale (page 34)

Tableau 2 – Dépenses totales brutes d'aide sociale (page 36)

Tableau 1 - Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs et les dépenses de personnel - France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	167 039	177 206	191 607	201 257	210 970
02 Aisne	221 389	240 149	262 279	262 366	281 662
03 Allier	153 087	162 322	171 403	173 949	187 999
04 Alpes de Haute-Provence	49 790	55 913	58 825	63 308	66 547
05 Hautes-Alpes	45 125	53 807	55 241	57 189	61 876
06 Alpes-maritimes	465 785	504 933	516 323	526 059	527 550
07 Ardèche	126 738	134 353	138 486	137 083	144 341
08 Ardennes	140 525	151 852	163 670	167 344	171 614
09 Ariège	76 466	88 170	86 839	88 781	88 166
10 Aube	134 069	142 771	145 118	152 236	160 840
11 Aude	214 266	237 096	231 955	254 672	234 874
12 Aveyron	119 617	128 878	134 379	141 776	147 255
13 Bouches-du-Rhône	947 673	1 005 697	1 057 298	1 088 465	1 143 082
14 Calvados	272 402	286 815	308 112	311 815	329 150
15 Cantal	68 051	68 093	71 125	71 982	75 389
16 Charente	146 469	149 917	154 913	161 363	172 163
17 Charente-Maritimes	280 893	299 174	314 368	307 278	308 191
18 Cher	171 094	176 254	160 579	172 572	167 839
19 Corrèze	106 629	105 042	117 317	126 755	127 230
2A Corse-du-Sud	62 785	66 730	81 437	81 214	79 861
2B Haute-Corse	58 867	64 494	77 828	71 136	82 903
21 Côte-d'Or	217 392	230 904	194 733	239 999	239 444
22 Côtes-d'Armor	210 653	228 334	244 790	265 367	271 683
23 Creuse	64 061	69 420	74 082	75 861	79 199
24 Dordogne	176 191	178 351	192 524	200 384	204 374
25 Doubs	201 580	213 123	228 527	229 050	240 665
26 Drôme	207 641	216 377	241 852	249 842	255 442
27 Eure	197 306	204 664	213 724	214 009	230 558
28 Eure-et-Loir	163 036	172 938	180 547	186 259	191 571
29 Finistère	382 970	364 854	408 361	410 124	419 837
30 Gard	364 868	380 161	394 736	415 540	452 093
31 Haute-Garonne	427 312	454 198	496 991	592 102	618 928
32 Gers	92 059	97 253	103 545	109 113	112 452
33 Gironde	610 122	625 327	669 062	708 539	693 861
34 Hérault	572 816	587 431	612 489	608 680	625 939
35 Ille-et-Vilaine	355 613	381 808	398 588	410 035	434 206
36 Indre	76 833	82 562	87 995	87 437	87 752
37 Indre-et-Loire	210 485	222 634	242 610	246 500	257 040
38 Isère	446 894	476 806	511 858	523 899	538 850
39 Jura	86 016	92 882	99 777	99 820	107 215
40 Landes	144 507	154 230	163 834	166 874	173 789
41 Loir-et-cher	129 975	138 902	143 117	144 071	149 136
42 Loire	311 939	329 439	355 958	367 858	373 809
43 Haute-Loire	85 202	90 898	98 254	97 030	100 078
44 Loire-Atlantique	457 455	487 681	524 296	536 637	554 372
45 Loiret	218 549	244 494	263 021	276 278	278 506
46 Lot	78 649	81 656	86 610	92 895	96 266
47 Lot-et-Garonne	149 560	164 293	172 984	181 348	188 221
48 Lozère	32 477	36 505	36 047	36 362	41 703
49 Maine-et-Loire	295 617	289 167	325 000	345 842	362 945
50 Manche	181 629	183 392	194 050	193 896	205 781
51 Marne	171 805	166 718	182 271	194 987	216 067
52 Haute-Marne	72 025	78 060	82 745	84 046	85 685

Tableau 1 - Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs et les dépenses de personnel - France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	102 197	105 941	104 777	102 148	101 199
54 Meurthe-et-Moselle	318 320	324 392	342 890	350 513	372 663
55 Meuse	88 715	82 841	92 026	92 982	97 960
56 Morbihan	242 895	258 513	281 254	283 253	298 168
57 Moselle	337 228	341 316	378 939	408 238	421 031
58 Nièvre	121 417	126 360	130 685	117 704	121 100
59 Nord	1 441 092	1 522 646	1 520 794	1 569 903	1 681 029
60 Oise	301 011	321 042	355 776	383 785	379 938
61 Orne	129 493	134 652	146 742	145 376	151 954
62 Pas-de-Calais	754 653	831 031	845 001	864 673	870 765
63 Puy-de-Dôme	254 240	271 152	277 530	290 942	302 543
64 Pyrénées-Atlantiques	259 789	269 572	285 511	293 692	305 973
65 Hautes-Pyrénées	118 548	125 564	128 586	132 886	141 327
66 Pyrénées-Orientales	214 878	231 287	250 076	256 972	268 224
67 Bas-Rhin	376 949	384 832	421 002	412 409	416 546 (e)
68 Haut-Rhin	249 057	300 198	322 927	325 481	334 370
69 Rhône	624 095	665 289	731 997	738 522	778 037
70 Haute-Saône	87 148	91 058	96 356	93 744	95 579
71 Saône-et-Loire	225 810	243 330	246 276	251 789	270 397
72 Sarthe	209 316	215 927	243 389	239 380	260 720
73 Savoie	139 275	148 371	161 636	169 813	175 510
74 Haute-Savoie	196 899	225 736	243 638	246 597	254 635
75 Paris	1 065 387	1 098 166	1 176 104	1 241 167	1 294 777
76 Seine-Maritime	628 289	658 515	688 531	704 100	714 446
77 Seine-et-Marne	425 625	447 335	493 372	500 506	528 012
78 Yvelines	452 702	490 302	513 529	536 622	544 414
79 Deux-Sèvres	139 227	134 558	149 715	161 229	170 271
80 Somme	262 179	252 734	282 179	303 103	324 406
81 Tarn	176 277	187 001	196 994	206 155	211 949
82 Tarn-et-Garonne	112 681	118 411	126 212	129 813	135 074
83 Var	421 417	431 605	452 752	461 736	492 425
84 Vaucluse	239 571	250 077	274 479	279 731	286 080
85 Vendée	181 036	180 465	215 451	218 293	237 423
86 Vienne	160 267	167 469	183 173	177 713	193 602
87 Haute-Vienne	168 407	180 722	189 559	196 744	196 348
88 Vosges	152 602	149 998	160 716	158 239	160 788
89 Yonne	152 579	165 927	172 467	178 916	183 998
90 Territoire de Belfort	59 960	62 871	67 497	67 888	69 900
91 Essonne	430 601	448 605	474 418	490 349	502 086
92 Hauts-de-Seine	627 469	647 244	671 205	665 047	674 129
93 Seine-Saint-Denis	841 103	979 113	1 025 268	1 077 679	1 117 490
94 Val-de-Marne	586 777	608 025	641 745	666 854	686 363
95 Val-d'Oise	385 772	423 110	451 629	471 052	491 722
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	384 697	416 321
972 Martinique	313 076	317 513	327 352	331 286	363 486
973 Guyane	117 962	119 724	123 701	142 156	163 173 (e)
974 Réunion	724 872	721 864	682 601	845 620	866 330
Total estimé France hors DOM	25 884 942	27 328 433	28 938 883	29 873 022	30 972 343
Estimation DOM	1 498 914	1 524 156	1 507 752	1 703 759	1 809 310
Total estimé France entière	27 383 856	28 852 589	30 446 635	31 576 780	32 781 652

Note : les dépenses nettes sont les dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA et de la TICPE.

Tableau 2 - Dépenses totales brutes d'aide sociale, y compris les frais communs et les dépenses de personnel - France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	180 341	193 522	205 635	216 617	227 092
02 Aisne	229 241	252 322	269 734	277 788	290 564
03 Allier	163 101	172 047	181 388	190 509	200 680
04 Alpes de Haute-Provence	54 422	60 096	62 928	67 585	71 184
05 Hautes-Alpes	51 303	60 213	62 074	63 309	69 648
06 Alpes-maritimes	497 978	537 310	547 980	555 830	552 783
07 Ardèche	138 257	145 891	153 936	160 208	162 708
08 Ardennes	146 333	157 436	169 025	173 406	179 243
09 Ariège	83 408	92 783	96 233	97 444	97 477
10 Aube	137 419	146 301	149 604	156 832	164 566
11 Aude	229 589	253 137	250 757	274 123	246 925
12 Aveyron	134 814	144 654	152 661	160 954	166 168
13 Bouches-du-Rhône	1 022 981	1 080 757	1 140 640	1 167 888	1 228 490
14 Calvados	305 238	318 231	338 545	350 669	362 715
15 Cantal	75 124	76 712	80 845	82 396	85 036
16 Charente	162 214	168 122	176 333	176 772	188 269
17 Charente-Maritimes	311 460	330 665	347 559	343 397	344 391
18 Cher	185 818	189 974	182 280	183 867	186 564
19 Corrèze	119 330	123 470	132 538	143 245	142 103
2A Corse-du-Sud	67 023	70 855	85 524	86 928	85 636
2B Haute-Corse	64 668	69 685	82 863	76 500	92 548
21 Côte-d'Or	241 436	256 096	260 812	269 391	270 970
22 Côtes-d'Armor	218 952	250 353	251 820	273 366	281 209
23 Creuse	71 984	77 098	82 432	84 633	87 036
24 Dordogne	188 739	189 076	202 434	207 539	212 554
25 Doubs	218 795	233 407	246 980	249 105	261 478
26 Drôme	225 507	240 716	260 472	269 920	276 841
27 Eure	212 423	220 922	230 796	235 670	246 722
28 Eure-et-Loir	181 476	190 070	200 445	205 174	206 904
29 Finistère	396 449	400 802	424 074	425 002	434 857
30 Gard	391 604	401 040	420 154	448 370	478 193
31 Haute-Garonne	463 442	497 830	544 383	636 126	662 446
32 Gers	101 959	108 116	115 694	123 894	124 384
33 Gironde	648 610	671 932	729 619	779 938	777 019
34 Hérault	598 818	615 734	644 606	646 329	684 441
35 Ille-et-Vilaine	366 830	392 962	409 826	421 928	446 599
36 Indre	95 880	102 475	109 116	110 366	113 508
37 Indre-et-Loire	230 788	243 544	261 540	259 931	268 361
38 Isère	486 393	519 936	557 701	577 751	597 595
39 Jura	97 244	104 730	110 754	112 802	119 513
40 Landes	160 975	167 572	177 865	183 781	188 224
41 Loir-et-cher	142 399	151 647	160 270	162 417	165 952
42 Loire	338 812	363 472	390 463	395 107	402 733
43 Haute-Loire	94 733	101 665	108 409	109 106	109 496
44 Loire-Atlantique	472 361	503 363	539 020	556 975	570 554
45 Loiret	241 952	270 101	281 228	299 003	308 322
46 Lot	83 519	83 891	89 520	95 357	98 413
47 Lot-et-Garonne	163 049	177 902	187 464	196 223	202 997
48 Lozère	34 172	37 890	37 913	40 824	43 810
49 Maine-et-Loire	309 223	324 506	343 507	362 415	376 015
50 Manche	201 190	211 122	219 361	223 947	230 478
51 Marne	184 499	184 000	206 364	217 972	241 249
52 Haute-Marne	74 219	80 052	85 390	86 806	88 713

Tableau 2 - Dépenses totales brutes d'aide sociale, y compris les frais communs et les dépenses de personnel - France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	117 860	122 157	125 296	127 847	127 398
54 Meurthe-et-Moselle	330 178	339 143	356 739	373 129	388 007
55 Meuse	94 884	95 907	100 126	99 665	103 980
56 Morbihan	251 724	268 569	289 182	298 331	308 916
57 Moselle	358 898	394 240	416 537	431 825	444 196
58 Nièvre	133 303	140 714	149 479	146 737	149 010
59 Nord	1 520 500	1 606 472	1 660 178	1 695 661	1 785 104
60 Oise	316 091	342 775	383 922	405 640	396 670
61 Orne	136 793	142 747	156 409	157 661	163 913
62 Pas-de-Calais	779 237	853 448	863 813	885 409	892 471
63 Puy-de-Dôme	260 935	278 922	285 867	301 630	310 187
64 Pyrénées-Atlantiques	294 214	304 394	321 579	331 770	340 701
65 Hautes-Pyrénées	135 195	144 234	149 452	156 029	160 043
66 Pyrénées-Orientales	236 410	253 162	275 036	281 196	293 639
67 Bas-Rhin	403 076	428 381	457 543	473 270	487 530 (e)
68 Haut-Rhin	270 310	322 638	347 944	350 498	362 091
69 Rhône	668 855	720 016	778 622	796 588	839 286
70 Haute-Saône	93 765	97 813	101 965	98 467	98 724
71 Saône-et-Loire	251 040	268 924	274 566	271 582	281 544
72 Sarthe	234 278	259 615	290 168	295 152	306 875
73 Savoie	150 044	158 404	172 197	179 735	186 968
74 Haute-Savoie	208 726	238 407	258 579	259 181	267 261
75 Paris	1 164 270	1 202 964	1 277 268	1 343 401	1 389 183
76 Seine-Maritime	673 849	707 169	739 476	753 560	762 287
77 Seine-et-Marne	457 247	484 158	528 209	529 068	557 507
78 Yvelines	473 920	511 121	537 949	560 914	567 991
79 Deux-Sèvres	144 366	159 105	157 315	167 571	175 786
80 Somme	268 636	287 987	294 062	318 242	332 901
81 Tarn	192 642	203 242	213 677	223 211	229 203
82 Tarn-et-Garonne	123 503	131 205	141 644	145 022	151 810
83 Var	454 560	469 608	488 160	504 894	532 228
84 Vaucluse	257 200	274 564	292 216	297 435	307 584
85 Vendée	198 778	210 751	237 115	245 520	261 453
86 Vienne	173 275	182 611	198 138	197 178	209 159
87 Haute-Vienne	183 732	199 258	208 290	215 650	217 498
88 Vosges	156 551	153 968	164 381	161 888	164 760
89 Yonne	170 704	187 128	193 941	200 642	206 925
90 Territoire de Belfort	62 302	65 072	70 190	71 079	73 345
91 Essonne	460 947	478 693	504 849	523 983	537 719
92 Hauts-de-Seine	673 185	701 273	725 976	721 662	732 298
93 Seine-Saint-Denis	921 742	1 048 139	1 110 142	1 154 817	1 214 255
94 Val-de-Marne	622 179	646 442	683 606	752 366	765 782
95 Val-d'Oise	413 936	456 252	481 534	495 880	521 520
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	392 065	422 018
972 Martinique	330 095	329 293	337 510	365 420	376 582
973 Guyane	122 793	128 451	131 310	147 199	167 622 (e)
974 Réunion	749 677	752 213	725 783	861 257	874 268
Total estimé France hors DOM	27 792 338	29 559 997	31 222 850	32 274 427	33 328 090
Estimation DOM	1 552 416	1 581 638	1 571 514	1 765 940	1 840 490
Total estimé France entière	29 344 754	31 141 635	32 794 364	34 040 366	35 168 579

(e) estimé

Aide sociale aux personnes âgées

Tableau 1 – Dépenses nettes totales d'aide aux personnes âgées (page 40)

Tableau 2 – Dépenses brutes totales d'aide aux personnes âgées (page 42)

Tableau 3 – Dépenses totales brutes d'APA (page 44)

Tableau 4 – Dépenses brutes d'aide à domicile (page 46)

Tableau 5 – Dépenses brutes d'APA à domicile (page 48)

Tableau 6 – Dépenses brutes d'ACTP des personnes de 60 ans ou plus (page 50)

Tableau 7 – Dépenses brutes de PCH des personnes de 60 ans ou plus (page 52)

Tableau 8 – Dépenses brutes de prise en charge en établissement (page 54)

Tableau 9 – Dépenses brutes d'APA pour les personnes en établissement (page 56)

Tableau 10 – Dépenses brutes d'accueil familial (page 58)

Tableau 1 - Dépenses nettes totales d'aide aux personnes âgées
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	44 104	42 607	45 417	46 989	49 941
02 Aisne	50 777	58 500	62 064	66 457	69 103
03 Allier	44 842	47 974	49 833	50 416	53 158
04 Alpes de Haute-Provence	16 597	18 694	18 576	19 576	19 829
05 Hautes-Alpes	14 773	14 402	15 311	15 196	16 438
06 Alpes-maritimes	142 865	145 625	143 792	141 519	140 998
07 Ardèche	44 229	47 135	48 495	47 665	49 167
08 Ardennes	31 877	35 050	37 971	37 114	37 343
09 Ariège	22 703	23 743	24 586	25 442	24 795
10 Aube	32 932	32 737	34 746	35 966	38 789
11 Aude	49 799	46 833	45 928	47 502	47 900
12 Aveyron	45 111	48 668	50 754	54 147	55 899
13 Bouches-du-Rhône	201 479	212 503	222 682	223 618	224 186
14 Calvados	71 519	79 066	78 376	83 284	85 013
15 Cantal	24 957	25 677	27 733	27 222	27 158
16 Charente	47 847	49 034	48 676	48 029	48 725
17 Charente-Maritimes	70 974	73 711	73 649	74 349	77 595
18 Cher	37 269	40 054	40 459	46 194	45 453
19 Corrèze	42 755	38 551	44 066	46 003	49 686
2A Corse-du-Sud	28 514	32 721	34 156	33 137	33 654
2B Haute-Corse	22 690	26 671	29 541	30 141	28 750
21 Côte-d'Or	49 512	53 951	52 419	55 044	53 989
22 Côtes-d'Armor	60 085	68 169	71 458	74 461	78 226
23 Creuse	25 670	27 721	28 877	28 639	29 898
24 Dordogne	53 086	54 514	56 464	56 594	57 935
25 Doubs	52 432	55 720	58 453	57 045	58 527
26 Drôme	48 254	53 843	58 557	60 229	61 385
27 Eure	41 432	43 454	42 625	42 015	43 079
28 Eure-et-Loir	34 114	34 781	35 466	36 347	37 370
29 Finistère	110 734	115 703	115 791	109 227	107 601
30 Gard	89 327	95 709	89 789	89 578	94 854
31 Haute-Garonne	104 596	106 581	114 877	124 829	133 129
32 Gers	35 474	35 290	38 973	40 486	41 114
33 Gironde	130 696	138 615	152 672	160 500	167 488
34 Hérault	149 178	156 513	154 209	165 811	171 264
35 Ille-et-Vilaine	91 518	93 569	96 343	95 409	100 116
36 Indre	30 556	32 603	32 986	32 737	32 881
37 Indre-et-Loire	46 038	49 271	49 286	50 779	52 905
38 Isère	110 819	118 504	126 347	124 171	128 941
39 Jura	22 315	21 840	23 630	24 051	23 986
40 Landes	45 276	46 147	48 830	50 865	54 518
41 Loir-et-cher	34 864	38 338	36 213	37 360	39 742
42 Loire	79 355	81 840	81 960	86 528	80 570
43 Haute-Loire	30 176	32 070	32 449	30 470	28 980
44 Loire-Atlantique	97 038	98 471	102 147	104 091	108 478
45 Loiret	53 348	52 913	61 591	62 948	64 109
46 Lot	27 708	27 270	30 666	32 407	33 984
47 Lot-et-Garonne	44 142	47 159	51 808	50 522	53 204
48 Lozère	10 970	11 526	11 385	11 855	12 818
49 Maine-et-Loire	61 177	66 334	71 539	76 918	77 872
50 Manche	62 783	58 899	63 642	59 999	62 021
51 Marne	41 009	37 377	42 843	46 804	47 397
52 Haute-Marne	20 683	24 126	22 704	21 365	22 212

**Tableau 1 - Dépenses nettes totales d'aide aux personnes âgées
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	40 517	39 262	37 838	36 462	34 559
54 Meurthe-et-Moselle	70 147	68 429	72 800	75 006	78 012
55 Meuse	17 809	16 944	17 256	18 011	19 105
56 Morbihan	70 550	75 155	78 406	81 366	84 880
57 Moselle	77 856	81 502	87 377	93 995	95 850
58 Nièvre	37 409	36 915	34 452	36 366	35 856
59 Nord	266 536	254 305	244 154	261 724	251 697
60 Oise	41 883	45 122	56 403	54 084	53 653
61 Orne	40 609	41 240	43 964	45 947	45 994
62 Pas-de-Calais	180 376	192 396	193 936	188 299	191 284
63 Puy-de-Dôme	66 018	69 118	70 572	75 294	76 478
64 Pyrénées-Atlantiques	66 098	72 278	72 956	72 889	78 585
65 Hautes-Pyrénées	43 374	43 413	46 428	45 888	49 578
66 Pyrénées-Orientales	50 803	54 697	58 479	62 154	62 604
67 Bas-Rhin	95 217	95 654	96 522	95 344	95 118 (e)
68 Haut-Rhin	51 316	60 593	61 613	62 666	65 003
69 Rhône	131 228	140 520	145 768	157 718	161 244
70 Haute-Saône	22 031	22 333	22 298	20 423	20 648
71 Saône-et-Loire	62 512	67 644	65 155	67 570	71 515
72 Sarthe	56 366	52 059	57 392	62 129	61 770
73 Savoie	33 324	36 246	39 871	41 923	43 239
74 Haute-Savoie	43 252	49 488	53 156	56 615	56 924
75 Paris	194 671	212 172	232 142	238 809	249 176
76 Seine-Maritime	145 269	152 719	163 646	164 377	168 646
77 Seine-et-Marne	64 453	65 447	70 770	73 102	78 498
78 Yvelines	73 209	81 011	82 273	82 855	86 023
79 Deux-Sèvres	41 178	42 674	42 195	45 413	44 547
80 Somme	63 090	66 944	67 432	75 812	76 337
81 Tarn	49 409	52 553	54 259	54 685	57 181
82 Tarn-et-Garonne	32 867	35 318	35 173	36 416	36 842
83 Var	114 580	118 374	124 111	121 846	122 770
84 Vaucluse	49 837	48 844	55 106	55 647	54 074
85 Vendée	51 305	53 633	61 842	64 126	66 200
86 Vienne	38 029	38 215	42 419	41 594	42 477
87 Haute-Vienne	48 861	49 757	50 052	49 484	48 991
88 Vosges	33 374	36 710	38 302	37 963	38 193
89 Yonne	37 568	39 517	39 085	40 369	43 152
90 Territoire de Belfort	14 604	15 549	16 505	16 803	16 442
91 Essonne	72 378	72 177	75 320	76 172	82 378
92 Hauts-de-Seine	127 676	134 681	137 997	138 044	137 207
93 Seine-Saint-Denis	138 726	147 962	153 383	161 769	168 391
94 Val-de-Marne	103 099	116 693	119 800	125 997	126 676
95 Val-d'Oise	68 135	66 851	73 323	73 146	78 847
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	76 733	73 831
972 Martinique	68 540	71 069	70 483	75 643	74 809
973 Guyane	7 946	8 315	10 620	8 392	8 155 (e)
974 Réunion	114 735	113 364	110 276	121 389	123 218
Total estimé France hors DOM	6 110 527	6 381 889	6 625 743	6 786 353	6 940 817
Estimation DOM	270 664	268 243	266 904	282 158	280 013
Total estimé France entière	6 381 192	6 650 131	6 892 647	7 068 511	7 220 830

Note : Les dépenses nettes sont les dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA.

(e) estimé

**Tableau 2 - Dépenses brutes totales d'aide aux personnes âgées
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	52 634	52 927	54 458	57 019	60 551
02 Aisne	54 814	61 885	66 307	70 407	73 558
03 Allier	48 215	50 731	52 927	53 898	56 013
04 Alpes de Haute-Provence	19 938	21 963	21 719	22 753	23 759
05 Hautes-Alpes	18 122	18 305	18 463	17 816	20 268
06 Alpes-maritimes	166 767	170 204	169 651	164 107	157 607
07 Ardèche	52 768	54 748	60 018	60 475	62 240
08 Ardennes	35 305	38 447	41 071	40 830	41 421
09 Ariège	23 677	25 469	26 274	27 060	26 544
10 Aube	34 723	34 663	36 248	37 899	40 602
11 Aude	57 231	54 001	54 057	56 470	57 374
12 Aveyron	54 616	58 453	61 921	65 103	66 775
13 Bouches-du-Rhône	246 129	257 321	265 565	271 904	273 657
14 Calvados	92 600	98 004	99 176	103 002	105 041
15 Cantal	29 712	31 046	32 809	33 069	33 020
16 Charente	59 763	60 764	59 961	58 188	58 255
17 Charente-Maritimes	82 122	85 777	85 893	87 184	91 412
18 Cher	45 120	48 180	51 451	51 693	54 744
19 Corrèze	50 908	51 199	54 724	55 982	57 849
2A Corse-du-Sud	31 764	35 518	36 122	36 495	36 934
2B Haute-Corse	25 800	29 597	34 104	35 019	38 424
21 Côte-d'Or	64 388	67 826	68 889	71 170	70 909
22 Côtes-d'Armor	63 134	71 584	74 934	79 190	82 090
23 Creuse	30 490	32 441	33 667	34 218	34 814
24 Dordogne	57 480	58 511	60 305	60 651	62 517
25 Doubs	61 999	65 708	68 557	68 812	68 865
26 Drôme	58 547	64 671	69 410	71 057	73 401
27 Eure	52 393	53 676	53 448	53 589	54 302
28 Eure-et-Loir	42 003	43 504	44 222	45 025	45 867
29 Finistère	117 044	121 888	123 737	116 877	115 321
30 Gard	106 371	109 684	106 309	110 230	114 147
31 Haute-Garonne	121 364	130 281	136 619	143 773	149 393
32 Gers	41 249	42 962	46 256	49 003	48 996
33 Gironde	150 420	159 971	174 495	185 791	195 725
34 Hérault	168 658	179 071	176 953	189 050	197 937
35 Ille-et-Vilaine	96 837	99 663	102 096	101 210	106 191
36 Indre	35 413	37 385	37 926	39 030	40 527
37 Indre-et-Loire	56 631	60 505	59 613	52 767	55 315
38 Isère	130 166	139 795	151 609	149 354	156 236
39 Jura	28 751	29 104	29 445	28 931	29 964
40 Landes	56 566	56 953	59 665	62 169	64 789
41 Loir-et-cher	43 786	45 627	45 120	46 478	48 333
42 Loire	98 849	108 142	107 676	107 183	102 886
43 Haute-Loire	35 859	37 860	38 464	37 419	35 866
44 Loire-Atlantique	104 066	105 348	107 937	111 187	115 418
45 Loiret	63 681	62 675	66 208	70 307	75 108
46 Lot	30 697	28 554	32 022	33 484	35 028
47 Lot-et-Garonne	51 642	54 797	59 317	59 111	61 506
48 Lozère	11 858	12 292	12 330	12 667	13 494
49 Maine-et-Loire	70 468	71 325	77 453	82 521	84 613
50 Manche	76 611	78 306	78 682	78 324	76 750
51 Marne	49 229	47 018	52 578	56 482	58 194
52 Haute-Marne	21 076	24 516	23 460	22 169	22 924

**Tableau 2 - Dépenses brutes totales d'aide aux personnes âgées
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	50 697	49 381	49 810	48 531	44 966
54 Meurthe-et-Moselle	78 860	80 023	83 661	85 712	89 907
55 Meuse	21 441	20 677	20 973	21 257	21 995
56 Morbihan	75 490	79 765	83 043	86 184	90 107
57 Moselle	92 893	98 625	104 565	111 342	113 349
58 Nièvre	44 846	45 901	49 674	44 297	42 495
59 Nord	326 393	323 436	321 878	324 537	331 423
60 Oise	53 743	56 902	68 389	66 261	67 049
61 Orne	42 273	43 096	45 685	47 709	48 739
62 Pas-de-Calais	190 871	203 598	204 280	200 279	203 178
63 Puy-de-Dôme	69 774	73 688	75 771	81 194	81 054
64 Pyrénées-Atlantiques	91 008	95 129	94 330	95 578	99 231
65 Hautes-Pyrénées	54 194	56 814	59 304	62 589	62 327
66 Pyrénées-Orientales	60 330	63 867	67 582	70 699	72 597
67 Bas-Rhin	111 504	112 848	113 452	110 908	110 592 (e)
68 Haut-Rhin	64 289	73 775	73 998	74 324	76 719
69 Rhône	143 839	155 273	160 802	170 714	175 152
70 Haute-Saône	26 513	26 169	26 334	22 888	21 343
71 Saône-et-Loire	78 772	83 031	82 147	76 234	78 529
72 Sarthe	70 206	81 343	88 499	96 214	88 815
73 Savoie	41 362	43 020	46 240	48 034	50 414
74 Haute-Savoie	51 754	57 450	61 773	63 612	65 318
75 Paris	274 097	289 287	304 066	312 818	317 333
76 Seine-Maritime	172 929	179 828	192 267	192 999	198 465
77 Seine-et-Marne	83 588	84 389	89 790	90 687	97 121
78 Yvelines	81 311	87 831	92 122	92 397	94 562
79 Deux-Sèvres	43 873	45 181	44 535	47 995	47 598
80 Somme	67 673	71 313	72 277	79 509	81 107
81 Tarn	58 264	60 859	63 589	65 819	67 043
82 Tarn-et-Garonne	38 050	40 435	41 265	42 903	43 731
83 Var	137 890	142 140	148 292	147 681	148 790
84 Vaucluse	60 142	61 739	64 029	65 422	66 497
85 Vendée	60 661	62 905	71 795	74 580	76 207
86 Vienne	45 639	46 388	51 354	50 440	51 015
87 Haute-Vienne	59 486	60 342	60 661	60 515	60 214
88 Vosges	35 141	38 250	39 960	39 619	40 295
89 Yonne	47 216	50 233	50 560	52 627	55 833
90 Territoire de Belfort	16 020	16 740	18 073	18 443	18 385
91 Essonne	91 565	91 316	94 883	95 862	101 909
92 Hauts-de-Seine	149 696	159 208	164 608	163 842	164 536
93 Seine-Saint-Denis	177 451	176 181	187 266	195 713	209 517
94 Val-de-Marne	128 784	143 509	148 363	153 069	154 894
95 Val-d'Oise	87 315	91 598	93 708	91 184	98 602
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	80 387	77 450
972 Martinique	77 239	77 949	79 046	82 817	84 810
973 Guyane	9 257	11 569	12 823	10 847	10 535 (e)
974 Réunion	115 986	114 408	111 367	122 986	124 877
Total estimé France hors DOM	7 238 297	7 564 327	7 837 977	7 978 823	8 162 427
Estimation DOM	286 159	282 456	281 396	297 036	297 672
Total estimé France entière	7 524 456	7 846 784	8 119 373	8 275 860	8 460 099

Note : les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes âgées.

(e) estimé

**Tableau 3 - Dépenses totales brutes d'APA
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	34 109	33 794	34 374	35 825	37 607
02 Aisne	41 168	46 236	50 527	52 766	54 885
03 Allier	36 283	37 922	40 882	40 958	42 203
04 Alpes de Haute-Provence	13 187	14 876	14 782	15 093	15 448
05 Hautes-Alpes	12 191	12 343	13 010	12 942	14 117
06 Alpes-maritimes	121 609	117 972	118 289	114 847	116 188
07 Ardèche	38 164	38 561	42 806	41 716	42 958
08 Ardennes	26 883	29 622	31 203	32 059	31 372
09 Ariège	18 529	19 134	19 190	18 853	19 049
10 Aube	25 541	25 687	26 736	28 491	30 973
11 Aude	38 525	37 183	35 331	34 447	34 940
12 Aveyron	38 445	39 990	42 911	46 253	47 302
13 Bouches-du-Rhône	142 072	145 769	148 003	146 241	147 123
14 Calvados	54 941	61 056	62 519	64 277	65 733
15 Cantal	20 864	21 764	23 074	23 070	22 939
16 Charente	38 594	39 392	38 922	39 226	39 393
17 Charente-Maritimes	59 107	59 015	60 413	61 285	62 674
18 Cher	29 173	30 115	30 670	31 438	32 325
19 Corrèze	35 101	35 089	35 869	36 488	38 076
2A Corse-du-Sud	22 552	23 593	23 744	23 664	23 317
2B Haute-Corse	16 894	18 863	22 367	21 236	24 419
21 Côte-d'Or	38 799	40 548	41 068	40 883	40 862
22 Côtes-d'Armor	52 018	55 341	57 360	59 193	62 459
23 Creuse	22 637	23 861	25 185	24 917	25 690
24 Dordogne	45 220	46 052	47 562	46 804	48 423
25 Doubs	42 656	46 141	48 100	48 449	47 929
26 Drôme	38 918	42 095	45 067	45 671	47 124
27 Eure	32 581	34 171	32 843	32 032	32 822
28 Eure-et-Loir	27 652	28 316	28 540	28 840	29 874
29 Finistère	95 393	98 573	98 854	93 234	90 386
30 Gard	74 273	73 556	69 759	69 330	69 912
31 Haute-Garonne	95 235	102 449	108 408	112 919	117 497
32 Gers	29 310	30 140	32 448	34 296	32 604
33 Gironde	112 753	115 072	122 746	130 085	134 151
34 Hérault	123 972	129 951	126 278	135 503	142 931
35 Ille-et-Vilaine	73 274	76 099	77 554	76 803	81 584
36 Indre	25 781	26 837	27 145	28 088	28 327
37 Indre-et-Loire	37 399	38 623	39 610	40 257	41 801
38 Isère	81 302	88 954	98 767	97 978	99 131
39 Jura	20 120	20 728	20 795	20 356	20 927
40 Landes	36 563	37 693	39 605	41 256	42 215
41 Loir-et-cher	30 355	31 656	32 090	32 116	33 453
42 Loire	62 769	67 416	68 479	70 376	66 935
43 Haute-Loire	24 979	26 257	26 163	23 657	22 997
44 Loire-Atlantique	76 481	77 495	79 842	83 923	85 043
45 Loiret	44 032	47 311	51 677	52 600	54 084
46 Lot	22 694	23 565	24 746	24 980	28 746
47 Lot-et-Garonne	35 842	37 006	39 315	40 990	42 230
48 Lozère	8 164	8 590	8 638	8 779	9 011
49 Maine-et-Loire	48 686	49 414	53 282	56 169	55 700
50 Manche	46 901	47 691	48 232	48 747	48 225
51 Marne	31 912	30 968	33 984	35 753	35 550
52 Haute-Marne	16 313	16 890	16 421	15 832	16 014

**Tableau 3 - Dépenses totales brutes d'APA
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	26 811	28 278	28 155	26 808	25 733
54 Meurthe-et-Moselle	61 324	64 955	61 828	62 069	63 846
55 Meuse	14 775	13 991	14 379	14 723	15 528
56 Morbihan	59 627	61 622	64 987	67 117	70 395
57 Moselle	61 982	66 118	70 652	74 719	76 372
58 Nièvre	28 434	28 540	27 579	26 594	27 316
59 Nord	204 987	198 013	200 046	185 281	188 530
60 Oise	32 147	33 343	40 070	40 066	41 280
61 Orne	30 576	30 909	32 393	33 565	33 884
62 Pas-de-Calais	158 300	165 359	167 236	161 608	162 921
63 Puy-de-Dôme	53 471	55 874	57 505	59 192	60 737
64 Pyrénées-Atlantiques	53 588	52 604	55 285	57 391	59 752
65 Hautes-Pyrénées	34 850	35 200	36 703	41 213	38 933
66 Pyrénées-Orientales	40 750	43 379	46 966	49 145	50 229
67 Bas-Rhin	74 387	75 642	76 999	80 789	80 197 (e)
68 Haut-Rhin	38 805	45 602	48 107	49 327	51 236
69 Rhône	97 540	102 733	106 178	114 461	117 749
70 Haute-Saône	18 969	18 491	18 480	18 618	17 488
71 Saône-et-Loire	58 544	62 155	59 767	59 930	64 684
72 Sarthe	45 156	46 503	44 804	46 937	50 737
73 Savoie	31 218	31 320	33 254	34 512	35 307
74 Haute-Savoie	38 025	42 535	45 191	46 207	48 072
75 Paris	120 661	124 922	136 033	137 868	140 725
76 Seine-Maritime	117 417	120 660	124 676	123 745	123 956
77 Seine-et-Marne	43 218	44 811	49 929	51 900	55 484
78 Yvelines	52 993	56 636	58 146	57 630	58 022
79 Deux-Sèvres	33 769	34 643	35 657	35 974	36 109
80 Somme	53 311	53 771	55 786	58 286	60 425
81 Tarn	45 030	46 650	47 644	47 936	48 282
82 Tarn-et-Garonne	28 637	29 735	29 758	30 277	30 276
83 Var	90 298	94 051	97 231	93 947	93 439
84 Vaucluse	42 073	41 514	42 172	42 094	42 625
85 Vendée	39 473	41 713	48 483	47 798	48 077
86 Vienne	30 779	31 303	32 336	32 112	33 232
87 Haute-Vienne	41 784	42 121	42 726	42 408	42 955
88 Vosges	27 626	29 710	30 683	30 169	30 622
89 Yonne	29 018	30 665	30 274	30 589	30 976
90 Territoire de Belfort	12 504	13 145	13 654	13 778	13 561
91 Essonne	44 598	45 939	46 440	47 824	49 919
92 Hauts-de-Seine	66 447	68 889	69 392	69 235	68 716
93 Seine-Saint-Denis	88 223	87 343	90 253	95 605	100 522
94 Val-de-Marne	57 030	61 525	67 227	71 853	70 830
95 Val-d'Oise	54 427	53 695	54 676	55 126	54 473
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	48 893	41 569
972 Martinique	44 337	41 534	42 758	45 163	48 260
973 Guyane	3 084	3 935	5 265	4 471	4 608 (e)
974 Réunion	87 768	80 977	77 468	83 743	85 120
Total estimé France hors DOM	4 802 499	4 964 046	5 125 924	5 188 417	5 291 829
Estimation DOM	187 614	172 153	169 968	182 270	179 557
Total estimé France entière	4 990 113	5 136 199	5 295 892	5 370 687	5 471 386

Note : Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.

(e) estimé

Tableau 4 - Dépenses brutes d'aide à domicile*
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	21 175	20 538	20 787	21 839	23 048
02 Aisne	29 025	33 263	36 617	38 451	40 989
03 Allier	22 639	23 483	25 094	24 939	25 382
04 Alpes de Haute-Provence	9 947	11 441	11 084	11 173	11 607
05 Hautes-Alpes	8 993 (e)	9 131 (e)	9 215	9 171	10 226
06 Alpes-maritimes	82 105	78 465	82 202	82 652	83 262
07 Ardèche	18 898	18 593	20 883	20 032	20 301
08 Ardennes	20 531 (e)	23 538 (e)	24 449	25 213	24 658
09 Ariège	12 977	13 399	13 531	13 106	12 932
10 Aube	15 742	16 275	16 687	18 508	19 785
11 Aude	35 762	31 670	29 579	28 789	28 929
12 Aveyron	25 077	26 923	29 228	29 957	31 453
13 Bouches-du-Rhône	110 637	115 637	116 121	114 575	113 069
14 Calvados	40 495	45 780	46 519	47 580	48 070
15 Cantal	13 805	14 452	15 205	15 088	14 339
16 Charente	28 906	27 673	27 575	27 320	27 124
17 Charente-Maritimes	42 926	43 443	43 755	44 141	44 135
18 Cher	21 156	20 854	20 608	21 378	24 877
19 Corrèze	20 529	20 886	21 533	21 223	21 668
2A Corse-du-Sud	23 747	23 524	23 819	23 837	23 842
2B Haute-Corse	16 631	18 636	22 722	22 845	25 986
21 Côte-d'Or	24 425	25 581	25 051	24 700	24 132
22 Côtes-d'Armor	24 127	26 042	31 998	32 717	34 625
23 Creuse	14 487 (e)	14 932 (e)	15 511	15 709	16 507
24 Dordogne	31 594	31 730	32 965	31 799	32 966
25 Doubs	32 416	35 039	36 971	37 553	36 369
26 Drôme	25 874	27 565	30 602	31 788	25 824
27 Eure	24 654	25 475	24 002	22 673	24 098
28 Eure-et-Loir	14 990	16 142 (e)	16 349	16 615	17 731
29 Finistère	62 872 (e)	66 356	65 933	60 140	57 014
30 Gard	61 587	57 581	53 226	51 318	51 416
31 Haute-Garonne	74 699	80 312	83 920	87 684	90 581
32 Gers	22 725	23 150	24 431	26 302	24 725
33 Gironde	79 043	84 119	91 499	96 114	80 772
34 Hérault	99 654	107 199	104 502	111 868	118 983
35 Ille-et-Vilaine	43 123	43 543	42 546	40 303	42 353
36 Indre	18 370	18 652	18 354	18 621	18 743
37 Indre-et-Loire	24 003	24 143	24 709	24 512	24 809
38 Isère	60 379	62 378	70 179	64 349	67 981
39 Jura	12 266	12 364	12 189	11 727	11 970
40 Landes	24 852	24 878	26 058	26 434	26 616
41 Loir-et-cher	20 797	21 078	21 085	20 727	21 241
42 Loire	37 222	39 873	41 147	42 725	38 977
43 Haute-Loire	16 056	16 819	16 567	14 592	14 295
44 Loire-Atlantique	39 863	39 023	39 944	43 042	42 454
45 Loiret	28 590	29 605	32 646	33 636	39 432
46 Lot	17 459	17 808	18 416	17 846	22 148
47 Lot-et-Garonne	26 836	28 303	31 121	30 071	30 308
48 Lozère	4 445	4 626	4 777	4 885	5 267
49 Maine-et-Loire	23 079	22 514	25 474	26 180	26 135
50 Manche	32 172	32 895	33 255	33 244	32 263
51 Marne	21 744	20 151	22 246	23 663	23 664
52 Haute-Marne	11 605	11 984	11 850	11 121	11 507

Tableau 4 - Dépenses brutes d'aide à domicile*
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	13 875	14 778	13 901	12 172	10 768
54 Meurthe-et-Moselle	42 439	43 490	43 397	43 418	43 624
55 Meuse	10 061	9 202	9 196	8 889	9 298
56 Morbihan	35 932	38 347	40 626	41 115	43 171
57 Moselle	44 006	47 625	51 478	54 235	53 956
58 Nièvre	19 688	19 685	18 583	17 645	17 822
59 Nord	143 835	133 892	137 602	129 181	132 683
60 Oise	19 383	21 156	27 599	26 000	26 816
61 Orne	19 501 (e)	19 898	20 936	21 368	21 232
62 Pas-de-Calais	127 069	135 152	132 169	127 789	128 010
63 Puy-de-Dôme	37 784	37 509	40 298	40 850	38 944
64 Pyrénées-Atlantiques	35 953	35 506	36 795	38 261	41 215
65 Hautes-Pyrénées	28 151	28 977	30 331	33 957	32 120
66 Pyrénées-Orientales	33 492	36 754	39 779	41 762	42 295
67 Bas-Rhin	48 834 (e)	49 022 (e)	49 651	53 068	51 947 (e)
68 Haut-Rhin	21 054	27 176	27 846	29 129	30 580
69 Rhône	61 505	64 564	65 100	73 040	76 004
70 Haute-Saône	12 200 (e)	11 983 (e)	11 567	11 674	10 619
71 Saône-et-Loire	40 711	42 267	39 143	38 277	42 478
72 Sarthe	26 153	25 965	25 782	27 021	30 144
73 Savoie	19 697	19 964	21 393	22 105	25 275
74 Haute-Savoie	25 868	29 542	29 708	30 399	32 581
75 Paris	84 876	90 804	94 054	103 419	106 215
76 Seine-Maritime	89 636	93 141 (e)	95 800	93 541	94 474
77 Seine-et-Marne	26 985	28 830	34 259	35 390	38 035
78 Yvelines	34 217	36 691	39 096	38 745	39 547
79 Deux-Sèvres	19 779	20 599 (e)	18 748	21 680	20 860
80 Somme	38 393	35 414	43 770	45 055	26 318
81 Tarn	32 701	33 923	34 107	34 123	33 892
82 Tarn-et-Garonne	23 058	23 882	23 781	23 670	23 163
83 Var	72 454	74 657	74 137	72 306	71 871
84 Vaucluse	27 933	28 792	28 688	29 034	29 230
85 Vendée	19 075	19 526	22 449	22 371	20 789
86 Vienne	20 611	21 264	21 818	20 721	20 430
87 Haute-Vienne	29 428	30 043	30 151	30 114	30 806
88 Vosges	15 910 (e)	17 289 (e)	18 107	17 283	17 613
89 Yonne	18 094	18 757	18 266	17 778	18 589
90 Territoire de Belfort	9 391	9 434	10 044	9 836	9 436
91 Essonne	29 207	30 439	31 145	31 437	33 782
92 Hauts-de-Seine	42 510	43 210	43 847	43 871	42 314
93 Seine-Saint-Denis	68 729	68 337	73 190	75 971	81 112
94 Val-de-Marne	40 518	43 705	45 963	47 384	46 840
95 Val-d'Oise	33 399	36 040 (e)	37 371	37 867	36 660
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	52 521	43 621
972 Martinique	40 743	40 667	41 008	44 415	43 369
973 Guyane	4 382	5 330	5 294	4 722	4 882 (e)
974 Réunion	91 980	84 438	77 455	83 429	98 621
Total estimé France hors DOM	3 321 806	3 426 693	3 538 406	3 569 424	3 595 149
Estimation DOM	192 812	183 494	173 651	185 086	190 493
Total estimé France entière	3 514 618	3 610 187	3 712 056	3 754 510	3 785 642

* Comprend les dépenses d'APA à domicile, les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans et plus et les dépenses d'aide ménagère.

(e) estimé

**Tableau 5 - Dépenses brutes d'APA à domicile
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	19 773	18 675	18 301	19 072	20 182
02 Aisne	26 635	30 322	33 168	34 651	36 829
03 Allier	21 206	21 608	23 232	22 244	22 202
04 Alpes de Haute-Provence	9 351	10 715	10 253	10 235	10 631
05 Hautes-Alpes	8 092	8 169	8 475	8 355	9 288
06 Alpes-maritimes	77 246	73 202	75 911	75 320	76 171
07 Ardèche	17 521	17 102	19 253	18 324	18 370
08 Ardennes	19 184	21 584	22 590	23 282	22 467
09 Ariège	12 112	12 414	12 264	11 814	11 459
10 Aube	14 687	15 104	15 200	16 946	18 094
11 Aude	29 748	27 734	25 192	23 468	23 495
12 Aveyron	24 005	24 851	26 759	28 144	28 866
13 Bouches-du-Rhône	101 267	104 464	103 381	98 913	98 333
14 Calvados	37 475	42 088	42 252	43 082	43 180
15 Cantal	12 983	13 533	14 255	14 092	13 333
16 Charente	25 898	25 742	24 427	24 097	23 653
17 Charente-Maritimes	40 350	40 061	40 109	39 544	39 319
18 Cher	18 191	18 109	17 715	17 891	18 078
19 Corrèze	19 380	18 758	18 967	18 792	18 997
2A Corse-du-Sud	20 735	20 289	20 579	20 362	20 053
2B Haute-Corse	14 308	15 742	19 113	18 529	21 331
21 Côte-d'Or	21 670	22 260	22 356	21 710	21 042
22 Côtes-d'Armor	22 449	23 160	27 968	28 327	29 842
23 Creuse	13 814	14 212	14 755	14 968	15 459
24 Dordogne	29 488	29 430	29 979	28 583	29 724
25 Doubs	30 437	33 213	34 068	33 793	32 495
26 Drôme	23 751	24 762	27 074	27 612	21 200
27 Eure	22 758	23 078	21 309	19 767	20 829
28 Eure-et-Loir	13 888	14 936	14 948	14 825	15 402
29 Finistère	58 423	60 913	59 414	52 830	48 877
30 Gard	56 057	51 598	46 937	45 697	45 191
31 Haute-Garonne	70 330	75 012	77 719	80 146	82 463
32 Gers	21 227	22 127	23 091	24 078	22 520
33 Gironde	72 333	76 053	80 591	84 471	67 093
34 Hérault	96 554	100 352	95 314	102 786	109 069
35 Ille-et-Vilaine	39 928	40 231	39 000	36 279	38 598
36 Indre	17 176	17 440	17 413	17 802	17 613
37 Indre-et-Loire	22 277	22 196	22 594	22 223	22 353
38 Isère	49 916	56 051	63 985	61 761	60 916
39 Jura	11 625	11 555	11 168	10 558	10 630
40 Landes	22 842	22 762	23 795	24 016	24 200
41 Loir-et-cher	19 540	19 728	19 469	18 864	18 903
42 Loire	33 882	35 950	36 391	37 509	33 535
43 Haute-Loire	14 921	15 702	14 979	12 607	11 711
44 Loire-Atlantique	36 541	34 680	34 719	36 507	35 516
45 Loiret	26 337	27 994	30 413	31 178	32 148
46 Lot	16 020	16 606	17 090	16 117	20 459
47 Lot-et-Garonne	23 848	25 234	26 474	27 347	27 662
48 Lozère	3 928	4 034	3 978	3 879	4 133
49 Maine-et-Loire	20 640	19 541	21 558	21 534	21 025
50 Manche	29 470	29 657	29 424	28 985	27 407
51 Marne	19 685	18 035	18 659	19 366	19 371
52 Haute-Marne	10 636	11 022	10 501	9 597	9 866

**Tableau 5 - Dépenses brutes d'APA à domicile
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	12 594	13 382	12 637	10 679	9 313
54 Meurthe-et-Moselle	39 687	41 602	38 191	37 589	37 421
55 Meuse	9 372	8 418	8 375	7 983	8 203
56 Morbihan	31 253	33 001	34 759	34 777	36 465
57 Moselle	40 226	43 195	46 573	48 929	49 234
58 Nièvre	18 354	18 118	16 685	15 274	15 168
59 Nord	136 346	123 848	123 296	113 890	114 633
60 Oise	17 211	17 701	22 776	21 685	22 108
61 Orne	18 129	17 943	18 688	18 986	18 811
62 Pas-de-Calais	122 094	127 090	126 167	120 903	119 929
63 Puy-de-Dôme	35 946	35 700	35 863	35 860	35 703
64 Pyrénées-Atlantiques	32 924	32 023	32 819	33 803	34 675
65 Hautes-Pyrénées	25 816	26 322	27 561	30 853	28 973
66 Pyrénées-Orientales	29 025	31 632	34 076	35 511	35 922
67 Bas-Rhin	45 076	44 575	44 596	47 251	45 712 (e)
68 Haut-Rhin	18 617	23 335	23 715	24 305	25 282
69 Rhône	54 609	56 616	56 223	62 033	64 032
70 Haute-Saône	11 387	11 017	10 624	10 645	9 630
71 Saône-et-Loire	38 577	40 255	36 451	34 763	38 688
72 Sarthe	24 581	24 130	22 751	23 504	26 199
73 Savoie	18 579	18 757	19 736	19 958	20 512
74 Haute-Savoie	23 383	26 326	26 086	26 339	28 045
75 Paris	67 542	72 544	76 024	82 610	83 372
76 Seine-Maritime	84 259	85 466	87 226	84 618	85 000
77 Seine-et-Marne	23 858	24 985	29 162	29 653	31 729
78 Yvelines	30 765	33 436	33 281	31 995	31 484
79 Deux-Sèvres	16 230	16 767	16 505	16 443	16 132
80 Somme	35 052	31 412	39 362	40 242	20 891
81 Tarn	30 082	30 681	30 838	30 382	30 171
82 Tarn-et-Garonne	21 838	22 598	22 247	22 055	21 323
83 Var	68 124	70 149	68 121	65 303	63 379
84 Vaucluse	26 374	26 931	26 613	26 629	26 585
85 Vendée	16 657	17 285	19 055	18 204	16 344
86 Vienne	19 232	19 000	19 685	18 723	18 299
87 Haute-Vienne	27 341	27 204	27 373	26 655	26 803
88 Vosges	14 442	15 393	16 004	15 058	15 235
89 Yonne	16 166	16 928	16 236	15 683	16 004
90 Territoire de Belfort	9 063	9 083	9 407	9 181	8 748
91 Essonne	25 763	26 209	26 372	26 546	27 521
92 Hauts-de-Seine	36 439	36 497	36 236	35 078	33 920
93 Seine-Saint-Denis	64 219	64 504	65 586	67 705	70 734
94 Val-de-Marne	34 216	37 059	40 048	42 030	41 545
95 Val-d'Oise	30 310	31 580	32 352	31 377	29 962
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	44 966	37 292
972 Martinique	33 740	33 796	34 727	36 608	37 805
973 Guyane	3 084	3 434	3 852	4 013	4 155 (e)
974 Réunion	84 193	77 061	70 173	73 464	79 735
Total estimé France hors DOM	3 044 297	3 110 487	3 164 908	3 154 564	3 131 423
Estimation DOM	168 793	157 940	149 457	159 051	158 987
Total estimé France entière	3 213 090	3 268 427	3 314 365	3 313 614	3 290 410

(e) estimé

**Tableau 6 - Dépenses brutes d'ACTP des personnes de 60 ans ou plus
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	321 (e)	457	422	598 (e)	330
02 Aisne	1 393	1 473	1 488	1 588	1 640
03 Allier	876 (e)	870 (e)	888	913	949
04 Alpes de Haute-Provence	292	276	272 (e)	289 (e)	289 (e)
05 Hautes-Alpes	307 (e)	267 (e)	254 (e)	357 (e)	387
06 Alpes-maritimes	1 173	747 (e)	679 (e)	594 (e)	396 (e)
07 Ardèche	484 (e)	610	534 (e)	493 (e)	473 (e)
08 Ardennes	1 102 (e)	1 479 (e)	1 405 (e)	1 377 (e)	1 440 (e)
09 Ariège	511	472	527 (e)	495 (e)	596
10 Aube	506	487	519	495	470
11 Aude	1 070	1 035	1 136	1 200	1 106
12 Aveyron	647	623	671	708	707
13 Bouches-du-Rhône	3 253 (e)	3 080	2 865 (e)	3 072 (e)	2 853 (e)
14 Calvados	1 570 (e)	1 629 (e)	1 637 (e)	1 596 (e)	1 600 (e)
15 Cantal	490	471	444	419	399
16 Charente	636 (e)	593	615	661 (e)	670
17 Charente-Maritimes	1 295 (e)	1 385 (e)	1 379	1 419 (e)	1 494
18 Cher	1 827	1 564	1 402 (e)	1 387 (e)	1 697
19 Corrèze	356 (e)	281	244 (e)	492	458
2A Corse-du-Sud	2 543 (e)	2 604 (e)	2 545 (e)	2 507 (e)	2 534 (e)
2B Haute-Corse	1 555 (e)	1 485 (e)	1 320 (e)	1 236 (e)	1 197 (e)
21 Côte-d'Or	924 (e)	979 (e)	1 183	1 217	1 160
22 Côtes-d'Armor	1 293 (e)	1 264 (e)	1 294 (e)	1 371 (e)	1 479 (e)
23 Creuse	343	368	380	376	384
24 Dordogne	1 025 (e)	996	1 169	1 128	1 132
25 Doubs	432	570 (e)	734 (e)	1 192 (e)	761
26 Drôme	754 (e)	783 (e)	848 (e)	842 (e)	912
27 Eure	1 068	1 155	1 275	1 314	1 380
28 Eure-et-Loir	615	512 (e)	543 (e)	779	725
29 Finistère	1 802 (e)	1 903 (e)	1 936 (e)	1 951 (e)	1 910 (e)
30 Gard	1 096 (e)	1 118 (e)	1 437	1 260 (e)	1 261 (e)
31 Haute-Garonne	1 849 (e)	1 917 (e)	1 885 (e)	1 826 (e)	1 865
32 Gers	386 (e)	400 (e)	15	536	538
33 Gironde	2 353 (e)	2 446 (e)	2 481 (e)	1 647	1 578
34 Hérault	1 129 (e)	2 001	2 280	1 775 (e)	2 240
35 Ille-et-Vilaine	1 079	1 117	1 109	1 047	1 026
36 Indre	679	653	291	57	49
37 Indre-et-Loire	624	659	621 (e)	658 (e)	677
38 Isère	1 465 (e)	666	545	475	403
39 Jura	463	454	471 (e)	487 (e)	509
40 Landes	528	478	490	513	560
41 Loir-et-cher	504	360	591	618	656
42 Loire	2 071 (e)	2 175 (e)	2 181 (e)	2 312 (e)	2 341 (e)
43 Haute-Loire	560 (e)	546 (e)	552 (e)	617 (e)	627
44 Loire-Atlantique	1 677	1 674	1 621 (e)	1 853	1 942
45 Loiret	854 (e)	531	1 022 (e)	1 072 (e)	1 201 (e)
46 Lot	312	290	229 (e)	325	351
47 Lot-et-Garonne	780	602	1 935	629 (e)	463
48 Lozère	190	172	170 (e)	187 (e)	208
49 Maine-et-Loire	1 043 (e)	973 (e)	1 055 (e)	1 074 (e)	1 077 (e)
50 Manche	1 535	1 600	1 640	1 662	1 776
51 Marne	1 133	1 167	1 210 (e)	1 518 (e)	1 588
52 Haute-Marne	507 (e)	466 (e)	440 (e)	521 (e)	698

**Tableau 6 - Dépenses brutes d'ACTP des personnes de 60 ans ou plus
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	686	669	647	663	669
54 Meurthe-et-Moselle	629 (e)	917	900	835	798
55 Meuse	218	263	264	270	298
56 Morbihan	1 443 (e)	1 629	1 560 (e)	1 738	1 710
57 Moselle	2 137	2 338	2 450	2 519	1 899 (e)
58 Nièvre	822 (e)	846 (e)	915 (e)	912 (e)	915 (e)
59 Nord	5 013 (e)	5 206 (e)	5 263 (e)	5 421 (e)	5 519
60 Oise	621 (e)	630 (e)	789	852	1 068 (e)
61 Orne	708 (e)	713 (e)	827 (e)	826 (e)	798 (e)
62 Pas-de-Calais	3 428	3 465	3 624	3 774	3 887
63 Puy-de-Dôme	1 070 (e)	1 052 (e)	1 051 (e)	1 165 (e)	1 216 (e)
64 Pyrénées-Atlantiques	1 495 (e)	1 701	1 882	2 065	3 716
65 Hautes-Pyrénées	914	818	805 (e)	844 (e)	903 (e)
66 Pyrénées-Orientales	981	1 010	972	1 072	1 446
67 Bas-Rhin	1 785	1 883	1 925 (e)	1 915 (e)	2 007 (e)
68 Haut-Rhin	1 422 (e)	1 625	1 559 (e)	1 639 (e)	1 585 (e)
69 Rhône	3 252	3 129 (e)	3 319 (e)	3 536 (e)	3 757
70 Haute-Saône	439 (e)	453 (e)	445 (e)	513 (e)	524
71 Saône-et-Loire	1 140	1 096	1 081	1 174	1 298
72 Sarthe	798	916 (e)	1 071 (e)	1 155 (e)	1 122 (e)
73 Savoie	267	182	118	64	2 234
74 Haute-Savoie	733	692	667 (e)	664 (e)	703
75 Paris	4 816 (e)	4 948 (e)	4 871 (e)	5 418 (e)	5 886
76 Seine-Maritime	2 598 (e)	3 401 (e)	3 481 (e)	3 555 (e)	3 508 (e)
77 Seine-et-Marne	1 770	1 720	1 844 (e)	1 935 (e)	1 968
78 Yvelines	1 374 (e)	1 547 (e)	1 534 (e)	1 509 (e)	1 658
79 Deux-Sèvres	580	613	657	747	793
80 Somme	1 874	1 761	1 555	1 784 (e)	1 887
81 Tarn	1 209 (e)	1 237 (e)	1 276 (e)	1 207 (e)	1 247 (e)
82 Tarn-et-Garonne	571	605 (e)	622 (e)	632 (e)	666
83 Var	2 734	2 384	2 822	2 816	2 768
84 Vaucluse	879 (e)	851 (e)	822 (e)	897 (e)	911
85 Vendée	786	803	844	956	959
86 Vienne	635	669	690	701	700
87 Haute-Vienne	1 059 (e)	1 116	1 031	1 050 (e)	1 148
88 Vosges	1 057	1 283	1 334	1 378	1 407
89 Yonne	1 114	1 041	986	970	1 012
90 Territoire de Belfort	91	84	97	103	110
91 Essonne	1 825	1 865	1 917	1 774	1 839
92 Hauts-de-Seine	3 219	3 103	3 214 (e)	3 353 (e)	3 474
93 Seine-Saint-Denis	2 941	1 607	3 094 (e)	3 095 (e)	3 217
94 Val-de-Marne	3 417 (e)	3 427 (e)	729 (e)	703 (e)	683
95 Val-d'Oise	1 026 (e)	1 018	1 027 (e)	1 766 (e)	1 761
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	1 582 (e)	744 (e)
972 Martinique	0 (e)	0 (e)	0 (e)	0	0 (e)
973 Guyane	352 (e)	418 (e)	476 (e)	468 (e)	417 (e)
974 Réunion	2 382 (e)	2 148 (e)	2 666 (e)	2 786 (e)	2 873 (e)
Total estimé France hors DOM	118 850	119 193	121 460	124 699	130 838
Estimation DOM	6 091	5 487	4 701	4 836	4 034
Total estimé France entière	124 940	124 680	126 161	129 535	134 872

(e) estimé

**Tableau 7 - Dépenses brutes de PCH pour les personnes des 60 ans ou plus
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	666 (e)	949 (e)	1 200 (e)	1 377 (e)	1 787 (e)
02 Aisne	817	1 275	1 786 (e)	2 040 (e)	2 387
03 Allier	63	632 (e)	671	1 479	1 990
04 Alpes de Haute-Provence	29	222	354 (e)	466 (e)	517 (e)
05 Hautes-Alpes	143 (e)	173 (e)	443 (e)	420 (e)	527
06 Alpes-maritimes	1 678 (e)	2 706 (e)	3 392 (e)	4 148 (e)	4 338 (e)
07 Ardèche	795 (e)	778	993 (e)	1 083 (e)	1 290 (e)
08 Ardennes	147	382 (e)	343 (e)	451	651
09 Ariège	201	335	568 (e)	667 (e)	721
10 Aube	321	483 (e)	709 (e)	872 (e)	1 002 (e)
11 Aude	647 (e)	1 441 (e)	1 963 (e)	2 759	3 044
12 Aveyron	426 (e)	707	986 (e)	1 075 (e)	1 229 (e)
13 Bouches-du-Rhône	2 303 (e)	3 652 (e)	6 558 (e)	9 273 (e)	8 788
14 Calvados	663 (e)	909 (e)	1 425 (e)	2 021	2 631 (e)
15 Cantal	128 (e)	239	322 (e)	372	426
16 Charente	710 (e)	1 176	1 569 (e)	1 785 (e)	2 005
17 Charente-Maritimes	559 (e)	1 225 (e)	1 531	2 057 (e)	2 599 (e)
18 Cher	621	892	1 158 (e)	1 809 (e)	4 829
19 Corrèze	446 (e)	1 011	1 343 (e)	1 538 (e)	1 784 (e)
2A Corse-du-Sud	426 (e)	591 (e)	684 (e)	952 (e)	1 235 (e)
2B Haute-Corse	209 (e)	623 (e)	1 985 (e)	2 562 (e)	3 100 (e)
21 Côte-d'Or	689 (e)	1 238 (e)	1 430 (e)	1 661	1 841
22 Côtes-d'Armor	765	1 357 (e)	1 831 (e)	2 307 (e)	3 003 (e)
23 Creuse	175 (e)	217 (e)	270 (e)	281 (e)	582 (e)
24 Dordogne	889 (e)	1 146	1 677	1 971	2 001 (e)
25 Doubs	1 156 (e)	904 (e)	1 976 (e)	2 389 (e)	2 926
26 Drôme	1 038 (e)	1 683 (e)	2 389 (e)	3 076 (e)	3 537
27 Eure	533 (e)	982 (e)	1 180 (e)	1 341 (e)	1 683 (e)
28 Eure-et-Loir	410	627 (e)	801 (e)	988	1 578
29 Finistère	1 223 (e)	2 206 (e)	3 336 (e)	4 062 (e)	4 923 (e)
30 Gard	943 (e)	1 449 (e)	1 716 (e)	1 720 (e)	2 484 (e)
31 Haute-Garonne	2 220 (e)	3 037 (e)	4 032 (e)	5 512 (e)	6 037
32 Gers	625 (e)	164	851 (e)	1 101 (e)	1 235 (e)
33 Gironde	3 179 (e)	4 654 (e)	7 589 (e)	9 283	11 361
34 Hérault	2 275 (e)	4 163	6 195	6 603 (e)	7 164
35 Ille-et-Vilaine	571	950	1 235	1 789	1 561 (e)
36 Indre	377	444	524 (e)	630 (e)	961
37 Indre-et-Loire	745	960 (e)	1 174 (e)	1 350 (e)	1 517
38 Isère	1 672 (e)	2 904 (e)	4 623 (e)	1 163	5 697 (e)
39 Jura	125	317 (e)	505 (e)	636 (e)	796
40 Landes	666	847 (e)	1 055 (e)	1 160 (e)	1 233 (e)
41 Loir-et-cher	197	474	841 (e)	1 041 (e)	1 402
42 Loire	708 (e)	1 362 (e)	2 225 (e)	2 554 (e)	2 737 (e)
43 Haute-Loire	514 (e)	518 (e)	976 (e)	1 307 (e)	1 895
44 Loire-Atlantique	860	1 835	2 892 (e)	3 915	4 164
45 Loiret	553 (e)	730 (e)	880 (e)	1 089 (e)	5 867
46 Lot	527 (e)	670 (e)	887 (e)	1 075 (e)	985 (e)
47 Lot-et-Garonne	1 275	1 606	1 859	1 233 (e)	1 344 (e)
48 Lozère	138	233	448 (e)	645 (e)	771
49 Maine-et-Loire	914 (e)	1 382 (e)	2 307 (e)	3 058 (e)	3 688 (e)
50 Manche	673 (e)	1 239 (e)	1 833 (e)	2 165 (e)	2 763 (e)
51 Marne	680	693	2 118 (e)	2 393 (e)	2 360
52 Haute-Marne	372 (e)	409 (e)	841 (e)	928 (e)	862 (e)

**Tableau 7 - Dépenses brutes de PCH pour les personnes des 60 ans ou plus
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	297 (e)	482	364 (e)	578	595
54 Meurthe-et-Moselle	1 246 (e)	703 (e)	4 075	4 834	5 236 (e)
55 Meuse	254 (e)	379 (e)	421 (e)	553 (e)	714 (e)
56 Morbihan	768	1 270	1 848 (e)	2 153	2 663 (e)
57 Moselle	647	1 133	1 436 (e)	1 759	1 851
58 Nièvre	431 (e)	644 (e)	899 (e)	1 087 (e)	1 364 (e)
59 Nord	2 365 (e)	4 792 (e)	8 187 (e)	9 099 (e)	12 053
60 Oise	910 (e)	2 123 (e)	2 996 (e)	2 748	2 880
61 Orne	485 (e)	965 (e)	1 132 (e)	1 269 (e)	1 375 (e)
62 Pas-de-Calais	858 (e)	1 131 (e)	1 815 (e)	2 597 (e)	3 676 (e)
63 Puy-de-Dôme	344 (e)	751 (e)	1 030 (e)	1 453 (e)	1 581 (e)
64 Pyrénées-Atlantiques	740 (e)	1 154	1 541	2 030	2 414
65 Hautes-Pyrénées	661 (e)	800 (e)	999 (e)	1 290	1 337 (e)
66 Pyrénées-Orientales	999 (e)	1 796 (e)	2 657 (e)	3 452 (e)	3 462
67 Bas-Rhin	1 315	1 970	2 798 (e)	3 692 (e)	4 075 (e)
68 Haut-Rhin	538 (e)	1 517	1 946 (e)	2 525 (e)	3 163 (e)
69 Rhône	2 877	4 029 (e)	4 772 (e)	6 691 (e)	7 574
70 Haute-Saône	219 (e)	351 (e)	373 (e)	387 (e)	358
71 Saône-et-Loire	713	862	1 345	2 070	2 227
72 Sarthe	348 (e)	549 (e)	1 679 (e)	2 057	2 560 (e)
73 Savoie	793 (e)	991 (e)	1 514 (e)	2 053 (e)	2 481 (e)
74 Haute-Savoie	1 304	2 081	2 562 (e)	2 964 (e)	3 352
75 Paris	2 158 (e)	3 441 (e)	5 474 (e)	6 787 (e)	8 748
76 Seine-Maritime	1 332 (e)	3 069 (e)	3 993 (e)	4 159 (e)	4 966 (e)
77 Seine-et-Marne	710	1 539	2 713 (e)	3 293 (e)	3 861
78 Yvelines	1 595 (e)	1 278 (e)	3 872 (e)	4 907	6 067
79 Deux-Sèvres	545	785	232	1 602	1 692 (e)
80 Somme	1 066	1 501	1 998 (e)	2 662 (e)	3 146
81 Tarn	411 (e)	707 (e)	818 (e)	1 016 (e)	1 065 (e)
82 Tarn-et-Garonne	380	474 (e)	601 (e)	749 (e)	963
83 Var	819	1 475	2 590	3 613	5 167
84 Vaucluse	318 (e)	636 (e)	934 (e)	1 158 (e)	1 385
85 Vendée	1 045 (e)	1 424 (e)	1 894 (e)	2 501 (e)	2 783
86 Vienne	441 (e)	892	1 145	1 056 (e)	1 214 (e)
87 Haute-Vienne	761 (e)	1 405	1 504 (e)	2 231 (e)	2 696 (e)
88 Vosges	324 (e)	537	672 (e)	767 (e)	890
89 Yonne	599	607	880 (e)	980	1 421 (e)
90 Territoire de Belfort	120	238 (e)	294 (e)	365 (e)	434 (e)
91 Essonne	908	1 765	2 291	2 616	3 894 (e)
92 Hauts-de-Seine	1 119	2 034	2 824 (e)	3 864 (e)	4 416
93 Seine-Saint-Denis	956	1 546 (e)	3 932 (e)	4 598 (e)	6 699
94 Val-de-Marne	1 705 (e)	2 358 (e)	4 519 (e)	3 908 (e)	3 955
95 Val-d'Oise	1 594 (e)	3 032	3 427 (e)	4 175 (e)	4 602
971 Guadeloupe	ND	ND	ND (e)	1 741 (e)	1 991 (e)
972 Martinique	1 347	1 575	1 590 (e)	2 525	1 030 (e)
973 Guyane	22 (e)	27 (e)	49 (e)	228 (e)	306 (e)
974 Réunion	296 (e)	478 (e)	730 (e)	1 030 (e)	1 401 (e)
Total estimé France hors DOM	77 701	123 022	185 479	223 983	274 893
Estimation DOM	2 147	3 015	3 909	5 524	4 728
Total estimé France entière	79 848	126 037	189 388	229 507	279 621

(e) estimé

Tableau 8 - Dépenses brutes de prise en charge en établissement*
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	30 606	30 981	32 346	33 968	36 540
02 Aisne	24 433	26 283	26 757	29 208	30 017
03 Allier	24 878	26 016	27 525	28 687	30 527
04 Alpes de Haute-Provence	9 746	10 260	10 414	11 300	11 871
05 Hautes-Alpes	8 930	9 032	9 123	8 561	9 864
06 Alpes-maritimes	83 544	91 305	87 103	81 186	73 679
07 Ardèche	33 771	35 950	38 947	40 262	41 735
08 Ardennes	14 565	14 666	16 451	15 487	16 669
09 Ariège	10 647	11 981	12 655	13 893	13 558
10 Aube	18 406	17 819	18 293	18 919	19 579
11 Aude	21 306	22 117	24 231	27 242	27 932
12 Aveyron	28 562	31 331	32 549	34 967	35 166
13 Bouches-du-Rhône	119 279	126 484	133 877	140 970	143 592
14 Calvados	49 611	50 975	51 420	54 202	56 717
15 Cantal	15 322	16 016	17 131	17 431	18 122
16 Charente	30 739	31 968	32 172	29 877	30 112
17 Charente-Maritimes	35 146	38 273	40 875	42 274	46 063
18 Cher	23 107	26 241	29 330	29 191	28 695
19 Corrèze	27 443	27 988	29 806	29 244	30 566
2A Corse-du-Sud	8 003	11 935	12 165	12 608	13 027
2B Haute-Corse	8 653	10 598	10 733	11 757	12 304
21 Côte-d'Or	38 840	41 137	43 081	45 729	45 938
22 Côtes-d'Armor	38 266	39 866	42 109	45 313	45 640
23 Creuse	15 889	16 142	16 852	17 281	17 164
24 Dordogne	25 540	26 373	27 004	28 565	29 113
25 Doubs	28 330	29 419	30 131	30 186	31 035
26 Drôme	32 367	35 907	37 706	37 869	46 188
27 Eure	27 239	27 739	28 771	30 348	29 274
28 Eure-et-Loir	26 808 (e)	26 971	27 647	28 232	27 942
29 Finistère	51 037	51 112	53 872	55 032	56 627
30 Gard	44 489	49 716	51 042	57 132	60 559
31 Haute-Garonne	46 536	49 429	52 042	55 560	57 827
32 Gers	17 433	18 832	20 288	21 960	23 677
33 Gironde	70 311	75 027	81 470	88 049	113 149
34 Hérault	66 979	70 521	71 128	76 132	77 994
35 Ille-et-Vilaine	52 305	54 371	57 933	59 490	62 039
36 Indre	16 830	17 969	18 920	19 985	21 271
37 Indre-et-Loire	31 999	35 822	34 431	27 876	30 234
38 Isère	68 754	74 635	78 919	82 780	86 251
39 Jura	16 124	16 361	16 955	16 859	17 611
40 Landes	31 024	31 438	32 390	34 497	37 138
41 Loir-et-cher	22 658	24 280	23 938	25 397	26 343
42 Loire	61 320	68 121	66 464	64 412	63 639
43 Haute-Loire	19 684	20 897	21 748	22 689	21 508
44 Loire-Atlantique	62 627	63 850	66 455	66 416	71 127
45 Loiret	33 941	31 729	31 874	35 337	34 543
46 Lot	12 811	10 647	12 648	13 001	12 858
47 Lot-et-Garonne	24 634	25 999	27 655	28 439	30 469
48 Lozère	7 310	7 544	7 461	7 596	8 131
49 Maine-et-Loire	46 627	48 015	51 104	54 180	57 504
50 Manche	43 665	44 525	44 505	44 225	43 651
51 Marne	26 735	25 797	29 157	31 365	33 528
52 Haute-Marne	9 058	11 309	11 025	11 004	10 691

Tableau 8 - Dépenses brutes de prise en charge en établissement*
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	36 170	33 911	35 324	35 814	33 836
54 Meurthe-et-Moselle	36 002	36 221	40 046	41 932	46 037
55 Meuse	11 100	11 180	11 518	12 081	12 378
56 Morbihan	38 764	40 590	41 462	44 066	45 715
57 Moselle	45 648	47 248	52 097	55 972	58 247
58 Nièvre	24 482	25 399	28 570	26 349	24 055
59 Nord	171 451	175 550	170 736	182 578	187 734
60 Oise	32 316	33 506	39 921	39 125	38 899
61 Orne	22 245	22 916	24 429	25 982	26 983
62 Pas-de-Calais	62 094	66 036	69 801	70 401	72 864
63 Puy-de-Dôme	30 553	33 298	35 459	37 035	39 425
64 Pyrénées-Atlantiques	53 776	58 274	56 379	55 949	56 623
65 Hautes-Pyrénées	25 613	27 301	28 464	28 031	29 507
66 Pyrénées-Orientales	26 320	26 611	27 401	28 590	29 892
67 Bas-Rhin	61 410	62 484	63 050	56 532	56 175 (e)
68 Haut-Rhin	42 752	46 071	43 719	44 054	45 095
69 Rhône	81 092	88 436	94 252	96 517	97 924
70 Haute-Saône	14 030	13 903	14 444	11 077	10 604
71 Saône-et-Loire	37 395	39 415	40 078	35 031	34 759
72 Sarthe	42 462	43 892	42 709	46 174	39 354
73 Savoie	21 325	22 491	23 726	24 537	23 946
74 Haute-Savoie	25 597	27 313	31 439	32 827	32 224
75 Paris	175 321	184 398	195 251	194 089	192 711
76 Seine-Maritime	81 159	84 284	93 875	96 924	101 286
77 Seine-et-Marne	53 961	53 258	53 204	53 906	56 466
78 Yvelines	41 336	42 828	44 235	44 515	47 077
79 Deux-Sèvres	23 464	23 918	25 075	25 788	26 182
80 Somme	26 695	28 052	27 819	32 917	53 149
81 Tarn	24 650	26 180	29 379	31 023	32 760
82 Tarn-et-Garonne	14 637	16 146	17 067	18 780	19 980
83 Var	63 354	65 846	72 525	73 794	75 184
84 Vaucluse	31 786	32 039	34 116	35 467	36 300
85 Vendée	40 315	42 257	48 576	50 868	53 350
86 Vienne	24 653	24 513	29 173	29 259	30 195
87 Haute-Vienne	28 412	28 748	29 171	30 153	29 076
88 Vosges	18 337	20 076	20 957	21 406	21 755
89 Yonne	28 448	30 516	31 348	33 867	36 184
90 Territoire de Belfort	6 060	6 627	7 694	8 189	8 678
91 Essonne	54 775	53 728	56 551	57 283	60 988
92 Hauts-de-Seine	85 815	92 432	97 564	97 612	96 517
93 Seine-Saint-Denis	87 020	85 796	90 442	96 974	104 888
94 Val-de-Marne	67 118	76 307	79 907	82 175	84 148
95 Val-d'Oise	52 174	53 370	54 812	51 072	60 070
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	26 925	32 479
972 Martinique	32 949	31 365	32 611	33 993	8 583
973 Guyane	4 849	6 238	6 873	5 667	5 334 (e)
974 Réunion	18 349	19 698	21 079	24 319	23 404
Total estimé France hors DOM	3 716 953	3 893 082	4 064 393	4 170 884	4 326 215
Estimation DOM	83 746	82 131	88 179	90 904	69 800
Total estimé France entière	3 800 699	3 975 213	4 152 572	4 261 788	4 396 015

* Comprend les dépenses d'aide sociale à l'hébergement (ASH) et les dépenses d'APA en établissement.

(e) estimé

**Tableau 9 - Dépenses brutes d'APA pour les personnes en établissement
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	14 198	14 927	15 794	16 448	17 259
02 Aisne	14 146	15 053	15 734	16 706	16 910
03 Allier	15 070	16 313	17 628	18 703	20 001
04 Alpes de Haute-Provence	3 835	4 161	4 530	4 835	4 818
05 Hautes-Alpes	4 068	4 166	4 535	4 587	4 829
06 Alpes-maritimes	44 327	44 703	42 322	39 483	39 782
07 Ardèche	20 626	21 458	23 552	23 392	24 587
08 Ardennes	7 699	8 038	8 613	8 777	8 905
09 Ariège	6 389	6 708	6 902	7 032	7 589
10 Aube	10 194	10 583	10 832	11 546	12 161
11 Aude	8 777	9 449	10 139	10 800	11 217
12 Aveyron	13 617	15 072	16 111	18 107	18 436
13 Bouches-du-Rhône	36 449	40 636	43 977	46 691	46 530
14 Calvados	17 467	18 920	20 215	21 150	22 498
15 Cantal	7 881	8 231	8 819	8 978	9 606
16 Charente	12 667	13 610	14 457	15 112	15 740
17 Charente-Maritimes	17 099	18 890	20 248	21 697	23 258
18 Cher	10 907	11 945	12 569	13 343	14 027
19 Corrèze	15 711	16 327	16 890	17 664	18 309
2A Corse-du-Sud	1 794	3 275	3 144	3 297	3 257
2B Haute-Corse	2 535	2 759	2 752	2 571	2 955
21 Côte-d'Or	17 062	18 227	18 686	19 150	19 802
22 Côtes-d'Armor	26 445	28 052	29 390	30 881	32 583
23 Creuse	8 458	8 876	9 394	8 863	9 205
24 Dordogne	15 710	16 540	17 533	18 196	18 580
25 Doubs	12 194	12 905	14 009	14 656	15 408
26 Drôme	15 167	17 333	17 976	18 030	25 899
27 Eure	9 823	11 093	11 533	12 265	11 993
28 Eure-et-Loir	12 547 (e)	13 367	13 580	13 981	14 441
29 Finistère	34 181	37 334	39 429	40 246	41 444
30 Gard	18 189	19 775	20 982	22 005	23 261
31 Haute-Garonne	24 743	27 149	30 224	32 476	34 101
32 Gers	7 425	7 972	8 852	9 809	9 778
33 Gironde	35 423	38 988	42 155	45 585	67 048
34 Hérault	27 274	29 188	30 539	32 718	33 861
35 Ille-et-Vilaine	33 343	35 863	38 546	40 498	42 954
36 Indre	8 602	9 397	9 573	10 212	10 653
37 Indre-et-Loire	15 119	16 425	17 015	18 033	19 447
38 Isère	29 669	31 658	33 734	35 170	37 207
39 Jura	8 470	9 159	9 625	9 791	10 286
40 Landes	13 722	14 930	15 811	17 221	17 987
41 Loir-et-cher	10 800	11 911	12 596	13 208	14 089
42 Loire	28 819	31 466	32 046	32 822	33 351
43 Haute-Loire	10 057	10 555	11 184	11 051	11 283
44 Loire-Atlantique	39 938	42 473	45 123	47 301	49 058
45 Loiret	17 657	19 269	20 530	21 364	21 853
46 Lot	6 675	6 960	7 657	7 923	8 287
47 Lot-et-Garonne	10 887	11 710	12 790	13 567	14 504
48 Lozère	4 236	4 556	4 661	4 900	4 877
49 Maine-et-Loire	27 962	29 869	31 724	33 413	34 671
50 Manche	17 328	17 954	18 693	19 678	20 733
51 Marne	12 070	12 590	14 985	15 862	16 170
52 Haute-Marne	5 662	5 865	5 909	6 224	6 140

**Tableau 9 - Dépenses brutes d'APA pour les personnes en établissement
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	14 217	14 896	15 518	16 128	16 420
54 Meurthe-et-Moselle	21 637	23 348	23 553	24 447	26 390
55 Meuse	5 404	5 568	6 000	6 716	7 323
56 Morbihan	27 188	28 617	30 223	32 314	33 905
57 Moselle	21 751	22 902	24 064	25 759	27 098
58 Nièvre	10 032	10 422	10 818	11 295	12 050
59 Nord	65 808	71 428	73 306	69 385	72 461
60 Oise	14 462	15 388	16 826	18 339	18 922
61 Orne	12 447	12 966	13 701	14 563	15 052
62 Pas-de-Calais	35 099	38 270	40 798	40 638	42 665
63 Puy-de-Dôme	17 525	20 148	21 628	23 304	24 965
64 Pyrénées-Atlantiques	18 690	20 485	22 326	23 458	24 882
65 Hautes-Pyrénées	8 825	8 665	8 949	10 140	9 754
66 Pyrénées-Orientales	11 725	11 747	12 890	13 634	14 307
67 Bas-Rhin	29 118	30 731	32 247	33 317	34 485 (e)
68 Haut-Rhin	20 188	22 267	24 312	25 011	25 937
69 Rhône	42 244	45 170	49 403	52 014	53 221
70 Haute-Saône	7 036	7 474	7 856	7 973	7 858
71 Saône-et-Loire	19 721	21 645	23 088	24 945	25 747
72 Sarthe	20 546	21 131	22 013	23 356	24 388
73 Savoie	11 477	12 454	13 497	14 533	14 779
74 Haute-Savoie	14 147	15 870	18 751	19 687	19 831
75 Paris	48 998	49 999	55 148	51 881	54 285
76 Seine-Maritime	33 008	35 116	37 125	39 087	38 646
77 Seine-et-Marne	19 361	19 826	20 767	22 247	23 755
78 Yvelines	20 207	21 192	22 511	22 681	23 894
79 Deux-Sèvres	17 539	17 876	19 003	19 529	19 977
80 Somme	14 743	15 506	16 441	18 032	39 481
81 Tarn	14 903	15 967	16 806	17 542	18 076
82 Tarn-et-Garonne	6 799	7 137	7 511	8 222	8 907
83 Var	22 069	23 812	28 954	28 519	29 929
84 Vaucluse	13 910	14 404	15 235	15 168	15 763
85 Vendée	21 998	24 429	29 428	29 593	31 038
86 Vienne	11 546	12 300	12 650	13 318	14 891
87 Haute-Vienne	14 443	14 914	15 351	15 751	16 144
88 Vosges	13 184	14 317	14 679	15 111	15 375
89 Yonne	12 834	13 710	13 996	14 863	14 935
90 Territoire de Belfort	3 441	4 062	4 247	4 598	4 813
91 Essonne	17 929	19 712	20 045	21 278	22 375
92 Hauts-de-Seine	30 007	32 363	33 155	34 138	34 783
93 Seine-Saint-Denis	22 702	22 836	24 664	27 899	27 826
94 Val-de-Marne	22 431	24 298	26 906	29 824	29 268
95 Val-d'Oise	20 593	22 093	22 303	23 705	24 454
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	3 910	4 247
972 Martinique	6 608	5 233	5 560	6 086	7 770
973 Guyane	0	501	1 412	458	453 (e)
974 Réunion	3 575	3 916	4 082	4 690	5 155
Total estimé France hors DOM	1 703 045	1 822 091	1 934 941	2 011 962	2 134 685
Estimation DOM	14 832	11 680	14 826	15 143	17 625
Total estimé France entière	1 717 878	1 833 771	1 949 767	2 027 105	2 152 310

(e) estimé

**Tableau 10 - Dépenses brutes d'accueil familial
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	0	8	0	0	0
02 Aisne	52	59	80	106	142
03 Allier	271	360	265	189	50
04 Alpes de Haute-Provence	0	0	0	0	0
05 Hautes-Alpes	0	0	12	17 (e)	19
06 Alpes-maritimes	101	103	109	100	96
07 Ardèche	0	0	0	0	0
08 Ardennes	38	50	74	92	92
09 Ariège	43	41	27	36	33
10 Aube	365	351	358	405	504
11 Aude	106	162	169	200	203
12 Aveyron	26	29	34	42	33
13 Bouches-du-Rhône	337	397	417	377	446
14 Calvados	132	143	171	139	156
15 Cantal	161	171	138	151	142
16 Charente	0	0	0	0	0
17 Charente-Maritimes	659	663	594	522	519
18 Cher	600	650	610	600	587
19 Corrèze	0	0	0	0	0
2A Corse-du-Sud	14	30	23	46 (e)	24
2B Haute-Corse	0	0	0	0	0
21 Côte-d'Or	452	539	596	597	697
22 Côtes-d'Armor	0	0	0	0	0
23 Creuse	75	135	135	115	91
24 Dordogne	27	16	16	14	19
25 Doubs	14	14	11	10	11
26 Drôme	0	567	543	686 (e)	681
27 Eure	205	228	250	260	317
28 Eure-et-Loir	81	77	127	93	82
29 Finistère	382	388	149	162	155
30 Gard	0	0	0	0	0
31 Haute-Garonne	36	34	55	73	51
32 Gers	175	239	240	254	234
33 Gironde	171	182	182	189	119
34 Hérault	255	270	279	457	400
35 Ille-et-Vilaine	105	107	109	118	0
36 Indre	66	623	96	67	84
37 Indre-et-Loire	67	85	125	101	104
38 Isère	414	465	478	489	506
39 Jura	51	47	3	28	29
40 Landes	20	25	30	30	24
41 Loir-et-cher	42	36	32	26	22
42 Loire	16	21	24	1	0
43 Haute-Loire	52	55	82	69	0
44 Loire-Atlantique	147	155	161	143	137
45 Loiret	170	175	202	125	109
46 Lot	0	0	0	0	0
47 Lot-et-Garonne	0	0	0	0	0
48 Lozère	0	0	0	0	0
49 Maine-et-Loire	101	100	134	130	98
50 Manche	221	189	153	161	155
51 Marne	55	43	65	94	107
52 Haute-Marne	394	294	484	0	463

**Tableau 10 - Dépenses brutes d'accueil familial
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	0	0	0	0	0
54 Meurthe-et-Moselle	58	71	82	74	46
55 Meuse	18	25	12	19	19
56 Morbihan	0	0	102	98 (e)	101
57 Moselle	52	95	96	121	162
58 Nièvre	33	36	52	89	121
59 Nord	933	1 007	1 028	1 541	1 696
60 Oise	38	61	70	87	91
61 Orne	63	53	70	70	78
62 Pas-de-Calais	761	852	950	934	925
63 Puy-de-Dôme	0	220	0	176	195
64 Pyrénées-Atlantiques	392	376	365	345	367
65 Hautes-Pyrénées	12	15	12	34 (e)	46
66 Pyrénées-Orientales	69	114	98	98	126
67 Bas-Rhin	115	121	126	86	80 (e)
68 Haut-Rhin	20	23	19	26	21
69 Rhône	404	424	417	287	177
70 Haute-Saône	85	111	110	126	104
71 Saône-et-Loire	9	9	14	13	7
72 Sarthe	400	520	608	614	628
73 Savoie	0	0	0	0	0
74 Haute-Savoie	24	12	10	0	0
75 Paris	61	107	71	88	124
76 Seine-Maritime	236	180	153	49	143
77 Seine-et-Marne	50	75	52	37	29
78 Yvelines	37	26	20	19	10
79 Deux-Sèvres	122	143	153	126	99
80 Somme	242	339	232	387	420
81 Tarn	10	16	31	44	75
82 Tarn-et-Garonne	158	191	196	218	250
83 Var	78	81	49	71	72
84 Vaucluse	15	38	30	24	21
85 Vendée	110	125	124	104	106
86 Vienne	0	0	0	0	0
87 Haute-Vienne	10	10	10	11	4
88 Vosges	33	43	64	62 (e)	78
89 Yonne	158	181	200	177	206
90 Territoire de Belfort	58	51	45	23	25
91 Essonne	190	222	230	279	316
92 Hauts-de-Seine	51	973	1 005	28	18
93 Seine-Saint-Denis	24	28	15	24	0
94 Val-de-Marne	65	57	66	74	95
95 Val-d'Oise	0	0	0	0	0
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	467	1 000
972 Martinique	1 824	1 941	1 633	1 484	1 436
973 Guyane	0	0	0	0	0 (e)
974 Réunion	712	836	830	733	694
Total estimé France hors DOM	11 892	15 352	14 829	14 201	14 823
Estimation DOM	2 905	3 275	2 998	2 684	3 130
Total estimé France entière	14 797	18 627	17 828	16 885	17 953

(e) estimé

Aide sociale aux personnes handicapées

Tableau 1 – Dépenses totales nettes d'aide aux personnes handicapées (page 62)

Tableau 2 – Dépenses totales brutes d'aide aux personnes handicapées (page 64)

Tableau 3 – Dépenses brutes d'ACTP pour les personnes de moins de 60 ans (page 66)

Tableau 4 – Dépenses brutes de PCH pour les personnes de moins de 60 ans (page 68)

Tableau 5 – Dépenses brutes d'aide à domicile (hors ACTP et PCH) (page 70)

Tableau 6 – Dépenses brutes totales d'aide à l'accueil (page 72)

Tableau 7 – Dépenses brutes d'accueil par des particuliers (page 74)

Tableau 8 – Dépenses brutes d'aide à l'hébergement en établissement (page 76)

**Tableau 1 - Dépenses nettes d'aide aux personnes handicapées
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	42 668	48 631	50 836	52 523	54 212
02 Aisne	49 577	52 122	53 511	56 505	58 553
03 Allier	25 627	28 698	28 758	32 691	34 430
04 Alpes de Haute-Provence	9 165	11 080	12 340	13 237	13 428
05 Hautes-Alpes	9 535	13 614	14 755	14 193	15 784
06 Alpes-maritimes	67 065	79 798	86 189	91 488	91 206
07 Ardèche	23 985	25 237	26 756	28 563	29 120
08 Ardennes	24 384	25 688	30 090	32 542	30 520
09 Ariège	12 814	16 659	14 801	17 013	14 576
10 Aube	21 876	23 306	22 602	23 121	26 370
11 Aude	30 039	32 083	34 469	37 960	37 691
12 Aveyron	24 644	27 199	27 726	29 311	31 287
13 Bouches-du-Rhône	127 253	137 694	151 453	166 530	178 431
14 Calvados	41 061	40 796	49 736	46 500	56 158
15 Cantal	14 494	14 031	15 871	17 121	18 359
16 Charente	30 227	32 530	34 592	34 594	36 283
17 Charente-Maritimes	49 104	57 693	62 328	64 199	66 379
18 Cher	24 748	26 346	30 041	31 389	30 187
19 Corrèze	26 683	26 767	29 271	33 941	31 355
2A Corse-du-Sud	9 955	11 286	12 050	14 716	15 751
2B Haute-Corse	8 308	10 776	10 640	12 737	14 692
21 Côte-d'Or	40 650	47 282	50 326	51 648	50 142
22 Côtes-d'Armor	43 487	44 967	48 136	52 813	53 352
23 Creuse	13 050	14 683	15 553	16 547	17 313
24 Dordogne	30 120	32 007	33 060	38 903	38 863
25 Doubs	41 734	44 269	47 474	49 727	53 315
26 Drôme	42 457	47 858	52 447	55 073	57 371
27 Eure	41 189	43 289	43 314	44 983	48 173
28 Eure-et-Loir	34 283 (e)	38 074	37 761	41 134	45 009
29 Finistère	93 709	98 406	105 099	111 386	119 411
30 Gard	47 967	47 363	52 834	52 323	63 045
31 Haute-Garonne	88 709	101 213	106 485	116 492	122 551
32 Gers	18 685	20 509	19 622	20 888	21 857
33 Gironde	100 136	104 807	105 047	112 194	110 166
34 Hérault	81 086	100 346	104 146	112 959	101 605
35 Ille-et-Vilaine	74 668	81 525	90 746	96 109	104 146
36 Indre	20 036	21 052	21 991	23 396	23 415
37 Indre-et-Loire	44 553	50 010	54 045	55 439	58 655
38 Isère	107 411	106 934	117 889	127 033	126 399
39 Jura	21 965	23 899	26 148	26 382	27 244
40 Landes	28 839	31 172	29 972	32 037	31 257
41 Loir-et-cher	24 065	24 623	28 870	29 212	30 145
42 Loire	69 092	72 227	76 892	83 805	87 498
43 Haute-Loire	20 339	20 592	23 339	23 093	25 327
44 Loire-Atlantique	88 007	97 739	111 803	112 130	117 536
45 Loiret	50 704	48 882	60 629	62 554	55 639
46 Lot	17 181	18 016	19 190	20 387	20 480
47 Lot-et-Garonne	30 721	31 504	30 518	35 133	37 046
48 Lozère	8 060	9 580	9 140	9 745	11 990
49 Maine-et-Loire	53 331	56 936	58 958	68 834	75 462
50 Manche	37 014	38 447	39 588	41 310	45 478
51 Marne	36 143	40 907	47 412	49 482	49 465
52 Haute-Marne	15 930	17 417	19 185	19 325	18 971

**Tableau 1 - Dépenses nettes d'aide aux personnes handicapées
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	24 528	25 586	25 438	24 862	27 127
54 Meurthe-et-Moselle	50 511	56 891	59 731	61 815	71 765
55 Meuse	15 759	16 144	16 429	17 667	18 879
56 Morbihan	46 883	51 240	54 476	57 624	59 822
57 Moselle	51 004	56 772	53 999	59 332	61 674
58 Nièvre	22 961	27 030	27 694	29 335	29 328
59 Nord	213 166	256 375	252 091	266 500	283 110
60 Oise	67 994	79 586	93 821	104 501	106 434
61 Orne	23 240	24 443	27 878	29 479	30 663
62 Pas-de-Calais	111 254	118 493	123 373	131 671	135 002
63 Puy-de-Dôme	53 403	54 289	56 822	63 193	67 984
64 Pyrénées-Atlantiques	41 195	43 591	45 563	48 805	51 005
65 Hautes-Pyrénées	20 287	22 153	22 182	24 344	24 401
66 Pyrénées-Orientales	32 294	34 692	37 406	39 547	43 340
67 Bas-Rhin	61 983	66 155	73 103	81 626	84 399 (e)
68 Haut-Rhin	47 113	61 763	68 296	69 390	71 892
69 Rhône	147 295	155 207	169 463	182 510	193 954
70 Haute-Saône	16 829	17 341	16 764	16 530	15 864
71 Saône-et-Loire	58 898	63 246	66 292	65 259	73 850
72 Sarthe	43 640	48 363	56 663	53 400	58 379
73 Savoie	27 501	32 131	36 137	39 291	40 699
74 Haute-Savoie	51 335	61 335	69 858	70 773	75 124
75 Paris	147 585	142 008	152 826	151 038	167 423
76 Seine-Maritime	112 942	114 279	118 073	122 488	125 432
77 Seine-et-Marne	96 046	98 079	115 586	115 875	119 556
78 Yvelines	121 294	132 613	138 875	145 630	152 460
79 Deux-Sèvres	32 876	35 680	37 261	37 788	39 139
80 Somme	49 445	53 661	51 243	57 688	62 624
81 Tarn	40 364	42 304	43 984	50 242	49 521
82 Tarn-et-Garonne	23 938	24 360	27 376	27 501	28 336
83 Var	54 479	57 862	64 043	70 422	78 576
84 Vaucluse	31 310	34 797	41 129	39 823	44 508
85 Vendée	50 675	52 262	57 958	63 007	73 176
86 Vienne	28 375	29 891	30 509	32 547	33 130
87 Haute-Vienne	36 043	41 378	45 206	47 497	48 487
88 Vosges	24 670	25 914	27 698	29 146	31 192
89 Yonne	32 686	35 338	34 072	37 497	36 662
90 Territoire de Belfort	6 843	6 811	7 649	9 274	9 738
91 Essonne	95 039	103 025	114 716	115 518	116 322
92 Hauts-de-Seine	102 569	108 741	120 162	130 610	132 460
93 Seine-Saint-Denis	101 142	124 109	123 524	134 269	147 842
94 Val-de-Marne	97 272	95 879	106 896	114 042	114 998
95 Val-d'Oise	76 103	97 979	97 123	108 419	115 509
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	29 440	28 113
972 Martinique	12 148	13 062	14 709	18 473	21 679
973 Guyane	4 697	5 333	5 872	9 816	11 387 (e)
974 Réunion	45 688	54 138	56 523	68 004	65 226
Total estimé France hors DOM	4 729 302	5 148 370	5 495 820	5 821 127	6 084 885
Estimation DOM	91 526	97 289	104 806	125 733	126 404
Total estimé France entière	4 820 828	5 245 659	5 600 626	5 946 860	6 211 290

Note : Les dépenses nettes sont les dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA.

(e) estimé

**Tableau 2 - Dépenses brutes d'aide aux personnes handicapées
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	44 768	50 842	54 249	55 522	57 068
02 Aisne	50 647	53 073	54 860	57 567	60 302
03 Allier	30 046	33 122	33 269	37 000	39 239
04 Alpes de Haute-Provence	9 900	11 696	12 761	14 011	13 693
05 Hautes-Alpes	11 199	15 403	16 819	16 381	18 666
06 Alpes-maritimes	72 188	84 676	90 174	96 502	96 240
07 Ardèche	24 348	25 538	27 030	28 829	29 458
08 Ardennes	25 050	26 299	30 761	33 224	31 778
09 Ariège	13 009	17 037	18 837	21 046	20 925
10 Aube	22 251	23 666	23 417	24 445	27 056
11 Aude	30 977	33 633	36 000	39 176	39 025
12 Aveyron	29 006	32 039	32 919	35 209	37 544
13 Bouches-du-Rhône	137 776	151 615	165 722	182 614	196 821
14 Calvados	48 609	48 402	57 086	61 066	66 669
15 Cantal	16 403	15 905	17 918	19 559	20 348
16 Charente	31 189	33 783	36 495	37 282	39 734
17 Charente-Maritimes	59 573	68 484	74 866	77 296	80 281
18 Cher	28 478	29 547	34 173	35 014	34 529
19 Corrèze	30 305	30 913	32 791	38 709	37 037
2A Corse-du-Sud	10 601	11 868	13 118	15 827	16 965
2B Haute-Corse	8 928	10 870	10 751	12 823	14 390
21 Côte-d'Or	47 701	54 035	58 441	60 719	60 781
22 Côtes-d'Armor	44 937	47 022	50 252	54 330	55 548
23 Creuse	14 898	16 299	17 848	18 762	19 552
24 Dordogne	33 945	35 912	36 661	39 352	39 140
25 Doubs	46 808	50 267	53 909	56 734	62 805
26 Drôme	46 461	52 810	57 163	60 423	63 142
27 Eure	43 263	44 782	45 760	47 082	50 272
28 Eure-et-Loir	39 802	43 175	43 010	46 799	49 338
29 Finistère	96 811	101 414	109 142	115 503	123 975
30 Gard	53 825	51 986	57 336	59 455	68 116
31 Haute-Garonne	101 632	115 306	126 070	135 285	143 440
32 Gers	21 014	22 730	22 506	25 404	25 460
33 Gironde	115 175	125 270	136 318	150 734	158 586
34 Hérault	83 601	101 186	104 317	113 052	119 064
35 Ille-et-Vilaine	77 280	84 089	92 943	98 706	107 767
36 Indre	22 331	23 502	24 645	25 998	26 538
37 Indre-et-Loire	52 038	57 151	60 233	61 588	64 901
38 Isère	123 419	126 150	136 029	145 234	146 325
39 Jura	25 945	27 927	30 829	31 674	33 035
40 Landes	30 271	32 762	31 847	34 096	33 705
41 Loir-et-cher	25 116	26 354	30 572	30 854	31 833
42 Loire	72 815	77 066	83 152	87 466	91 563
43 Haute-Loire	23 495	24 785	26 986	27 679	27 161
44 Loire-Atlantique	91 074	101 528	115 787	116 331	122 616
45 Loiret	57 917	58 298	65 776	71 514	69 624
46 Lot	18 340	18 390	19 404	20 446	20 577
47 Lot-et-Garonne	35 384	36 383	35 732	40 165	41 863
48 Lozère	8 523	9 856	9 673	10 440	12 428
49 Maine-et-Loire	54 975	59 171	60 677	70 278	76 917
50 Manche	41 525	45 355	48 237	51 474	54 079
51 Marne	37 789	42 483	49 160	50 893	51 114
52 Haute-Marne	16 318	17 862	19 764	19 928	19 480

**Tableau 2 - Dépenses brutes d'aide aux personnes handicapées
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	28 115	29 387	30 151	30 172	32 972
54 Meurthe-et-Moselle	51 309	58 040	61 229	62 796	72 813
55 Meuse	17 509	18 116	18 498	19 637	20 679
56 Morbihan	47 353	51 953	55 236	58 661	61 309
57 Moselle	52 503	58 125	55 192	60 992	62 476
58 Nièvre	25 494	29 154	30 028	30 494	30 803
59 Nord	219 596	260 207	262 562	274 585	290 628
60 Oise	68 784	80 485	94 396	105 163	107 167
61 Orne	27 332	28 919	32 293	32 704	33 746
62 Pas-de-Calais	113 373	120 257	125 571	134 131	137 344
63 Puy-de-Dôme	54 034	55 339	57 971	64 282	69 063
64 Pyrénées-Atlantiques	48 418	49 888	56 507	60 116	61 803
65 Hautes-Pyrénées	22 978	24 587	25 325	27 573	27 456
66 Pyrénées-Orientales	35 557	39 316	42 147	44 643	49 514
67 Bas-Rhin	69 888	76 608	80 406	91 695	96 010 (e)
68 Haut-Rhin	53 945	70 006	78 308	80 759	85 651
69 Rhône	168 525	182 510	193 172	209 121	221 209
70 Haute-Saône	17 858	18 601	18 006	18 173	17 428
71 Saône-et-Loire	66 139	71 292	75 918	71 287	75 943
72 Sarthe	51 398	58 765	67 463	68 700	74 325
73 Savoie	29 172	33 507	38 118	41 738	43 352
74 Haute-Savoie	52 887	63 079	71 898	72 672	76 938
75 Paris	159 577	158 688	165 925	162 993	180 260
76 Seine-Maritime	123 111	125 092	129 893	133 248	136 077
77 Seine-et-Marne	102 746	107 618	125 454	122 348	126 628
78 Yvelines	129 205	142 369	148 017	155 706	162 909
79 Deux-Sèvres	33 722	36 960	38 116	40 156	40 410
80 Somme	50 182	54 234	51 992	58 193	62 941
81 Tarn	46 111	47 485	49 881	55 497	55 914
82 Tarn-et-Garonne	27 613	28 367	32 897	32 194	34 484
83 Var	59 635	63 317	70 799	79 395	86 965
84 Vaucluse	35 911	39 805	45 948	44 769	49 904
85 Vendée	57 204	61 130	65 244	70 577	81 798
86 Vienne	31 236	32 877	34 015	36 321	37 241
87 Haute-Vienne	39 283	47 295	51 781	54 355	57 710
88 Vosges	25 255	26 486	28 512	29 885	31 856
89 Yonne	39 164	41 915	41 953	45 151	45 216
90 Territoire de Belfort	7 194	7 109	7 888	9 378	10 212
91 Essonne	100 792	108 944	121 208	125 428	125 682
92 Hauts-de-Seine	110 719	119 078	131 012	140 894	143 081
93 Seine-Saint-Denis	110 466	131 955	131 048	142 774	162 273
94 Val-de-Marne	104 456	104 080	115 597	128 132	126 735
95 Val-d'Oise	80 891	100 466	101 295	112 948	121 314
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	30 606	29 013
972 Martinique	12 230	13 126	14 819	18 562	21 835
973 Guyane	4 764	5 727	5 960	10 264	11 437 (e)
974 Réunion	45 933	54 369	56 766	68 137	65 337
Total estimé France hors DOM	5 136 318	5 603 129	5 993 066	6 357 940	6 676 750
Estimation DOM	92 460	100 050	108 184	127 568	127 622
Total estimé France entière	5 228 779	5 703 179	6 101 250	6 485 508	6 804 372

(e) estimé

Note : les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes âgées.

**Tableau 3 - Dépenses brutes d'ACTP pour les personnes de moins de 60 ans
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	3 006 (e)	3 025	2 830	2 187 (e)	2 677
02 Aisne	5 452	4 804	4 268	3 881	3 749
03 Allier	2 645 (e)	2 364 (e)	2 071	1 897	1 893
04 Alpes de Haute-Provence	966	883	843 (e)	774 (e)	737 (e)
05 Hautes-Alpes	1 223 (e)	1 161 (e)	1 162 (e)	962 (e)	929
06 Alpes-maritimes	13 009	11 713 (e)	11 752 (e)	11 186 (e)	10 374 (e)
07 Ardèche	1 861 (e)	1 487	1 369 (e)	1 267 (e)	1 144 (e)
08 Ardennes	4 058 (e)	3 489 (e)	3 324 (e)	3 162 (e)	2 980 (e)
09 Ariège	1 436	1 282	1 160 (e)	1 118 (e)	1 003
10 Aube	1 616	1 492	1 350	1 305	1 237
11 Aude	3 348	3 049	2 736	2 483	2 276
12 Aveyron	1 385	1 194	926	834	778
13 Bouches-du-Rhône	13 880 (e)	13 129	12 219 (e)	11 767 (e)	11 352 (e)
14 Calvados	5 621 (e)	4 904 (e)	4 466 (e)	4 296 (e)	4 118 (e)
15 Cantal	1 200	1 104	1 035	977	930
16 Charente	2 425 (e)	2 702	2 418	1 505 (e)	2 036
17 Charente-Maritimes	4 768 (e)	4 279 (e)	3 835	3 642 (e)	3 447
18 Cher	3 383	3 140	2 985 (e)	2 726 (e)	2 246
19 Corrèze	1 337 (e)	1 075	950 (e)	1 145	945
2A Corse-du-Sud	3 706 (e)	3 396 (e)	3 169 (e)	3 014 (e)	2 949 (e)
2B Haute-Corse	2 196 (e)	2 128 (e)	1 884 (e)	1 691 (e)	1 594 (e)
21 Côte-d'Or	3 362 (e)	2 966 (e)	3 546	3 273	2 937
22 Côtes-d'Armor	3 440 (e)	3 440 (e)	3 440 (e)	3 115 (e)	2 911 (e)
23 Creuse	1 249	1 128	948	843	824
24 Dordogne	2 981 (e)	2 754	2 172	2 045	1 894
25 Doubs	4 472	3 877 (e)	3 345 (e)	2 878 (e)	3 103
26 Drôme	2 918 (e)	2 589 (e)	2 310 (e)	2 135 (e)	1 980
27 Eure	5 331	4 856	4 344	4 156	3 828
28 Eure-et-Loir	2 124	1 932 (e)	1 801 (e)	1 554	1 455
29 Finistère	7 159 (e)	6 077 (e)	5 410 (e)	4 956 (e)	4 622 (e)
30 Gard	4 211 (e)	3 925 (e)	3 351	3 467 (e)	3 306 (e)
31 Haute-Garonne	8 094 (e)	7 542 (e)	7 066 (e)	6 795 (e)	6 588
32 Gers	817 (e)	813 (e)	1 123	1 032	971
33 Gironde	10 979 (e)	9 859 (e)	8 170 (e)	8 291	8 027
34 Hérault	7 015 (e)	7 210	6 322	6 450 (e)	5 934
35 Ille-et-Vilaine	6 829	5 992	5 728	5 334	5 086
36 Indre	2 106	1 811	2 020	2 119	2 027
37 Indre-et-Loire	2 810	2 381	2 251 (e)	2 093 (e)	1 923
38 Isère	7 599 (e)	7 650	6 993	6 663	6 492
39 Jura	1 304	1 139	986 (e)	836 (e)	758
40 Landes	1 500	1 324	1 269	1 217	1 132
41 Loir-et-cher	2 100	1 296	1 637	1 423	1 275
42 Loire	8 936 (e)	8 128 (e)	7 590 (e)	7 068 (e)	6 546 (e)
43 Haute-Loire	1 556 (e)	1 385 (e)	1 318 (e)	1 178 (e)	1 129
44 Loire-Atlantique	5 984	5 264	4 717 (e)	4 006	3 572
45 Loiret	3 992 (e)	4 345	3 518 (e)	3 400 (e)	4 536
46 Lot	1 807	1 061	740 (e)	911	807
47 Lot-et-Garonne	2 163	1 956	570	1 906 (e)	2 588
48 Lozère	845	730	762 (e)	696 (e)	686
49 Maine-et-Loire	4 501 (e)	4 003 (e)	3 480 (e)	3 207 (e)	2 977 (e)
50 Manche	4 726	4 201	3 857	3 664	3 373
51 Marne	6 113	5 469	5 047 (e)	4 471 (e)	4 192
52 Haute-Marne	2 254 (e)	2 048 (e)	1 880 (e)	1 667 (e)	1 466

**Tableau 3 - Dépenses brutes d'ACTP pour les personnes de moins de 60 ans
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	1 988	1 762	1 612	1 457	1 326
54 Meurthe-et-Moselle	6 107 (e)	6 080	5 490	5 305	5 064
55 Meuse	1 321	1 172	1 055	974	909
56 Morbihan	4 857 (e)	4 328	4 123 (e)	3 832	3 631
57 Moselle	9 001	8 071	7 117	6 837	4 496 (e)
58 Nièvre	2 764 (e)	2 560 (e)	2 247 (e)	2 135 (e)	2 030 (e)
59 Nord	24 077 (e)	22 140 (e)	19 854 (e)	18 371 (e)	16 932
60 Oise	5 412 (e)	4 942 (e)	5 130	4 779	4 499
61 Orne	2 522 (e)	2 147 (e)	1 881 (e)	1 809 (e)	1 715 (e)
62 Pas-de-Calais	12 899	11 838	10 889	10 209	9 671
63 Puy-de-Dôme	4 476 (e)	5 060	3 711 (e)	3 360 (e)	4 328
64 Pyrénées-Atlantiques	4 972 (e)	4 337	3 933	3 452	1 622
65 Hautes-Pyrénées	2 896	2 418	2 232 (e)	2 182 (e)	2 105 (e)
66 Pyrénées-Orientales	4 581	4 261	3 876	3 654	3 082
67 Bas-Rhin	9 058	8 299	7 817 (e)	7 530 (e)	6 945 (e)
68 Haut-Rhin	5 430 (e)	5 050	4 960 (e)	4 708 (e)	4 416 (e)
69 Rhône	13 528	12 184 (e)	11 701 (e)	10 997 (e)	10 341
70 Haute-Saône	1 572 (e)	1 389 (e)	1 232 (e)	1 143 (e)	1 048
71 Saône-et-Loire	3 394	3 186	3 012	2 818	2 570
72 Sarthe	3 908	3 563 (e)	3 038 (e)	2 844 (e)	2 645 (e)
73 Savoie	2 691	2 477	2 373	2 268	13
74 Haute-Savoie	2 307	1 827	1 496 (e)	1 362 (e)	1 274
75 Paris	20 384 (e)	19 082 (e)	16 630 (e)	17 022 (e)	16 049
76 Seine-Maritime	14 667 (e)	12 235 (e)	10 339 (e)	10 079 (e)	9 015 (e)
77 Seine-et-Marne	9 940	8 575	7 849 (e)	7 698 (e)	6 819
78 Yvelines	7 802 (e)	6 855 (e)	6 022 (e)	5 699 (e)	5 326
79 Deux-Sèvres	2 611	2 192	1 882	1 800	1 621
80 Somme	5 622	4 761	4 206	3 676 (e)	3 332
81 Tarn	3 179 (e)	4 183	2 738 (e)	2 681 (e)	2 567 (e)
82 Tarn-et-Garonne	2 024	1 871 (e)	1 714 (e)	1 606 (e)	1 576
83 Var	6 804	6 657	5 836	5 442	5 133
84 Vaucluse	3 294 (e)	2 954 (e)	2 774 (e)	2 599 (e)	2 417
85 Vendée	3 005	2 742	2 469	2 311	2 250
86 Vienne	2 487	2 176	1 879	1 679	1 597
87 Haute-Vienne	3 198 (e)	2 672	2 656	2 473 (e)	2 310
88 Vosges	3 237	2 796	2 494	2 278	2 159
89 Yonne	4 082	3 510	2 996	2 680	2 376
90 Territoire de Belfort	609	544	533	524	495
91 Essonne	6 866	6 069	5 507	5 152	4 822
92 Hauts-de-Seine	12 846	11 657	10 988 (e)	10 502 (e)	9 975
93 Seine-Saint-Denis	13 920	14 127	11 851 (e)	10 939 (e)	10 239
94 Val-de-Marne	15 046 (e)	14 068 (e)	15 717 (e)	15 051 (e)	14 524
95 Val-d'Oise	9 216 (e)	8 357	7 841 (e)	6 335 (e)	5 883
971 Guadeloupe	ND (e)	ND (e)	ND (e)	5 828 (e)	6 367 (e)
972 Martinique	0 (e)	0 (e)	0 (e)	0 (e)	0 (e)
973 Guyane	1 471 (e)	1 316 (e)	1 213 (e)	1 246 (e)	1 085 (e)
974 Réunion	12 717 (e)	12 312 (e)	11 271 (e)	10 390 (e)	10 034 (e)
Total estimé France hors DOM	490 395	448 124	408 164	384 920	359 484
Estimation DOM	20 716	20 207	18 866	17 464	17 486
Total estimé France entière	511 111	468 331	427 029	402 384	376 969

(e) estimé

**Tableau 4 - Dépenses brutes de PCH pour les personnes de moins de 60 ans
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	4 083 (e)	4 980 (e)	6 224 (e)	6 595 (e)	7 348 (e)
02 Aisne	4 693	6 289	6 644 (e)	7 074 (e)	7 596
03 Allier	3 824	4 466 (e)	5 751	6 466	7 333
04 Alpes de Haute-Provence	688	1 013	1 240 (e)	1 534 (e)	1 674 (e)
05 Hautes-Alpes	1 007 (e)	1 412 (e)	1 521 (e)	1 820 (e)	2 257
06 Alpes-maritimes	7 926 (e)	15 490 (e)	19 048 (e)	21 926 (e)	22 020 (e)
07 Ardèche	2 628 (e)	3 929	4 820 (e)	5 469 (e)	5 953 (e)
08 Ardennes	1 111	1 678 (e)	2 543 (e)	2 977	2 982 (e)
09 Ariège	1 498	2 087	2 579 (e)	2 813 (e)	2 586
10 Aube	1 951	2 891 (e)	3 467 (e)	3 698 (e)	4 375 (e)
11 Aude	3 421 (e)	6 159 (e)	7 802 (e)	9 641	10 675
12 Aveyron	2 735 (e)	4 597	5 319 (e)	5 417	5 992 (e)
13 Bouches-du-Rhône	11 188 (e)	17 499 (e)	25 938 (e)	34 522 (e)	43 864
14 Calvados	5 088 (e)	6 243 (e)	8 617 (e)	12 171	13 431 (e)
15 Cantal	755 (e)	913	1 199 (e)	1 422	1 562
16 Charente	4 975 (e)	6 611	7 560 (e)	7 386 (e)	7 905
17 Charente-Maritimes	3 798 (e)	6 129 (e)	8 059	9 129 (e)	9 771 (e)
18 Cher	2 502	3 543	4 697 (e)	5 445 (e)	3 840
19 Corrèze	2 166 (e)	2 808	3 062 (e)	3 299 (e)	3 675 (e)
2A Corse-du-Sud	2 006 (e)	3 201	3 384 (e)	4 796	4 512 (e)
2B Haute-Corse	2 702 (e)	4 303 (e)	4 801 (e)	6 955 (e)	8 235 (e)
21 Côte-d'Or	4 889 (e)	7 397 (e)	8 233 (e)	8 965	9 075
22 Côtes-d'Armor	6 508	8 235 (e)	9 435 (e)	10 944 (e)	12 458 (e)
23 Creuse	971 (e)	1 321 (e)	1 983 (e)	2 061 (e)	1 813 (e)
24 Dordogne	3 874 (e)	4 744	5 736	6 414	5 949 (e)
25 Doubs	5 616 (e)	7 783 (e)	8 591 (e)	9 372 (e)	10 206
26 Drôme	5 042 (e)	8 818 (e)	11 141 (e)	14 018 (e)	13 364
27 Eure	3 215 (e)	4 927 (e)	5 601 (e)	6 304 (e)	7 296 (e)
28 Eure-et-Loir	2 086	2 984 (e)	3 260 (e)	3 767	3 429
29 Finistère	5 942 (e)	10 567 (e)	13 659 (e)	15 762 (e)	18 340 (e)
30 Gard	4 802 (e)	6 396 (e)	6 863 (e)	8 249	9 041 (e)
31 Haute-Garonne	14 231 (e)	18 931 (e)	25 982 (e)	28 913 (e)	32 788
32 Gers	2 160 (e)	2 751	2 548 (e)	3 319 (e)	3 359 (e)
33 Gironde	15 446 (e)	26 640 (e)	30 355 (e)	37 100	42 244
34 Hérault	15 198 (e)	20 377	22 805	27 040 (e)	27 844
35 Ille-et-Vilaine	8 030	11 199	14 876	16 113	19 273 (e)
36 Indre	1 831	2 539	3 015 (e)	3 413 (e)	3 480
37 Indre-et-Loire	5 437	7 763 (e)	8 540 (e)	9 211 (e)	11 166
38 Isère	9 943 (e)	15 722 (e)	20 951 (e)	26 397	25 612 (e)
39 Jura	1 621	2 292 (e)	3 005 (e)	3 236 (e)	3 361
40 Landes	3 595	4 178 (e)	4 794 (e)	5 033 (e)	5 415 (e)
41 Loir-et-cher	1 704	3 260	5 257 (e)	5 855 (e)	6 203
42 Loire	4 922 (e)	7 743 (e)	11 169 (e)	12 421 (e)	13 067 (e)
43 Haute-Loire	2 496 (e)	2 967 (e)	4 126 (e)	4 132 (e)	4 013
44 Loire-Atlantique	6 754	11 580	17 697 (e)	18 902	19 744
45 Loiret	2 688 (e)	4 409	4 356 (e)	4 951 (e)	5 023 (e)
46 Lot	2 561 (e)	3 211 (e)	3 633 (e)	4 170 (e)	4 213 (e)
47 Lot-et-Garonne	3 744	4 402	4 889	5 899 (e)	6 100 (e)
48 Lozère	639	974	1 531 (e)	2 057 (e)	2 253
49 Maine-et-Loire	4 442 (e)	7 923 (e)	10 916 (e)	13 618 (e)	15 773 (e)
50 Manche	3 630 (e)	5 135 (e)	6 467 (e)	7 766 (e)	8 757 (e)
51 Marne	3 506	5 833	9 793 (e)	10 292 (e)	10 213 (e)
52 Haute-Marne	1 581 (e)	2 347 (e)	2 883 (e)	2 964 (e)	3 181 (e)

**Tableau 4 - Dépenses brutes de PCH pour les personnes de moins de 60 ans
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	1 441 (e)	2 759	3 376 (e)	3 680	3 816
54 Meurthe-et-Moselle	7 017 (e)	14 352 (e)	15 025	16 815	19 229 (e)
55 Meuse	1 595 (e)	1 915 (e)	2 230 (e)	2 557 (e)	2 804 (e)
56 Morbihan	5 023	6 727	8 799 (e)	9 944	9 906 (e)
57 Moselle	5 341	7 822	8 968 (e)	10 057	11 531
58 Nièvre	1 805 (e)	2 476 (e)	3 025 (e)	3 316 (e)	3 743 (e)
59 Nord	18 790 (e)	32 837 (e)	47 912 (e)	45 327 (e)	57 478
60 Oise	5 387 (e)	9 734 (e)	12 164 (e)	13 287	15 008
61 Orne	2 164 (e)	4 224 (e)	5 013 (e)	5 447 (e)	5 518 (e)
62 Pas-de-Calais	7 867 (e)	9 832 (e)	12 902 (e)	15 228 (e)	18 728 (e)
63 Puy-de-Dôme	3 373 (e)	5 301 (e)	7 072 (e)	8 196 (e)	8 299 (e)
64 Pyrénées-Atlantiques	5 181 (e)	5 930	6 658	7 299	8 336
65 Hautes-Pyrénées	2 632 (e)	4 002	3 931 (e)	4 985	4 773 (e)
66 Pyrénées-Orientales	3 624 (e)	6 216 (e)	7 794 (e)	9 596 (e)	13 605
67 Bas-Rhin	7 364	9 906	11 926 (e)	14 914 (e)	15 843 (e)
68 Haut-Rhin	5 269 (e)	6 647	9 312 (e)	10 393 (e)	11 743 (e)
69 Rhône	17 281	23 617 (e)	24 914 (e)	32 930 (e)	37 437
70 Haute-Saône	1 249 (e)	1 735 (e)	1 560 (e)	1 585 (e)	1 623
71 Saône-et-Loire	4 318	6 099	7 819	7 229	8 875
72 Sarthe	5 316 (e)	7 223 (e)	8 557 (e)	9 292	10 787 (e)
73 Savoie	3 855 (e)	5 677 (e)	6 713 (e)	8 341 (e)	8 877 (e)
74 Haute-Savoie	6 896	11 899	14 123 (e)	15 026 (e)	15 933
75 Paris	16 282 (e)	20 502 (e)	21 897 (e)	24 294 (e)	30 068
76 Seine-Maritime	12 570 (e)	18 607 (e)	21 139 (e)	21 769 (e)	22 386 (e)
77 Seine-et-Marne	6 516	11 563	15 665 (e)	16 564 (e)	16 582
78 Yvelines	9 637 (e)	15 809 (e)	17 626 (e)	20 894	24 496
79 Deux-Sèvres	2 908	5 070	5 711	6 107	6 301 (e)
80 Somme	6 217	8 297	9 936 (e)	10 822 (e)	11 363
81 Tarn	2 332 (e)	3 722 (e)	4 385 (e)	5 049 (e)	5 081 (e)
82 Tarn-et-Garonne	2 370	3 010 (e)	3 740 (e)	4 272 (e)	4 778
83 Var	4 736	7 495	11 310	13 019	16 913
84 Vaucluse	2 069 (e)	3 699 (e)	5 021 (e)	5 748 (e)	6 683
85 Vendée	4 705 (e)	6 129 (e)	7 300 (e)	8 778 (e)	9 955
86 Vienne	3 525 (e)	4 936	5 557	5 491 (e)	5 657 (e)
87 Haute-Vienne	3 803 (e)	5 262	7 745 (e)	8 400 (e)	9 572 (e)
88 Vosges	2 639 (e)	2 966	3 472 (e)	3 638 (e)	3 859
89 Yonne	2 629	3 636	4 489 (e)	5 001	5 856 (e)
90 Territoire de Belfort	1 003	1 245 (e)	1 442 (e)	1 721 (e)	1 708 (e)
91 Essonne	7 349	10 510	14 782	18 365	17 701 (e)
92 Hauts-de-Seine	7 780	10 944	13 352 (e)	16 822 (e)	17 284
93 Seine-Saint-Denis	8 927	14 882 (e)	22 103 (e)	24 330 (e)	28 939
94 Val-de-Marne	9 061 (e)	11 740 (e)	12 194 (e)	15 148 (e)	17 045
95 Val-d'Oise	8 486 (e)	11 067	14 616 (e)	16 876 (e)	17 004
971 Guadeloupe	ND (e)	ND (e)	ND (e)	10 639 (e)	8 671 (e)
972 Martinique	9 229	9 950	12 125 (e)	12 031	15 276
973 Guyane	449 (e)	645 (e)	901 (e)	1 414 (e)	1 450 (e)
974 Réunion	3 265 (e)	4 277 (e)	6 471 (e)	8 606 (e)	10 379 (e)
Total estimé France hors DOM	478 181	709 607	881 640	1 007 765	1 114 759
Estimation DOM	16 057	20 469	28 179	32 690	35 776
Total estimé France entière	494 238	730 077	909 819	1 040 454	1 150 536

(e) estimé

**Tableau 5 - Dépenses brutes d'aide à domicile (hors ACTP et PCH)
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	138	443	613	1 255	1 044
02 Aisne	32	25	175	170	150
03 Allier	122	119	100	81	48
04 Alpes de Haute-Provence	227	219	271	332	346
05 Hautes-Alpes	66	75	184	204	49
06 Alpes-maritimes	1 027	1 244	1 243	1 523	1 764
07 Ardèche	312	387	384	383	428
08 Ardennes	288	326 (e)	352	396	381
09 Ariège	4	4	6	2	3
10 Aube	254	331 (e)	406	391	416
11 Aude	424	411	391	340	450
12 Aveyron	0	0	0	0	0
13 Bouches-du-Rhône	0	0	0	0	0
14 Calvados	792	898	115	1 361	1 375
15 Cantal	91	86	82	114	270
16 Charente	1 057	996	1 191	1 171	1 251
17 Charente-Maritimes	770	1 413	872	949	1 015
18 Cher	266	312	347	320	350
19 Corrèze	0	0	0	0	0
2A Corse-du-Sud	212	212 (e)	633	909	1 226
2B Haute-Corse	518	0	0	0	0
21 Côte-d'Or	180	180	180	180	275
22 Côtes-d'Armor	304	195	625	645	217
23 Creuse	207	642 (e)	20	290	24
24 Dordogne	67	64	63	60	31
25 Doubs	2	2	161	181	174
26 Drôme	357	260	694	485	532
27 Eure	640	528	269	191	179
28 Eure-et-Loir	0	0	0	1	1
29 Finistère	2 576	2 305	2 610	2 716	2 913
30 Gard	14	15	13	363	241
31 Haute-Garonne	250	267	244	252	319
32 Gers	542	407	485	581	529
33 Gironde	1 116	1 231 (e)	346	305	310
34 Hérault	2 084	1 415	1 177	1 296 (e)	1 560
35 Ille-et-Vilaine	754	774	2 190	2 298	2 566
36 Indre	46	33	26	29	26
37 Indre-et-Loire	599	673	716	729	747
38 Isère	489	466	391	399	350
39 Jura	301	20	57	56	56
40 Landes	295	332	326	424	379
41 Loir-et-cher	179	177	202	184	182
42 Loire	862	917 (e)	702	562	627
43 Haute-Loire	20	20	72	13	8
44 Loire-Atlantique	7	13	7	1 068	1 287
45 Loiret	596	0	106	542	376
46 Lot	163	18	13 (e)	10	17
47 Lot-et-Garonne	813	1 264	1 181	1 236	936
48 Lozère	28	26	18	12	19
49 Maine-et-Loire	55	593	513	429	445
50 Manche	668	740	786	951	1 226
51 Marne	379	494	1 016	1 206	1 128
52 Haute-Marne	0	52	56 (e)	91 (e)	91

**Tableau 5 - Dépenses brutes d'aide à domicile (hors ACTP et PCH)
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	517	580	578	133	94
54 Meurthe-et-Moselle	136	169	248	183	151
55 Meuse	250	330	330	348	330
56 Morbihan	1 788	1 902	1 852	1 773	1 739
57 Moselle	1 547	819	1 762	1 877	1 786
58 Nièvre	55	38	45	56	54
59 Nord	2 899	641	4 404	3 657	2 685
60 Oise	362	357	527	449	442
61 Orne	284	70	418	399	329
62 Pas-de-Calais	539	550 (e)	586	608	641
63 Puy-de-Dôme	0	2 080 (e)	2 080 (e)	2 080 (e)	2 080
64 Pyrénées-Atlantiques	656	477	537	569	645
65 Hautes-Pyrénées	1 024	107	1 157	1 321	1 348
66 Pyrénées-Orientales	2 241	2 267	1 924	1 495	1 269
67 Bas-Rhin	136	183	195	190	160 (e)
68 Haut-Rhin	646	1 377	1 050	1 253	1 473
69 Rhône	364	908	434	103	123
70 Haute-Saône	198	375 (e)	38	26	25
71 Saône-et-Loire	181	194	138	62	44
72 Sarthe	225	181	173	154	113
73 Savoie	458	610	717	670	594
74 Haute-Savoie	35	40	28	36	16
75 Paris	3 871	3 562	3 722	4 037	4 122
76 Seine-Maritime	356	584	552	695	832
77 Seine-et-Marne	264	159	64	66	62
78 Yvelines	333	426	532	607	632
79 Deux-Sèvres	493	496	492	696	708
80 Somme	412	269	301	569	389
81 Tarn	242 (e)	431	437	445	188
82 Tarn-et-Garonne	129	30	115	96	344
83 Var	215	93	79	82	102
84 Vaucluse	540	404	459	504	563
85 Vendée	446	585	1 142	1 059	1 054
86 Vienne	254	53	521	250	252
87 Haute-Vienne	409	477 (e)	436	444	436
88 Vosges	72	60 (e)	91	106	111
89 Yonne	90	98	184	310	137
90 Territoire de Belfort	17	2	319	10	11
91 Essonne	402	371	374	385	363
92 Hauts-de-Seine	203	117	70	580	352
93 Seine-Saint-Denis	450	513	1 004	1 014	1 715
94 Val-de-Marne	1 689	1 847 (e)	1 572	1 650	710
95 Val-d'Oise	180	183	191	178	100
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	11	20
972 Martinique	0	0	0	0	0
973 Guyane	529	729	1 266	1 812	2 924 (e)
974 Réunion	1 125	1 171	793	1 673	6 188
Total estimé France hors DOM	46 799	46 641	54 507	58 913	57 664
Estimation DOM	1 654	1 990	2 189	3 496	9 132
Total estimé France entière	48 453	48 631	56 696	62 409	66 795

(e) estimé

Tableau 6 - Dépenses brutes totales d'aide à l'accueil*
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	37 512	42 352	44 555	45 304	45 959
02 Aisne	39 679	41 154	43 120	45 768	48 145
03 Allier	22 021	24 272	24 013	27 573	28 511
04 Alpes de Haute-Provence	7 877	9 483	10 297	11 140	10 717
05 Hautes-Alpes	8 165	12 735	13 263	12 712	14 439
06 Alpes-maritimes	48 059	53 624	56 447	60 369	59 764
07 Ardèche	17 850	17 800	18 197	19 557	20 183
08 Ardennes	19 593	20 524	24 543	26 677	25 435
09 Ariège	9 968	13 551	14 850	16 956	17 237
10 Aube	18 404	17 669	18 170	18 332	20 002
11 Aude	22 668	23 549	24 691	26 335	25 339
12 Aveyron	22 866	23 786	26 310	28 120	29 919
13 Bouches-du-Rhône	108 522	117 128	123 097	132 006	137 643
14 Calvados	34 043	34 797	41 554	41 891	44 729
15 Cantal	13 402	13 381	15 136	16 397	17 084
16 Charente	21 799	22 720	24 748	26 627	27 933
17 Charente-Maritimes	47 818	55 169	59 842	59 554	64 720
18 Cher	18 043	20 918	24 775	24 730	26 595
19 Corrèze	26 156	26 159	27 889	29 197	29 823
2A Corse-du-Sud	4 626	4 732	5 817	7 007	7 941
2B Haute-Corse	2 917	3 605	3 224	3 143	4 044
21 Côte-d'Or	39 096	43 352	45 645	48 168	48 225
22 Côtes-d'Armor	33 264	33 550	35 451	37 179	37 814
23 Creuse	12 229	12 886	14 511	15 482	16 805
24 Dordogne	26 752	28 014	28 626	30 422	30 815
25 Doubs	35 662	37 571	40 940	44 211	48 569
26 Drôme	36 879	39 909	41 870	42 084	46 205
27 Eure	31 142	33 144	34 878	35 512	37 486
28 Eure-et-Loir	34 919	37 475	37 464	40 721	43 975
29 Finistère	77 655	79 882	84 875	89 797	95 780
30 Gard	43 621	41 452	44 495	47 081	52 590
31 Haute-Garonne	78 314	87 060	91 262	97 808	102 410
32 Gers	16 513	17 128	17 281	19 249	19 182
33 Gironde	81 337	85 555	90 163	97 200	105 356
34 Hérault	56 944	69 159	71 460	75 610	81 655
35 Ille-et-Vilaine	60 668	64 712	69 448	74 148	79 734
36 Indre	18 052	18 611	19 166	20 020	20 537
37 Indre-et-Loire	42 517	45 551	47 948	48 736	50 124
38 Isère	103 794	100 750	106 298	110 271	106 846
39 Jura	22 700	22 874	25 075	25 789	28 714
40 Landes	24 527	26 155	24 698	26 633	25 894
41 Loir-et-cher	20 433	20 586	22 964	22 951	23 510
42 Loire	57 323	59 498	63 111	66 777	70 942
43 Haute-Loire	17 678	18 592	21 436	22 351	22 011
44 Loire-Atlantique	75 270	81 025	85 285	90 373	94 700
45 Loiret	49 929	47 273	56 564	61 262	58 660
46 Lot	13 808	13 762	14 671	15 356	15 535
47 Lot-et-Garonne	28 563	28 646	29 001	31 112	32 204
48 Lozère	7 010	7 913	7 153	7 467	9 440
49 Maine-et-Loire	44 295	45 689	44 647	49 962	56 519
50 Manche	32 029	34 509	36 059	38 371	40 001
51 Marne	26 515	29 096	31 522	33 296	33 759
52 Haute-Marne	12 299	13 415	14 567	14 714	14 395

Tableau 6 - Dépenses brutes totales d'aide à l'accueil*
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	23 428	23 399	23 728	24 211	27 026
54 Meurthe-et-Moselle	37 491	37 078	40 065	40 132	47 473
55 Meuse	13 396	14 129	14 308	15 100	15 761
56 Morbihan	33 812	37 088	37 776	40 408	43 294
57 Moselle	36 373	40 248	37 147	41 405	43 911
58 Nièvre	20 688	23 879	24 582	24 844	24 811
59 Nord	170 812	200 907	188 700	200 947	208 860
60 Oise	52 948	59 977	70 073	71 532	73 535
61 Orne	22 049	21 608	24 470	24 570	25 622
62 Pas-de-Calais	90 990	94 740	99 392	105 651	106 513
63 Puy-de-Dôme	42 895	40 784	45 968	48 315	52 067
64 Pyrénées-Atlantiques	36 307	38 074	44 093	47 436	49 721
65 Hautes-Pyrénées	16 160	17 741	17 438	18 424	18 637
66 Pyrénées-Orientales	24 447	25 665	27 178	28 674	29 967
67 Bas-Rhin	52 732	57 839	60 271	68 892	72 912 (e)
68 Haut-Rhin	42 490	56 205	61 810	63 447	67 082
69 Rhône	136 140	144 295	154 329	163 810	172 015
70 Haute-Saône	14 443	14 616	14 723	14 993	14 251
71 Saône-et-Loire	58 182	61 600	63 894	60 325	63 393
72 Sarthe	41 280	44 131	49 870	49 844	50 266
73 Savoie	21 103	23 615	28 034	29 467	32 973
74 Haute-Savoie	39 976	44 641	51 497	51 323	54 582
75 Paris	102 327	101 836	115 231	116 495	124 643
76 Seine-Maritime	93 173	87 934	91 691	99 860	96 122
77 Seine-et-Marne	80 684	82 300	96 318	92 453	97 648
78 Yvelines	103 818	111 603	112 693	116 318	119 997
79 Deux-Sèvres	27 200	28 288	29 238	30 775	31 201
80 Somme	36 463	39 854	37 006	41 704	46 630
81 Tarn	40 146	38 849	42 072	46 952	47 479
82 Tarn-et-Garonne	22 593	22 799	24 499	25 185	26 680
83 Var	45 569	48 559	53 361	60 488	64 707
84 Vaucluse	28 923	31 301	36 519	34 698	38 880
85 Vendée	48 456	51 191	54 237	58 348	67 825
86 Vienne	24 066	24 765	25 661	28 043	28 873
87 Haute-Vienne	31 584	38 101	40 670	42 740	45 057
88 Vosges	18 538	19 783	21 623	22 989	24 618
89 Yonne	31 852	33 639	33 690	36 606	35 975
90 Territoire de Belfort	4 838	4 919	5 535	6 606	7 214
91 Essonne	84 437	91 022	99 494	100 685	102 013
92 Hauts-de-Seine	88 714	95 199	105 554	108 246	110 255
93 Seine-Saint-Denis	80 417	96 008	89 669	99 435	115 055
94 Val-de-Marne	67 067	72 681	80 018	86 027	86 279
95 Val-d'Oise	62 130	80 219	78 071	85 910	94 131
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	11 663	13 429
972 Martinique	2 733	2 675	2 378	6 117	6 166
973 Guyane	2 068	2 149	1 926	5 267	5 356 (e)
974 Réunion	22 642	27 022	31 310	38 756	35 152
Total estimé France hors DOM	3 964 861	4 247 016	4 495 268	4 733 821	4 962 506
Estimation DOM	43 534	42 241	46 695	61 803	60 103
Total estimé France entière	4 008 395	4 289 257	4 541 964	4 795 624	5 022 609

* Comprend les dépenses d'hébergement en établissement et en foyers, les dépenses d'accueil par des particuliers, les dépenses des services d'accompagnement (SAVS, SAMSAH...) et les autres dépenses d'accueil.

(e) estimé

**Tableau 7 - Dépenses brutes d'accueil par des particuliers
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	108	112	160	161	257
02 Aisne	284	329	391	483	630
03 Allier	1 178	1 263	885	760	889
04 Alpes de Haute-Provence	0	0	0	0 (e)	0 (e)
05 Hautes-Alpes	16	16	22	13	22
06 Alpes-maritimes	317	284	292	307	280
07 Ardèche	62	56	47	0 (e)	62
08 Ardennes	276	330	332	360	362
09 Ariège	80	119	111	165	182
10 Aube	1 100	1 100	1 100	1 100	1 140
11 Aude	167	153	153	190	156
12 Aveyron	39	67	69	68	82
13 Bouches-du-Rhône	0	0	0	0 (e)	0 (e)
14 Calvados	895	813	861	905	1 154
15 Cantal	135	113	118	126	121
16 Charente	0	0	0	0 (e)	0 (e)
17 Charente-Maritimes	1 768	1 772	1 630	51	1 691
18 Cher	1 361	1 464	1 435	1 396	1 442
19 Corrèze	24	23	26	47	77
2A Corse-du-Sud	7	43	43	44	49
2B Haute-Corse	0	0	0	0 (e)	0 (e)
21 Côte-d'Or	1 769	1 383	1 240	995	1 098
22 Côtes-d'Armor	0	0	0	0 (e)	0 (e)
23 Creuse	140	158	198	275	348
24 Dordogne	18	18	0	22	23
25 Doubs	243	196	163	138	130
26 Drôme	781	786	741	834	840
27 Eure	1 145	1 205	1 224	1 216	1 252
28 Eure-et-Loir	586	817 (e)	605	575	602
29 Finistère	957	1 030	702	759	861
30 Gard	149	222	229	270	327
31 Haute-Garonne	187	256	280	350	463
32 Gers	184	226	260	283	355
33 Gironde	1 155 (e)	1 417 (e)	1 754	906	780
34 Hérault	302	420	481	584	594
35 Ille-et-Vilaine	1 082	1 138	1 166	406	0 (e)
36 Indre	366	623	627	608	649
37 Indre-et-Loire	391	410	393	371	414
38 Isère	1 103	1 123	1 153	1 100	1 181
39 Jura	277	325	495	458	398
40 Landes	177	161	132	115	134
41 Loir-et-cher	305	288	292	310	344
42 Loire	137	144 (e)	175	0 (e)	169
43 Haute-Loire	120	119	107	121	86
44 Loire-Atlantique	1 618	1 637	1 035	764	685
45 Loiret	1 098	996	1 069	933	970
46 Lot	40	34	31	32	12
47 Lot-et-Garonne	409	388	351	2 592	0 (e)
48 Lozère	0	0	0	0 (e)	0 (e)
49 Maine-et-Loire	444	507	383	349	269
50 Manche	612	666	725	824	791
51 Marne	681	741	840	831	882
52 Haute-Marne	1 428	1 391	1 223	1 103	968

**Tableau 7 - Dépenses brutes d'accueil par des particuliers
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	77	90	121	127	118
54 Meurthe-et-Moselle	256	278	224	197	240
55 Meuse	159	131	112	110	108
56 Morbihan	176	165	148	174	205
57 Moselle	690	699	743	817	816
58 Nièvre	459	414	0	0 (e)	390
59 Nord	2 397	2 601	2 779	2 973	3 150
60 Oise	1 072	1 114	1 199	1 287	1 449
61 Orne	264	268	245	207	276
62 Pas-de-Calais	1 688	1 854	2 424	2 354	2 569
63 Puy-de-Dôme	1 449 (e)	1 565 (e)	1 937	918	867
64 Pyrénées-Atlantiques	450	426	426	377	401
65 Hautes-Pyrénées	13	16	27	22	21
66 Pyrénées-Orientales	40	96	128	161	151
67 Bas-Rhin	696	847	941	1 000	1 103 (e)
68 Haut-Rhin	180	206	216	251	289
69 Rhône	1 232	1 342	1 239	1 184	1 130
70 Haute-Saône	85	126	121	91	69
71 Saône-et-Loire	539	570	553	575	572
72 Sarthe	1 303	1 422	1 329	1 278	1 306
73 Savoie	35	10	18	17	23
74 Haute-Savoie	36	38	72	61	30
75 Paris	534	596	672	565	674
76 Seine-Maritime	2 062	2 149	2 068	1 912	1 619
77 Seine-et-Marne	673	706	670	526	545
78 Yvelines	508	491	514	516	492
79 Deux-Sèvres	438	393	362	355	319
80 Somme	1 284	1 867	1 745	2 335	2 331
81 Tarn	178	214	265	256	309
82 Tarn-et-Garonne	127	152	196	295	307
83 Var	142	143	151	154	163
84 Vaucluse	29	44	53	73	65
85 Vendée	314	404	464	471	591
86 Vienne	1 241	1 200	1 060	1 028	1 057
87 Haute-Vienne	169	98	188	135	132
88 Vosges	215	213	219	216	234
89 Yonne	441	368	331	320	327
90 Territoire de Belfort	108	113 (e)	93	146	162
91 Essonne	712	697	628	752	726
92 Hauts-de-Seine	563	539	432	438	388
93 Seine-Saint-Denis	230	324	319	340	332
94 Val-de-Marne	713	948	998	1 044	1 110
95 Val-d'Oise	0 (e)	0	0	0 (e)	0 (e)
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	257	500
972 Martinique	0 (e)	0	0	0 (e)	0 (e)
973 Guyane	0	0	0	1 852	1 852 (e)
974 Réunion	1 868	2 132	2 383	2 361	2 658
Total estimé France hors DOM	49 692	52 820	52 174	50 358	51 386
Estimation DOM	2 417	2 445	2 699	4 470	5 010
Total estimé France entière	52 108	55 265	54 873	54 828	56 396

(e) estimé

**Tableau 8 - Dépenses brutes d'aide à l'hébergement en établissement
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	34 312	38 825	40 918	41 607	42 444
02 Aisne	35 757	36 862	38 490	40 700	43 262
03 Allier	19 885	20 224	20 479	23 871	23 846
04 Alpes de Haute-Provence	6 744	8 078	8 960	9 847	9 462
05 Hautes-Alpes	7 481	11 687	12 021	11 614	13 001
06 Alpes-maritimes	46 713	52 510	51 352	56 412	55 792
07 Ardèche	16 801	16 494	17 140	17 874	18 183
08 Ardennes	17 639	19 037	21 728	23 761	23 386
09 Ariège	8 859	8 670	9 928	11 952	12 084
10 Aube	15 451	15 018	15 352	15 244	17 032
11 Aude	21 032	21 868	22 990	24 312	23 212
12 Aveyron	22 383	23 113	23 759	25 568	27 205
13 Bouches-du-Rhône	102 752	108 257	111 698	120 768	128 120
14 Calvados	32 344	33 269	39 022	39 294	41 829
15 Cantal	12 509	12 398	13 763	15 149	15 965
16 Charente	20 139	20 598	22 259	24 303	25 583
17 Charente-Maritimes	42 452	48 573	53 717	55 501	57 438
18 Cher	16 068	16 888	20 752	21 054	22 759
19 Corrèze	22 650	22 670	24 039	25 063	25 746
2A Corse-du-Sud	4 273	4 011	5 774	5 795	7 682
2B Haute-Corse	2 586	3 156	2 800	2 822 (e)	3 616
21 Côte-d'Or	35 415	39 827	42 189	44 709	44 694
22 Côtes-d'Armor	27 295	26 108	27 383	28 549	29 049
23 Creuse	10 878	11 645	13 004	13 853	14 776
24 Dordogne	25 348	26 596	27 083	28 527	28 192
25 Doubs	32 439	34 557	37 810	40 366	44 485
26 Drôme	33 312	36 265	38 740	38 569	40 931
27 Eure	29 535	29 433	30 923	31 156	31 810
28 Eure-et-Loir	32 505	35 539	34 478	37 082	40 391
29 Finistère	72 862	58 624	73 844	78 664	81 180
30 Gard	36 420	36 215	41 827	44 277 (e)	49 556
31 Haute-Garonne	71 782	79 605	84 348	90 787	95 133
32 Gers	14 097	14 567	14 487	16 295	16 534
33 Gironde	75 903 (e)	79 451 (e)	83 275	90 009	99 423
34 Hérault	48 331	58 619	61 358	65 435 (e)	70 985
35 Ile-et-Vilaine	48 799	52 576	54 978	59 962	64 490
36 Indre	17 345	17 580	17 983	18 527	18 644
37 Indre-et-Loire	39 377	41 085	44 707	45 283	45 331
38 Isère	82 418	80 506	83 609	97 199	96 830
39 Jura	20 145	21 755	23 490	24 617	25 824
40 Landes	22 554	25 765	24 255	26 108	25 655
41 Loir-et-cher	18 571	18 790	19 932	19 867	20 656
42 Loire	53 036	54 999 (e)	58 231	61 930 (e)	65 697
43 Haute-Loire	17 559	18 473	19 787	20 684	20 437
44 Loire-Atlantique	65 122	65 360	75 187	80 111	85 439
45 Loiret	48 831	43 751	52 274	57 424	54 689
46 Lot	13 019	12 863	13 634	14 271	14 391
47 Lot-et-Garonne	26 318	26 223	26 405	26 359	29 757
48 Lozère	7 010	7 913	6 954	7 234	8 992
49 Maine-et-Loire	39 693	40 581	37 457	42 603	47 839
50 Manche	29 290	32 214	33 046	34 632	36 311
51 Marne	21 973	23 256	25 543	27 023	28 054
52 Haute-Marne	9 306	10 419	11 934	12 508	12 372

**Tableau 8 - Dépenses brutes d'aide à l'hébergement en établissement
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	21 801	21 609	21 828	21 567	24 256
54 Meurthe-et-Moselle	35 103	34 754	37 877	35 939	43 106
55 Meuse	11 847	12 773	12 791	13 433	13 698
56 Morbihan	32 835	35 329	34 304	35 813	37 961
57 Moselle	33 901	36 247	32 554	36 691	38 914
58 Nièvre	17 811	20 793	15 963	19 465	18 776
59 Nord	157 095	188 182	166 560	178 460	130 264
60 Oise	49 630	56 304	66 066	67 284	66 236
61 Orne	20 828	19 819	21 723	21 507	23 032
62 Pas-de-Calais	82 803	85 042	89 215	94 966	94 986
63 Puy-de-Dôme	38 551	39 219 (e)	41 132	44 360	51 199
64 Pyrénées-Atlantiques	33 528	34 990	40 626	45 801	46 377
65 Hautes-Pyrénées	14 405	15 907	15 282	16 001	16 213
66 Pyrénées-Orientales	22 284	23 339	24 942	26 331	27 664
67 Bas-Rhin	48 361	52 399	54 400	61 005	64 922 (e)
68 Haut-Rhin	38 831	51 688	57 158	59 201	58 744
69 Rhône	121 966	129 556	140 006	149 526	157 084
70 Haute-Saône	13 015	13 322	12 577	12 087	11 512
71 Saône-et-Loire	54 601 (e)	57 510	57 677	49 035	50 010
72 Sarthe	35 711	37 825	43 171	42 373	42 517
73 Savoie	19 195	21 858	25 998	27 666	31 125
74 Haute-Savoie	33 411	35 806	40 091	40 435	42 629
75 Paris	97 730	96 589	106 650	108 020	114 870
76 Seine-Maritime	85 649	85 786	89 623	92 615	94 504
77 Seine-et-Marne	72 375	73 624	86 437	82 696	87 171
78 Yvelines	94 476	103 985	104 573	108 128	112 151
79 Deux-Sèvres	23 400	24 309	25 461	27 381	27 771
80 Somme	33 179	35 132	31 843	36 836	41 046
81 Tarn	39 969	35 822	39 248	43 143	43 970
82 Tarn-et-Garonne	21 996	22 588	22 838	23 378	24 883
83 Var	40 362	42 929	46 877	53 518	57 732
84 Vaucluse	25 947	28 766	32 915	30 042	34 038
85 Vendée	42 925	45 128	47 972	51 593	61 404
86 Vienne	19 064	20 133	21 122	26 305	26 940
87 Haute-Vienne	27 143	33 714	35 700	37 920	40 256
88 Vosges	17 441	18 620	20 476	21 878	23 402
89 Yonne	30 146	31 817	31 629	34 586	33 697
90 Territoire de Belfort	4 438	4 435	5 154	6 168	6 646
91 Essonne	77 246	84 076	92 868	93 261	94 485
92 Hauts-de-Seine	84 891	90 716	100 649	102 397	104 493
93 Seine-Saint-Denis	78 461	93 736	86 602	94 224	112 348
94 Val-de-Marne	54 767	58 713	71 597	75 002	76 491
95 Val-d'Oise	62 130 (e)	80 219 (e)	78 071 (e)	85 910 (e)	94 131
971 Guadeloupe	15 541	10 082	10 765	11 406	12 440
972 Martinique	2 733	2 675	2 378	5 888	5 955
973 Guyane	2 068	2 149	1 926	1 999 (e)	2 089 (e)
974 Réunion	19 161	22 436	24 329	28 188	26 877
Total estimé France hors DOM	3 606 570	3 838 471	4 047 347	4 271 080	4 429 853
Estimation DOM	39 503	37 342	39 398	47 481	47 361
Total estimé France entière	3 646 073	3 875 813	4 086 745	4 318 561	4 477 214

(e) estimé

Aide sociale à l'enfance

Tableau 1 – Dépenses totales nettes d'aide sociale à l'enfance (page 80)

Tableau 2 – Dépenses totales brutes d'aide sociale à l'enfance (page 82)

Tableau 3 – Dépenses brutes totales d'allocations (page 84)

Tableau 4 – Dépenses brutes d'actions éducatives – AED et AEMO (page 86)

Tableau 5 – Dépenses brutes de prévention spécialisée (page 88)

Tableau 6 – Dépenses brutes totales de placement (page 90)

Tableau 7 – Dépenses brutes de placement familial (assistants familiaux) (page 92)

Tableau 8 – Dépenses brutes de placement en établissement (page 94)

**Tableau 1 - Dépenses totales nettes d'aide sociale à l'enfance
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	32 550	35 527	35 682	41 624	44 140
02 Aisne	50 886	54 189	56 391	56 549	58 254
03 Allier	33 046	33 316	35 603	36 607	36 932
04 Alpes de Haute-Provence	11 545	11 914	11 909	11 926	13 774
05 Hautes-Alpes	5 854	6 018	7 460	7 423	8 246
06 Alpes-maritimes	92 904	94 636	94 913	98 584	101 826
07 Ardèche	20 939	21 646	21 715	22 166	23 144
08 Ardennes	25 875	27 030	27 585	28 938	32 576
09 Ariège	11 640	15 462	12 910	13 477	13 296
10 Aube	35 393	35 741	34 976	36 614	39 011
11 Aude	33 955	35 409	37 560	34 481	38 765
12 Aveyron	21 314	22 590	23 842	24 945	25 550
13 Bouches-du-Rhône	176 618	183 090	184 086	188 492	193 358
14 Calvados	80 773	84 156	87 475	89 267	87 958
15 Cantal	11 415	11 554	11 811	11 403	12 309
16 Charente	29 797	28 857	30 419	31 104	31 925
17 Charente-Maritimes	47 405	50 751	53 401	52 522	56 745
18 Cher	37 223	34 715	32 703	32 872	31 040
19 Corrèze	13 831	14 131	14 796	16 136	16 086
2A Corse-du-Sud	6 591	6 834	10 621	6 296 (e)	6 984
2B Haute-Corse	9 468	8 136	7 506	8 497	9 877
21 Côte-d'Or	62 003	64 428	61 475	63 941	64 751
22 Côtes-d'Armor	49 104	67 262	45 383	68 727	68 522
23 Creuse	8 902 (e)	9 310	9 674	10 031	10 808
24 Dordogne	36 678	35 699	35 239	34 404	35 975
25 Doubs	39 629	39 007	41 296	42 347	44 240
26 Drôme	39 084	38 580	46 148	46 877	50 068
27 Eure	51 007	51 683	53 705	54 821	57 411
28 Eure-et-Loir	49 817	50 504	54 179	54 678	56 061
29 Finistère	82 321	79 586	91 714	90 022	90 859
30 Gard	68 255	73 708	74 762	76 783 (e)	81 872
31 Haute-Garonne	93 677	99 395	104 725	107 655 (e)	112 218
32 Gers	13 724	15 194	15 756	16 792	17 768
33 Gironde	142 451	131 605	151 213	166 520	171 043
34 Hérault	93 718	85 681 (e)	105 470	101 546 (e)	105 738
35 Ille-et-Vilaine	89 635	97 925	102 389	105 333	111 211
36 Indre	13 386	14 148	14 776	14 082	13 875
37 Indre-et-Loire	52 786	53 139	55 929	58 005	59 065
38 Isère	100 848	102 751	109 618	115 781 (e)	124 190
39 Jura	20 423	21 965	22 022	24 107	26 930
40 Landes	30 043	33 917	33 874	34 369	35 747
41 Loir-et-cher	25 193	23 888	29 107	27 858	29 194
42 Loire	81 197	86 284	95 746	94 323	97 926
43 Haute-Loire	15 349	17 933	17 372	19 057	22 109
44 Loire-Atlantique	116 255	119 828	119 008	125 504	123 610
45 Loiret	50 176	60 944	61 754	65 393	67 162
46 Lot	10 133	10 608	10 838	13 547	14 155
47 Lot-et-Garonne	33 556	37 416	38 416	40 526	41 911
48 Lozère	4 619	4 874	4 816	5 849	4 904
49 Maine-et-Loire	85 310	86 222	90 315	91 885	95 561
50 Manche	34 431	37 461	38 388	40 199	43 004
51 Marne	46 783	46 793	48 853	48 251	49 983
52 Haute-Marne	14 143	13 965 (e)	15 114	16 477	17 630

**Tableau 1 - Dépenses totales nettes d'aide sociale à l'enfance
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	22 161	23 661	25 024	25 866	27 165
54 Meurthe-et-Moselle	72 230	76 520	80 683	88 444	86 679
55 Meuse	24 599	23 947	23 943	22 394 (e)	25 460
56 Morbihan	53 706	56 330	57 439	59 346	60 714
57 Moselle	86 657	93 060	97 050	96 133	97 934
58 Nièvre	24 879	24 749	26 438	27 526	29 228
59 Nord	391 300	408 311	421 305	426 752	454 769
60 Oise	83 166	82 086	82 374	96 788	78 588
61 Orne	27 808	28 195	31 616	29 875	31 851
62 Pas-de-Calais	174 892	182 897	182 659	187 446	192 040
63 Puy-de-Dôme	43 989	45 790	48 985	47 510	51 258
64 Pyrénées-Atlantiques	61 105	59 307	62 786	65 400	66 868
65 Hautes-Pyrénées	18 982	20 281	20 663	21 337	21 438
66 Pyrénées-Orientales	34 819	36 351	36 665	37 062	37 968
67 Bas-Rhin	96 039	102 810	105 762	106 883	105 773 (e)
68 Haut-Rhin	65 826	71 760	79 853	82 569	82 918
69 Rhône	146 165	153 551	169 222	168 010	176 709
70 Haute-Saône	24 779	23 720	24 781	25 106	26 876
71 Saône-et-Loire	50 004	51 919	51 379	52 521	53 402
72 Sarthe	41 473	46 440	50 973	51 058	54 982
73 Savoie	38 316	39 951	40 386	40 592	42 412
74 Haute-Savoie	55 827	60 868	62 450	62 036	63 428
75 Paris	297 215	305 508	339 150	355 657	428 336
76 Seine-Maritime	145 981	160 968	158 515	162 320	174 023
77 Seine-et-Marne	140 725	145 716	147 527	148 356	149 526
78 Yvelines	100 110	110 872	108 657	115 457 (e)	113 265
79 Deux-Sèvres	28 642 (e)	33 383	34 537	33 729	36 356
80 Somme	60 156	59 218	61 328	63 890	65 835
81 Tarn	34 044	36 085	36 680	37 536	37 174
82 Tarn-et-Garonne	20 216	20 650	22 109	23 187	25 675
83 Var	69 577	70 444	78 188	79 344	83 490
84 Vaucluse	47 223	52 609	53 788	55 572	56 194
85 Vendée	34 563	36 953	39 181	40 552	42 643
86 Vienne	32 406	33 039	35 417	36 662 (e)	37 910
87 Haute-Vienne	33 602	36 470	35 791	35 048	34 299
88 Vosges	28 727	33 454	34 612	34 424	37 077
89 Yonne	40 906	43 920	45 469	45 679	46 400
90 Territoire de Belfort	11 155	11 498	11 984	10 972	11 165
91 Essonne	157 520	161 645	158 627	165 065	166 335
92 Hauts-de-Seine	157 466	174 082	174 153	161 566	171 916
93 Seine-Saint-Denis	201 737	279 394	296 312	311 457	311 159
94 Val-de-Marne	104 451	107 545	113 373	126 720	121 932
95 Val-d'Oise	98 048	105 946	109 314	111 371	111 206
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	54 955	53 855
972 Martinique	47 290	48 725	48 457	50 715	51 494
973 Guyane	21 825	23 496	19 188	29 313 (e)	27 882 (e)
974 Réunion	75 274	79 375	79 835	81 983	86 225
Total estimé France hors DOM	5 926 851	6 259 310	6 509 592	6 700 832	6 957 671
Estimation DOM	186 429	205 672	202 181	216 966	219 456
Total estimé France entière	6 113 280	6 464 983	6 711 772	6 917 798	7 177 127

(e) estimé

**Tableau 2 - Dépenses totales brutes d'aide sociale à l'enfance
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	33 445	36 449	36 395	42 749	45 022
02 Aisne	52 460	55 760	57 812	58 364	59 836
03 Allier	34 174	34 727	36 447	37 792	38 164
04 Alpes de Haute-Provence	11 742	12 108	12 094	12 173	13 998
05 Hautes-Alpes	5 896	6 075	7 499	7 480	8 301
06 Alpes-maritimes	93 303	95 481	95 904	99 094	102 343
07 Ardèche	21 198	22 507	22 374	22 857	23 708
08 Ardennes	26 089	27 395	27 938	29 467	33 200
09 Ariège	13 291	15 958	13 877	13 990	13 744
10 Aube	35 936	36 229	35 419	37 134	39 666
11 Aude	34 276	36 337	38 323	35 622	39 578
12 Aveyron	22 130	23 227	24 519	25 828	26 219
13 Bouches-du-Rhône	178 873	184 875	186 310	190 418	196 263
14 Calvados	82 419	85 475	89 015	91 103	89 685
15 Cantal	11 565	12 011	12 041	11 784	12 531
16 Charente	29 873	28 927	30 524	31 280	32 386
17 Charente-Maritimes	48 843	51 335	54 098	54 066	57 390
18 Cher	37 816	35 309	33 859	33 623	31 587
19 Corrèze	14 139	14 442	15 120	16 476	16 512
2A Corse-du-Sud	6 615	6 857	10 643	6 330	7 000
2B Haute-Corse	9 671	8 300	7 558	8 526	9 908
21 Côte-d'Or	62 474	65 032	62 008	64 539	65 550
22 Côtes-d'Armor	50 192	68 446	46 561	70 005	69 899
23 Creuse	9 164	9 494	9 845	10 330	11 094
24 Dordogne	36 941	35 978	35 643	35 209	36 472
25 Doubs	40 374	39 506	41 617	43 107	44 733
26 Drôme	39 519	39 056	46 534	47 571	50 701
27 Eure	51 863	52 623	54 940	56 003	58 349
28 Eure-et-Loir	50 840	51 934	55 321	55 690	57 180
29 Finistère	84 549	81 968	93 545	92 635	92 524
30 Gard	68 703	74 140	75 190	77 293	82 367
31 Haute-Garonne	94 789	101 216	106 030	109 564	114 087
32 Gers	13 973	15 420	16 107	17 011	17 914
33 Gironde	144 420	133 353	152 893	168 708	172 837
34 Hérault	94 894	86 920 (e)	107 539	104 041	108 903
35 Ille-et-Vilaine	90 641	98 908	103 309	106 891	112 408
36 Indre	14 368	14 899	15 430	15 115	14 594
37 Indre-et-Loire	53 641	54 154	57 238	58 969	60 357
38 Isère	102 496	104 184	110 894	117 401	125 051
39 Jura	20 933	22 227	22 340	24 485	27 259
40 Landes	33 416	34 669	34 544	35 523	37 033
41 Loir-et-cher	25 863	24 477	29 941	28 561	29 737
42 Loire	81 539	86 569	96 162	94 970	98 390
43 Haute-Loire	15 605	18 210	17 630	19 328	22 447
44 Loire-Atlantique	117 356	121 200	120 301	127 685	124 704
45 Loiret	51 494	62 072	62 779	66 751	68 031
46 Lot	10 535	11 070	11 300	14 047	14 756
47 Lot-et-Garonne	33 861	37 821	38 807	41 058	42 347
48 Lozère	4 629	4 891	4 861	5 867	4 913
49 Maine-et-Loire	86 419	87 540	92 247	93 329	96 972
50 Manche	35 171	38 416	39 692	41 322	43 834
51 Marne	48 234	48 115	50 492	49 877	51 684
52 Haute-Marne	14 936	14 780	15 846	17 467	18 413

**Tableau 2 - Dépenses totales brutes d'aide sociale à l'enfance
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	22 769	24 039	25 622	26 471	27 707
54 Meurthe-et-Moselle	73 135	77 230	81 519	89 481	87 769
55 Meuse	25 106	24 309	24 423	22 931	26 134
56 Morbihan	54 562	57 161	58 177	60 161	61 679
57 Moselle	87 380	93 754	97 946	96 943	98 755
58 Nièvre	25 928	25 946	27 368	28 873	30 343
59 Nord	394 973	412 273	425 286	435 069	460 003
60 Oise	84 202	83 643	83 579	98 033	80 109
61 Orne	28 792	29 293	32 686	31 255	32 945
62 Pas-de-Calais	178 956	185 590	185 120	191 402	195 541
63 Puy-de-Dôme	44 780	46 340	49 738	49 270	52 204
64 Pyrénées-Atlantiques	61 667	60 015	63 523	66 308	68 139
65 Hautes-Pyrénées	20 624	22 145	22 493	23 299	23 425
66 Pyrénées-Orientales	35 265	36 767	37 291	37 820	38 629
67 Bas-Rhin	96 981	103 676	108 948	109 543	109 267 (e)
68 Haut-Rhin	66 297	72 146	80 574	83 213	83 861
69 Rhône	147 266	155 745	171 043	170 530	180 091
70 Haute-Saône	25 083	23 912	25 003	25 557	27 413
71 Saône-et-Loire	50 763	52 541	52 065	53 291	54 059
72 Sarthe	43 166	48 657	51 791	52 183	55 723
73 Savoie	38 763	40 365	40 659	41 000	42 972
74 Haute-Savoie	56 438	61 317	63 564	63 162	64 110
75 Paris	301 194	312 056	341 971	365 483	433 714
76 Seine-Maritime	147 321	162 311	160 219	164 588	175 913
77 Seine-et-Marne	143 338	148 163	150 992	151 639	152 094
78 Yvelines	104 229	113 956	111 003	117 840	115 427
79 Deux-Sèvres	28 979	33 695	34 716	34 150	36 670
80 Somme	61 098	60 986	62 457	64 660	66 687
81 Tarn	34 560	36 504	37 035	37 938	37 715
82 Tarn-et-Garonne	20 662	21 186	22 566	23 753	26 381
83 Var	70 583	71 001	78 925	80 226	84 478
84 Vaucluse	48 213	53 463	55 130	57 049	56 776
85 Vendée	35 116	37 555	39 827	41 401	43 405
86 Vienne	33 439	33 812	36 227	37 409	38 454
87 Haute-Vienne	33 908	36 798	36 062	35 440	34 626
88 Vosges	29 382	34 054	35 336	35 395	37 844
89 Yonne	41 601	45 252	46 237	46 459	47 096
90 Territoire de Belfort	11 433	11 714	12 302	11 313	11 500
91 Essonne	159 001	162 740	159 616	166 874	169 669
92 Hauts-de-Seine	164 784	181 546	182 104	171 886	180 878
93 Seine-Saint-Denis	225 378	301 842	321 799	336 840	339 842
94 Val-de-Marne	106 913	110 034	115 556	158 150	160 391
95 Val-d'Oise	100 149	107 486	111 065	112 804	113 530
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	55 200	54 463
972 Martinique	47 782	49 130	49 211	51 394	52 017
973 Guyane	22 042	23 649	21 164	29 832	28 438 (e)
974 Réunion	76 735	80 744	81 421	88 956	88 969
Total estimé France hors DOM	6 051 767	6 382 090	6 634 917	6 883 600	7 136 548
Estimation DOM	188 602	207 599	206 496	225 381	223 887
Total estimé France entière	6 240 368	6 589 689	6 841 413	7 108 981	7 360 435

(e) estimé

Ta-
bleau
3 -
Dé-

penses brutes totales d'allocations
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	908	1 099	959	1 347	3 528
02 Aisne	1 309	2 098	1 298	1 285	1 311
03 Allier	4 861	4 895	4 802	4 804	4 909
04 Alpes de Haute-Provence	356	339	382	380	413
05 Hautes-Alpes	454	408	522	511	395
06 Alpes-maritimes	3 136	2 926	2 806	3 006	3 074
07 Ardèche	1 147	1 226	1 157	1 179	1 252
08 Ardennes	1 680	1 641	1 558	1 537	1 662
09 Ariège	365	496	525	441	447
10 Aube	1 549	1 744	1 706	1 625	1 647
11 Aude	626	490	477	548	484
12 Aveyron	1 126	1 057	1 022	998	1 010
13 Bouches-du-Rhône	6 260	5 781	8 997	9 560	6 909
14 Calvados	7 957	8 086	7 911	7 985	7 470
15 Cantal	239	235	256	259	283
16 Charente	1 896	1 412	1 394	1 356	1 549
17 Charente-Maritimes	1 443	2 142	2 150	2 233	1 923
18 Cher	2 903	3 079	3 361	2 953	2 339
19 Corrèze	650	642	663	651	640
2A Corse-du-Sud	848	834 (e)	912	511	915
2B Haute-Corse	708	412	361	310	298
21 Côte-d'Or	1 915	1 746	1 864	2 154	2 036
22 Côtes-d'Armor	3 110	3 227	3 061	3 097	3 323
23 Creuse	761	817	803	600	607
24 Dordogne	1 031	985	1 018	980	986
25 Doubs	1 482	1 535	1 492	1 517	1 595
26 Drôme	1 650	2 239	1 948	2 033	1 935
27 Eure	2 452	2 410	2 191	2 254	2 442
28 Eure-et-Loir	1 766	1 936 (e)	1 627	1 585	1 851
29 Finistère	5 724	7 096	11 351	11 311	6 788
30 Gard	3 353	3 791	3 046	3 642	2 769
31 Haute-Garonne	3 791	3 930	3 878	4 135	4 136
32 Gers	570	605	644	678	682
33 Gironde	11 865	12 186	11 969	9 321	20 696
34 Hérault	4 677	4 624 (e)	5 676	4 888	4 953
35 Ille-et-Vilaine	4 124	4 676	4 355	4 619	5 062
36 Indre	382	377	365	367	360
37 Indre-et-Loire	1 796	1 828	1 179	1 735	1 836
38 Isère	5 726	6 234	8 853	6 854	7 400
39 Jura	1 359	1 382	791	805	1 341
40 Landes	3 368	3 156	3 008	3 309	3 569
41 Loir-et-cher	1 141	1 146	689	1 098	1 148
42 Loire	1 972	2 035	2 041	1 959	1 959
43 Haute-Loire	549	489	322	355	354
44 Loire-Atlantique	5 320	5 804	4 437	4 012	4 253
45 Loiret	1 343	1 178	1 124	1 055	4 471
46 Lot	702	600	585	717	666
47 Lot-et-Garonne	707	892	1 001	1 966	1 977
48 Lozère	203	192	190	187	158
49 Maine-et-Loire	4 304	4 245	3 400	3 124	3 110
50 Manche	1 277	1 349	1 428	1 452	1 560
51 Marne	904	948	999	975	978
52 Haute-Marne	526	492	574	530	603

**Tableau 3 - Dépenses brutes totales d'allocations
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	798	820	716	763	797
54 Meurthe-et-Moselle	3 389	3 802	2 609	3 110	3 046
55 Meuse	581	483	547	532	501
56 Morbihan	6 748	6 999	7 418	8 103	8 513
57 Moselle	1 203	1 497	878	841	910
58 Nièvre	1 703	1 830	1 338	1 134	814
59 Nord	11 562	11 466	10 561	10 706	11 735
60 Oise	1 361	1 797	2 166	2 166 (e)	1 275
61 Orne	832	729	735	758	735
62 Pas-de-Calais	3 812	5 044	8 586	8 824	25 003
63 Puy-de-Dôme	816	1 074	2 050	1 005	1 015
64 Pyrénées-Atlantiques	2 848	2 629	2 684	3 103	3 137
65 Hautes-Pyrénées	2 076	2 249	2 465	2 454	1 519
66 Pyrénées-Orientales	1 481	1 496	1 436	1 350	1 425
67 Bas-Rhin	1 695	1 717	1 824	1 968	2 086 (e)
68 Haut-Rhin	1 357	2 287	2 258	2 606	3 744
69 Rhône	6 945	6 980	6 906	6 417	6 404
70 Haute-Saône	572	592	575	660	1 118
71 Saône-et-Loire	1 493	1 565	1 424	1 438	1 531
72 Sarthe	571	1 630	1 583	1 670	1 756
73 Savoie	1 526	1 555	1 582	1 657	1 534
74 Haute-Savoie	3 498	2 516	2 226	2 045	2 259
75 Paris	31 025	33 652	37 395	45 153	39 746
76 Seine-Maritime	6 575	8 719	8 841	9 109	8 378
77 Seine-et-Marne	9 575	9 768	8 531	8 355	8 323
78 Yvelines	2 609	2 747	3 067	3 075	2 324
79 Deux-Sèvres	1 235	678	684	703	926
80 Somme	4 146	4 460	4 736	5 317	5 924
81 Tarn	544	708	575	566	591
82 Tarn-et-Garonne	744	771	842	922	1 037
83 Var	3 709	3 832	3 584	3 716	3 739
84 Vaucluse	2 124	1 416	1 320	1 353	1 421
85 Vendée	777	726	695	710	648
86 Vienne	1 980	1 761	1 744	1 820 (e)	1 649
87 Haute-Vienne	1 547	1 963	2 428	1 942	2 328
88 Vosges	1 835	1 614	1 535	1 516	1 532
89 Yonne	1 701	1 548	1 446	1 400	1 240
90 Territoire de Belfort	587	701	619	653	629
91 Essonne	5 268	5 220	4 439	4 646	4 526
92 Hauts-de-Seine	4 403	3 956	3 709	2 995	2 282
93 Seine-Saint-Denis	15 871	19 466	18 742	18 674	17 818
94 Val-de-Marne	19 008	19 611	17 928	16 314	16 170
95 Val-d'Oise	4 108	6 300	7 065	7 829	7 528
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	3 189	3 666
972 Martinique	1 047	928	1 061	1 039	1 131
973 Guyane	1 277	1 286	2 931	3 736 (e)	5 888 (e)
974 Réunion	2 614	2 795	2 770	3 011	2 904
Total estimé France hors DOM	296 507	315 565	321 621	326 869	347 682
Estimation DOM	5 389	8 277	10 861	10 975	13 589
Total estimé France entière	301 896	323 842	332 482	337 845	361 271

(e) estimé

**Tableau 4 - Dépenses brutes d'actions éducatives - AED et AEMO
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	2 026	2 061	2 076	1 988	2 020
02 Aisne	4 047	3 589	3 508	3 782	3 768
03 Allier	1 567	1 697	1 525	1 384	1 539
04 Alpes de Haute-Provence	1 681	1 586	1 651	1 840	1 938
05 Hautes-Alpes	597	588 (e)	585	768	700
06 Alpes-maritimes	10 875	10 721	10 987	10 113	9 862
07 Ardèche	350	435	660	748	781
08 Ardennes	1 881	1 761	1 912	2 293	2 490
09 Ariège	38	38	33	48	35
10 Aube	634	758	586	461	737
11 Aude	2 277	2 286	2 549	2 420	2 382
12 Aveyron	1 462	1 638	1 852	2 158	2 637
13 Bouches-du-Rhône	14 685	15 112	12 687	12 959	13 648
14 Calvados	10 274	10 536	10 487	10 839	9 773
15 Cantal	1 827	1 924	2 159	2 180	2 466
16 Charente	15	31	30	29	34
17 Charente-Maritimes	1 791	1 903	1 781	1 836	1 085
18 Cher	1 495	1 528	1 551	1 633	1 750
19 Corrèze	387	435	388	183	284
2A Corse-du-Sud	2	0	0	0	800
2B Haute-Corse	671	562	595	613	650
21 Côte-d'Or	3 994	3 139	3 315	3 230	3 450
22 Côtes-d'Armor	0	0	0	0	0
23 Creuse	777	759	816	837	879
24 Dordogne	1 705	1 703	1 749	1 799	1 816
25 Doubs	1 838	1 844	1 867	2 046	2 136
26 Drôme	3 632	3 945	4 414	4 315	4 175
27 Eure	3 357	3 520	3 615	3 670	3 715
28 Eure-et-Loir	2 228	2 260	2 361	2 840	3 211
29 Finistère	4 206	4 392	4 317	4 348	5 014
30 Gard	2 638	2 943	2 773	3 230	3 273
31 Haute-Garonne	6 463	7 345	6 591	6 859	7 320
32 Gers	14	15	19	69	48
33 Gironde	11 577	12 280	12 452	13 324	13 479
34 Hérault	1 650	1 178 (e)	2 059	2 216 (e)	2 736 (e)
35 Ille-et-Vilaine	6 204	6 700	7 145	7 565	8 228
36 Indre	1 239	1 387	1 372	1 237	1 302
37 Indre-et-Loire	2 618	2 789	2 849	2 954	2 998
38 Isère	5 417	5 979	6 022	7 770	8 581
39 Jura	1 247	1 290	1 279	1 341	1 379
40 Landes	1 734	1 668	1 364	1 743	1 662
41 Loir-et-cher	2 461	2 817	3 001	2 963	3 067
42 Loire	9 271	8 500	9 322	9 550	9 528
43 Haute-Loire	944	923	1 145	1 147	1 192
44 Loire-Atlantique	8 840	9 885	10 864	13 410	8 332
45 Loiret	5 309	4 197	2 760	3 029	4 319
46 Lot	1 353	1 365	1 374	1 317	1 523
47 Lot-et-Garonne	2 015	2 119	2 180	2 263	2 245
48 Lozère	403	451	437	436	583
49 Maine-et-Loire	4 438	4 436	4 541	4 653	4 590
50 Manche	2 794	2 905	2 994	3 058	2 906
51 Marne	1 811	1 848	2 282	2 400	2 688
52 Haute-Marne	803	746	615	881	797

**Tableau 4 - Dépenses brutes d'actions éducatives - AED et AEMO
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	1 874	1 813	2 026	2 429	2 819
54 Meurthe-et-Moselle	8 742	6 751	7 155	6 959	6 985
55 Meuse	1 592	1 619	1 570	1 592	1 663
56 Morbihan	3 528	4 244	4 712	4 840	4 762
57 Moselle	4 280	4 312	5 015	4 728	5 205
58 Nièvre	1 441	1 155	2 098	1 549	1 234
59 Nord	24 094	24 120	25 559	27 705	27 933
60 Oise	4 848	5 157	4 946	5 323	5 323 (e)
61 Orne	2 341	2 236	2 271	2 291	2 628
62 Pas-de-Calais	6 872	7 242	7 321	7 754	7 909
63 Puy-de-Dôme	5 688	6 642	4 800	5 183	5 213
64 Pyrénées-Atlantiques	4 094	3 905	3 815	4 060	4 006
65 Hautes-Pyrénées	1 066	1 076	1 157	1 158	1 228
66 Pyrénées-Orientales	2 507	2 508	2 546	2 620	2 890
67 Bas-Rhin	3 683	3 458	3 536	3 516	3 519 (e)
68 Haut-Rhin	5 719	5 442	7 040	6 130	7 268
69 Rhône	13 204	13 764	12 869	12 508	12 420
70 Haute-Saône	2 503	2 495	2 452	2 569	2 592
71 Saône-et-Loire	2 104	2 148	2 143	2 286	2 597
72 Sarthe	2 921	2 992	3 220	3 730	3 699
73 Savoie	1 373	1 348	1 441	1 489	1 504
74 Haute-Savoie	153	2 812	2 783	2 913	2 973
75 Paris	27 569	22 687	23 596	22 896	24 577
76 Seine-Maritime	12 280	11 004	10 759	11 963	12 218
77 Seine-et-Marne	7 886	8 405	8 268	8 853	9 631
78 Yvelines	4 932	4 902	4 650	5 598	4 946
79 Deux-Sèvres	1 029	1 065	1 065	1 161	1 280
80 Somme	4 556	4 307	4 684	4 625	4 778
81 Tarn	1 273	1 890	1 793	1 286	1 817
82 Tarn-et-Garonne	1 324	1 213	1 189	1 155	1 168
83 Var	5 335	5 491	4 864	4 663	4 786
84 Vaucluse	2 306	2 698	3 417	2 956	3 080
85 Vendée	3 233	3 623	3 905	4 014	4 068
86 Vienne	1 173	1 296	1 694	2 039	2 188
87 Haute-Vienne	1 166	1 320	1 317	1 220	1 208
88 Vosges	2 191	2 593	2 701	2 373	2 518
89 Yonne	1 799	1 935	1 914	1 843	1 820
90 Territoire de Belfort	7	24	21	8	83
91 Essonne	10 247	9 393	10 116	10 104	10 412
92 Hauts-de-Seine	15 647	15 977	16 672	14 803	15 436
93 Seine-Saint-Denis	8 468	9 362	9 695	10 063	9 008
94 Val-de-Marne	4 755	4 777	5 354	5 879	5 559
95 Val-d'Oise	6 929	7 062	7 342	7 017	7 515
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	13	2 197
972 Martinique	1 537	1 451	1 463	1 517	1 562
973 Guyane	0	0	0	3 736	3 736 (e)
974 Réunion	3 945	4 265	3 881	5 142	5 100
Total estimé France hors DOM	390 296	392 782	400 983	412 623	421 019
Estimation DOM	6 995	7 012	6 569	10 409	12 595
Total estimé France entière	397 291	399 794	407 551	423 032	433 614

(e) estimé

**Tableau 5 - Dépenses brutes de prévention spécialisée
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	2 065	2 084	2 093	2 114	2 152
02 Aisne	785	766	829	868	875
03 Allier	1 028	1 062	1 028	999	1 057
04 Alpes de Haute-Provence	578	479	485	482	485
05 Hautes-Alpes	120	0	120	120	129
06 Alpes-maritimes	5 276	5 219	5 450	5 243	5 205
07 Ardèche	925	840	658	655	633
08 Ardennes	575	563	594	586	572
09 Ariège	0	0	0	0	0
10 Aube	1 512	1 546	1 341	1 467	1 533
11 Aude	484	489	357	383	392
12 Aveyron	0	767	2	2	0
13 Bouches-du-Rhône	9 594	11 127	10 923	11 407	13 841
14 Calvados	1 704	1 667	1 609	1 542	1 525
15 Cantal	505	514	602	627	602
16 Charente	823	849	920	915	932
17 Charente-Maritimes	1 213	1 808	954	949	848
18 Cher	646	579	662	658	669
19 Corrèze	0	0	0	0	0
2A Corse-du-Sud	554	686	780	569	0
2B Haute-Corse	657	2	0	0	0
21 Côte-d'Or	3 107	3 176	2 007	2 193	1 900
22 Côtes-d'Armor	299	306	307	318	576
23 Creuse	0	0	0	0	0
24 Dordogne	1 628	1 630	1 650	1 670	1 686
25 Doubs	1 749	1 632	2 075	2 145	2 200
26 Drôme	2 214	1 064	1 621	1 692	1 784
27 Eure	491	493	295	178	193
28 Eure-et-Loir	1 642	1 824	1 748	1 550	1 892
29 Finistère	1 881	1 917	1 952	1 971	2 016
30 Gard	1 043	1 165	1 166	1 259	1 579
31 Haute-Garonne	3 422	3 535	3 457	3 486	3 461
32 Gers	130	130	130	130	135
33 Gironde	7 754	7 822	7 341	7 886	7 633
34 Hérault	868	1 218	1 437	1 530	1 936
35 Ille-et-Vilaine	3 220	3 206	3 215	3 207	3 244
36 Indre	77	67	64	84	77
37 Indre-et-Loire	1 113	1 170	684	700	705
38 Isère	5 939	6 144	6 578	6 701	6 794
39 Jura	147	147	154	170	183
40 Landes	0	0	0	0	0
41 Loir-et-cher	974	1 006	1 499	493	477
42 Loire	3 864	3 990	4 186	3 971	3 949
43 Haute-Loire	90	0	90	0	0
44 Loire-Atlantique	2 727	2 250	2 250	2 398	2 465
45 Loiret	1 984	2 017	2 006	2 158	1 936
46 Lot	828	775	750	666	0
47 Lot-et-Garonne	656	706	706	688	725
48 Lozère	85	90	93	68	0
49 Maine-et-Loire	2 243	2 406	2 448	2 464	2 469
50 Manche	42	43	27	26	29
51 Marne	550	594	1 153	652	706
52 Haute-Marne	232	282	242	280	280

**Tableau 5 - Dépenses brutes de prévention spécialisée
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	274	292	310	307	331
54 Meurthe-et-Moselle	1 956	2 026	3 665	3 526	3 170
55 Meuse	437	455	416	418	448
56 Morbihan	545	736	661	573	802
57 Moselle	6 272	6 514	6 640	6 562	6 514
58 Nièvre	8	23	30	30	40
59 Nord	17 488	19 860	18 589	17 994	18 473
60 Oise	733	726	611	594	638
61 Orne	148	151	141	71	0
62 Pas-de-Calais	2 622	2 693	2 725	2 695	2 694
63 Puy-de-Dôme	601	ND	715	715 (e)	1 554
64 Pyrénées-Atlantiques	3 894	3 939	4 169	4 185	4 218
65 Hautes-Pyrénées	249	258	251	263	280
66 Pyrénées-Orientales	ND	ND	0	0	0
67 Bas-Rhin	4 639	4 512	4 641	4 793	4 896 (e)
68 Haut-Rhin	2 536 (e)	2 405	2 433	2 202	2 354
69 Rhône	7 170	7 108	7 301	7 343	7 305
70 Haute-Saône	653	670	958	873	899
71 Saône-et-Loire	815	820	788	830	835
72 Sarthe	1 717	1 703	1 729	1 756	1 765
73 Savoie	1 910	2 004	2 078	2 106	2 114
74 Haute-Savoie	4 550	4 367	4 350	4 455	4 492
75 Paris	24 149	24 291	25 448	25 445	25 451
76 Seine-Maritime	7 139	7 146	7 216	7 257	6 889
77 Seine-et-Marne	6 436	6 594	6 608	6 529	6 286
78 Yvelines	5 925 (e)	6 156	7 167	7 022	6 825
79 Deux-Sèvres	33	0	0	0	0
80 Somme	1 298	1 259	1 332	1 351	1 359
81 Tarn	0	11	9	10	0
82 Tarn-et-Garonne	ND	ND	ND	ND	0
83 Var	5 790	5 641	5 484	5 515	5 255
84 Vaucluse	1 930	2 184	2 598	2 284	2 269
85 Vendée	4 904	221	220	244	220
86 Vienne	800	1 493	1 859	1 134 (e)	756
87 Haute-Vienne	1 017	1 100	1 118	1 186	1 171
88 Vosges	1 003	1 219	1 342	1 170	1 172
89 Yonne	799	821	556	556	593
90 Territoire de Belfort	243	146	100	129	124
91 Essonne	8 792	8 851	8 710	10 271	8 951
92 Hauts-de-Seine	11 003	10 863	11 112	11 171	11 084
93 Seine-Saint-Denis	13 173	12 987	13 141	13 426	13 383
94 Val-de-Marne	8 609	8 646	9 075	9 292	9 591
95 Val-d'Oise	7 683	7 722	7 941	8 094	8 855
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	8 309	8 086
972 Martinique	1 804	1 833	1 842	1 852	1 852
973 Guyane	0 (e)	0 (e)	879 (e)	879 (e)	879 (e)
974 Réunion	120	111	100	116	682
Total estimé France hors DOM	249 985	250 461	254 972	254 697	256 535
Estimation DOM	7 810	9 463	10 619	11 155	11 499
Total estimé France entière	257 796	259 924	265 591	265 852	268 034

(e) estimé

Tableau 6 - Dépenses brutes totales de placement*
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	28 425	31 183	31 226	35 949	35 504
02 Aisne	43 255	46 696	49 828	49 929	50 723
03 Allier	25 558	25 939	27 551	28 305	28 853
04 Alpes de Haute-Provence	8 507	8 979	8 754	8 645	10 268
05 Hautes-Alpes	4 353	4 858	5 887	5 677	6 627
06 Alpes-maritimes	72 100	74 689	74 673	76 411	80 298
07 Ardèche	17 866	18 951	18 986	19 244	19 732
08 Ardennes	19 124	21 751	20 647	21 452	26 774
09 Ariège	12 437	12 815	13 017	13 432	13 186
10 Aube	29 889	29 073	27 561	29 596	32 134
11 Aude	30 660 (e)	32 895 (e)	34 508 (e)	32 202 (e)	34 485
12 Aveyron	17 573	18 702	19 496	20 188	20 403
13 Bouches-du-Rhône	138 499	143 547	143 471	146 684	150 972
14 Calvados	61 168	63 389	66 501	68 446	69 519
15 Cantal	8 739	9 077	8 866	8 535	9 011
16 Charente	26 504	25 141	27 477	27 928	28 895
17 Charente-Maritimes	36 036	35 292	37 883	39 310	49 507
18 Cher	25 317	22 311	21 071	20 810	19 103
19 Corrèze	12 239	12 577	13 261	14 952	15 163
2A Corse-du-Sud	4 709	4 976	5 432	5 203	4 928
2B Haute-Corse	7 208	6 232 (e)	5 648	6 555	7 868
21 Côte-d'Or	52 641	55 686	54 279	56 716	57 971
22 Côtes-d'Armor	41 314	47 329	37 420	49 035	51 919
23 Creuse	7 233	7 189	7 354	7 991	9 041
24 Dordogne	30 464	29 660	29 248	28 588	29 653
25 Doubs	26 203	25 987	27 944	29 335	30 536
26 Drôme	29 738	30 422	33 693	35 220	38 552
27 Eure	42 662	42 839	45 061	46 055	48 119
28 Eure-et-Loir	44 289	45 069	48 023	48 396	49 996
29 Finistère	56 986	64 814	66 001	71 024	76 947
30 Gard	57 404	61 706	64 136	64 464	68 921
31 Haute-Garonne	76 831	83 163	90 854	91 068	95 231
32 Gers	11 844	12 984	12 657	13 209	13 854
33 Gironde	97 583	100 698 (e)	103 957	120 134	112 134
34 Hérault	80 335	79 900 (e)	90 043	85 987	94 834
35 Ille-et-Vilaine	72 986	80 443	85 120	89 236	93 224
36 Indre	11 298	11 371	12 143	11 904	11 482
37 Indre-et-Loire	39 059	40 095	45 043	44 480	45 092
38 Isère	84 300	84 749	84 546	89 694	97 194
39 Jura	16 421	16 959	17 510	19 395	23 139
40 Landes	27 623	29 007	28 437	29 019	30 244
41 Loir-et-cher	19 862	19 140	24 320	22 689	23 794
42 Loire	61 670	68 534	76 553	73 212	76 230
43 Haute-Loire	13 204	14 349	15 513	15 408	18 161
44 Loire-Atlantique	95 063	97 030	97 847	104 866	101 798
45 Loiret	39 653	40 960	41 675	44 528	41 711
46 Lot	7 115	7 575	7 751	10 417	9 466
47 Lot-et-Garonne	29 960	32 226	34 134	35 601	36 828
48 Lozère	3 715	3 824	3 744	4 004	3 588
49 Maine-et-Loire	68 809	69 759	74 744	76 555	79 822
50 Manche	28 760	31 477	32 560	33 804	35 987
51 Marne	41 908	42 927	43 483	43 077	41 213
52 Haute-Marne	12 285	12 955	13 443	14 768	15 375

Tableau 6 - Dépenses brutes totales de placement*
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	18 176	19 090	20 517	20 977	20 656
54 Meurthe-et-Moselle	47 610	50 768	67 798	75 613	74 281
55 Meuse	21 139	20 468	20 711	19 283	21 691
56 Morbihan	36 546	38 028	38 180	39 414	40 129
57 Moselle	71 900	77 788	81 173	80 486	83 040
58 Nièvre	22 725	22 900	23 705	25 012	26 696
59 Nord	318 750	330 153	338 586	345 495	363 922
60 Oise	74 564	74 023	74 861	75 730 (e)	69 437
61 Orne	22 774	24 654	25 585	24 871	25 990
62 Pas-de-Calais	157 595	162 072	156 966	162 490	149 183
63 Puy-de-Dôme	35 300	36 687	39 337	38 636	41 238
64 Pyrénées-Atlantiques	48 058	46 981	50 289	52 716	53 212
65 Hautes-Pyrénées	14 217	14 925	15 296	15 741	18 278
66 Pyrénées-Orientales	29 753	30 507	31 047	31 743	32 025
67 Bas-Rhin	82 651	88 774	93 564	95 621	98 766 (e)
68 Haut-Rhin	56 136	59 038	67 369	68 292	66 870
69 Rhône	112 128	120 210	122 182	137 849	137 185
70 Haute-Saône	20 889	19 730	19 421	20 590	21 640
71 Saône-et-Loire	42 817	44 284	44 499	44 878	46 666
72 Sarthe	35 916	37 306	40 090	40 761	44 148
73 Savoie	29 660	30 937	30 972	30 963	32 597
74 Haute-Savoie	45 419	48 527	51 299	52 712	52 873
75 Paris	199 326	207 672	227 538	265 742	276 827
76 Seine-Maritime	108 115	125 953	123 166	128 922	138 047
77 Seine-et-Marne	107 648	109 627	115 568	116 157	115 188
78 Yvelines	85 592	92 733	91 528	97 385	95 724
79 Deux-Sèvres	25 566	26 996	26 804	30 041	30 591
80 Somme	50 588	50 355	51 190	52 995	54 223
81 Tarn	30 937	32 463	33 336	34 297	33 794
82 Tarn-et-Garonne	17 981	18 553	19 958	20 989	23 369
83 Var	53 660	53 865	56 003	57 115	67 082
84 Vaucluse	38 903	43 730	44 331	46 711	45 170
85 Vendée	22 469	24 759	26 641	27 796	35 429
86 Vienne	28 931	27 766	29 417	29 728	30 730
87 Haute-Vienne	27 830	29 321	29 553	30 043	28 918
88 Vosges	23 485	27 602	27 868	29 272	31 459
89 Yonne	34 128	38 891	39 967	41 388	41 526
90 Territoire de Belfort	9 497	9 932	10 497	9 631	9 838
91 Essonne	112 788	116 369	113 229	117 359	121 227
92 Hauts-de-Seine	123 208	124 244	118 251	111 718	118 902
93 Seine-Saint-Denis	159 818	167 220	178 741	195 569	199 543
94 Val-de-Marne	71 637	74 624	80 531	86 397	93 702
95 Val-d'Oise	62 944	69 258	72 607 (e)	75 429	76 987
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	36 875	35 574
972 Martinique	30 064	30 770	32 267	34 024	42 558
973 Guyane	20 744	22 339	17 266	17 907	17 935 (e)
974 Réunion	64 719	69 010	71 132	75 057	77 893
Total estimé France hors DOM	4 699 158	4 909 685	5 081 149	5 293 891	5 464 811
Estimation DOM	149 719	161 209	162 243	163 863	173 960
Total estimé France entière	4 848 877	5 070 894	5 243 392	5 457 755	5 638 771

* Comprend les dépenses de placement en établissements, les dépenses de placement familial et les autres frais de placement.

(e) estimé

**Tableau 7 - Dépenses brutes de placement familial (assistants familiaux)
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	5 684	8 384	7 455	11 367	10 339
02 Aisne	25 193	25 809	26 823	27 502	29 317
03 Allier	14 026	14 334	14 578	14 463	14 745
04 Alpes de Haute-Provence	3 099	3 353	3 495	3 921	4 090
05 Hautes-Alpes	1 178	1 273	1 290	1 430	1 672
06 Alpes-maritimes	13 796	14 283	15 585	15 949	17 914
07 Ardèche	8 317	8 541	8 850	9 288	9 720
08 Ardennes	11 378	10 151	12 401	12 969	13 591
09 Ariège	7 942	8 079	8 066	8 457	8 588
10 Aube	10 679	11 388	10 665	11 241	12 085
11 Aude	14 690 (e)	16 358 (e)	17 519 (e)	15 229	15 609
12 Aveyron	8 795	9 227	9 354	9 734	9 625
13 Bouches-du-Rhône	26 944	26 589	27 611	28 087	28 598
14 Calvados	30 798	32 690	33 826	34 008	34 025
15 Cantal	3 197	3 395	3 487	3 397	3 475
16 Charente	11 668	11 947	13 716	13 899	14 741
17 Charente-Maritimes	19 359	18 332	20 374	20 467	23 303
18 Cher	17 970	15 031	14 980	14 964	15 877
19 Corrèze	5 873	6 383	6 483	7 422	7 625
2A Corse-du-Sud	3 261	3 544	3 843	3 518	3 181
2B Haute-Corse	1 866	1 964 (e)	2 105	2 316 (e)	2 430
21 Côte-d'Or	20 322	21 463	25 500	25 261	26 017
22 Côtes-d'Armor	23 307	28 350	19 558	29 503	30 952
23 Creuse	4 124	4 090	4 229	4 979	5 837
24 Dordogne	11 167	11 043	11 509	11 824	12 256
25 Doubs	16 724	16 118	17 590	18 438	12 534
26 Drôme	14 161	14 922	12 920	15 781	16 228
27 Eure	16 418	16 988	17 890	18 882	20 926
28 Eure-et-Loir	14 126	14 383	15 231	15 892	16 759
29 Finistère	25 349	28 541	36 590	37 649	34 824
30 Gard	19 779	20 993	22 845	21 701	23 697
31 Haute-Garonne	25 626	27 690	22 525	28 679	31 288
32 Gers	5 813	6 505	5 628	6 035	6 370
33 Gironde	32 428	32 565 (e)	28 839	40 726	30 793
34 Hérault	32 880	34 463 (e)	37 893	31 181	40 319
35 Ille-et-Vilaine	35 197	40 336	42 476	44 609	47 303
36 Indre	6 443	6 514	6 685	6 910	7 094
37 Indre-et-Loire	14 739	15 250	16 838	16 218	16 576
38 Isère	22 069	23 960	24 094	24 248	27 903
39 Jura	7 381	7 958	8 210	8 579	9 470
40 Landes	12 939	13 243	13 727	14 092	15 226
41 Loir-et-cher	10 266	9 375	12 295	10 026	10 651
42 Loire	14 738	18 657	20 795	19 034	20 778
43 Haute-Loire	3 353	3 614	3 574	3 622	4 039
44 Loire-Atlantique	14 437	19 342	20 160	20 175	23 005
45 Loiret	17 659	17 237	17 911	18 767	15 048
46 Lot	3 657	3 817	4 006	4 971	5 011
47 Lot-et-Garonne	5 708	5 169	5 870	5 914	6 338
48 Lozère	900	902	990	1 241	778
49 Maine-et-Loire	19 742	19 057	21 317	20 955	21 913
50 Manche	13 302	13 797	14 535	15 232	15 846
51 Marne	17 397	18 235	18 398	19 282	20 333
52 Haute-Marne	8 531	8 913	8 956	9 083	9 603

**Tableau 7 - Dépenses brutes de placement familial (assistants familiaux)
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	9 626	10 182	10 891	11 150	12 240
54 Meurthe-et-Moselle	18 532	18 531	19 629	19 935	18 973
55 Meuse	8 748	8 178	7 514	6 580	7 834
56 Morbihan	19 253	22 818	23 101	24 306	25 627
57 Moselle	7 761	11 531	12 622	11 853	13 632
58 Nièvre	12 494	13 587	13 317	13 878	14 031
59 Nord	85 870	89 440	92 876	98 472	127 437
60 Oise	17 232	17 661	15 703	15 564	16 579
61 Orne	13 715	14 505	15 055	14 994	15 862
62 Pas-de-Calais	77 177	79 631	77 323	79 342	66 546
63 Puy-de-Dôme	11 175	11 527	12 337	11 058	11 482
64 Pyrénées-Atlantiques	14 625	14 711	15 209	15 833	15 568
65 Hautes-Pyrénées	7 341	7 786	8 149	8 522	9 166
66 Pyrénées-Orientales	9 646	10 317	10 679	10 498	21 504
67 Bas-Rhin	17 992	18 905	15 709	19 872	21 007 (e)
68 Haut-Rhin	6 377	8 966	9 845	10 587	10 453
69 Rhône	22 842	23 507	23 428	37 584	25 397
70 Haute-Saône	5 935	6 079	4 798	6 571	6 974
71 Saône-et-Loire	11 923	12 425	12 603	12 563	14 436
72 Sarthe	11 828	12 425	12 827	13 645	14 543
73 Savoie	10 567	11 027	10 634	10 871	11 032
74 Haute-Savoie	8 430	8 400	8 737	9 158	9 385
75 Paris	36 305	38 233	39 435	39 435	61 481
76 Seine-Maritime	6 910	26 677	27 515	27 944 (e)	28 161
77 Seine-et-Marne	34 107	33 152	36 160	36 691	40 315
78 Yvelines	11 151 (e)	13 273	13 055	12 639	10 368
79 Deux-Sèvres	10 545	11 378	11 021	14 321	12 745
80 Somme	26 730	26 833	27 300	27 258	28 153
81 Tarn	10 563	11 672	11 496	11 488	12 087
82 Tarn-et-Garonne	10 577	11 467	12 294	8 194	9 663
83 Var	15 512	14 880	16 757	17 209	18 168
84 Vaucluse	15 711	17 156	18 017	18 783	18 440
85 Vendée	14 117	15 581	16 145	16 619	17 879
86 Vienne	14 939	14 896	15 763	16 502 (e)	16 541
87 Haute-Vienne	12 885	13 960	14 122	14 724	14 096
88 Vosges	8 349	10 935	9 790	9 884	10 765
89 Yonne	12 609	11 896	12 451	12 992	13 705
90 Territoire de Belfort	3 420	3 632	3 668	3 640	3 774
91 Essonne	31 568	32 964	33 327	32 506	33 671
92 Hauts-de-Seine	21 271	22 289	24 344	24 887	28 386
93 Seine-Saint-Denis	47 354	47 599	47 999	52 088	53 478
94 Val-de-Marne	19 427	20 923	20 646	20 582	20 489
95 Val-d'Oise	27 426	26 487	27 505 (e)	18 494	16 534
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	14 126	17 449
972 Martinique	12 856	14 215	15 327	15 843	16 472
973 Guyane	8 816	9 541	8 100	9 727 (e)	10 848 (e)
974 Réunion	37 003	38 865	39 620	41 057	44 689
Total estimé France hors DOM	1 536 960	1 632 567	1 673 885	1 738 832	1 824 869
Estimation DOM	73 711	80 321	82 037	80 753	89 458
Total estimé France entière	1 610 671	1 712 888	1 755 922	1 819 585	1 914 327

(e) estimé

**Tableau 8 - Dépenses brutes de placement en établissements
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	22 381	22 510	23 530	24 353	25 074
02 Aisne	17 704	19 491	20 697	21 352	19 826
03 Allier	11 517	11 587	12 967	13 840	14 083
04 Alpes de Haute-Provence	5 028	5 239	4 883	4 514	5 896
05 Hautes-Alpes	3 151	3 585	4 505	4 161	4 952
06 Alpes-maritimes	56 754	53 316	51 999	52 987	62 320
07 Ardèche	9 381	10 228	9 958	9 719	10 012
08 Ardennes	7 525	7 831	7 991	8 203	10 658
09 Ariège	4 326	4 505	4 704	4 688	4 130
10 Aube	18 963	17 414	16 651	18 138	20 038
11 Aude	13 053	13 375	16 075	14 794	18 489
12 Aveyron	8 643	9 438	9 991	10 454	10 778
13 Bouches-du-Rhône	108 572	113 717	112 123	115 504	119 100
14 Calvados	28 576	28 714	31 236	33 319	31 885
15 Cantal	5 458	5 620	5 333	5 077	5 490
16 Charente	13 472	12 733	12 935	13 268	13 126
17 Charente-Maritimes	16 013	16 696	17 509	18 550	24 822
18 Cher	6 949	6 287	4 979	4 866	2 925
19 Corrèze	6 085	6 019	6 619	7 392	7 406
2A Corse-du-Sud	1 260	1 284	1 402	1 510	1 747
2B Haute-Corse	5 334	4 254	3 540	4 239	5 418
21 Côte-d'Or	28 518	30 378	28 379	30 691	30 923
22 Côtes-d'Armor	18 006	18 506	17 450	19 124	20 966
23 Creuse	3 023	3 011	3 117	3 009	3 199
24 Dordogne	18 804	18 136	17 326	16 567	17 383
25 Doubs	4 747	4 972	5 394	5 687	18 002
26 Drôme	15 479	15 426	18 155	19 291	21 863
27 Eure	25 561	25 084	25 052	25 317	26 572
28 Eure-et-Loir	29 588 (e)	30 031	32 181	32 113	32 546
29 Finistère	26 355	26 950	28 762	33 271	38 113
30 Gard	36 572	39 239	39 978	41 343	45 184
31 Haute-Garonne	49 545	53 621	58 813	59 980	63 903
32 Gers	5 760	6 218	6 699	6 833	7 484
33 Gironde	65 155	68 133	69 710	78 290	80 141
34 Hérault	41 722	45 437 (e)	45 268	41 159	53 648
35 Ille-et-Vilaine	33 535	35 364	37 532	38 975	40 354
36 Indre	4 800	4 798	5 396	4 921	4 322
37 Indre-et-Loire	23 953	24 764	27 641	27 078	28 516
38 Isère	61 428	59 910	59 595	63 787	67 854
39 Jura	8 984	8 111	8 376	9 807	13 662
40 Landes	14 645	15 721	14 652	14 900	15 016
41 Loir-et-cher	9 312	9 753	11 530	9 584	9 825
42 Loire	44 122	49 143	55 212	52 644	53 995
43 Haute-Loire	9 673	10 735	11 794	11 578	14 122
44 Loire-Atlantique	75 776	76 913	76 863	83 651	78 784
45 Loiret	21 985	23 713	23 753	25 747	26 586
46 Lot	3 442	3 712	3 683	5 363	4 449
47 Lot-et-Garonne	23 294	25 950	26 312	27 438	30 313
48 Lozère	2 815	2 922	2 754	2 763	2 810
49 Maine-et-Loire	49 061	46 518	50 869	50 146	56 793
50 Manche	15 101	17 308	17 648	18 151	19 763
51 Marne	23 893	24 013	24 428	23 082	20 053
52 Haute-Marne	3 754	3 940	4 213	5 329	5 742

**Tableau 8 - Dépenses brutes de placement en établissements
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	8 205	8 504	9 170	9 261	8 168
54 Meurthe-et-Moselle	26 267	26 094	47 160	54 783	54 350
55 Meuse	11 321	11 328	12 144	11 649	13 696
56 Morbihan	16 793	14 684	14 779	14 513	14 502
57 Moselle	64 112	65 866	67 659	67 156	68 455
58 Nièvre	9 392	9 163	9 677	10 371	11 974
59 Nord	201 385	211 179	215 506	216 087	230 919
60 Oise	45 050	54 399	57 225	57 225 (e)	52 383
61 Orne	7 991	8 914	9 013	8 395	9 786
62 Pas-de-Calais	78 238	81 214	78 224	81 916	81 301
63 Puy-de-Dôme	24 125	24 500	27 000	25 954	27 651
64 Pyrénées-Atlantiques	32 326	31 137	33 752	35 291	37 634
65 Hautes-Pyrénées	6 873	7 136	7 003	7 101	9 109
66 Pyrénées-Orientales	19 619	19 717	19 910	20 748	9 928
67 Bas-Rhin	62 441	64 330	71 838	73 670	77 758 (e)
68 Haut-Rhin	49 430	49 278	56 284	54 669	54 159
69 Rhône	74 377	79 704	82 192	84 372	97 330
70 Haute-Saône	14 403	13 085	14 623	13 937	14 568
71 Saône-et-Loire	30 804	31 515	31 530	32 302	32 222
72 Sarthe	23 321	24 704	26 781	26 843	29 591
73 Savoie	18 628	19 499	19 917	19 625	21 409
74 Haute-Savoie	36 781	39 887	42 350	43 370	43 463
75 Paris	154 957	159 782	174 542	207 953	215 132
76 Seine-Maritime	99 864	97 929	94 516	99 553	108 684
77 Seine-et-Marne	71 250	73 631	77 381	77 420	73 816
78 Yvelines	73 878	78 085	77 278	83 468	62 369
79 Deux-Sèvres	14 841	15 618	15 274	15 519	17 606
80 Somme	23 087	22 440	22 481	23 845	25 574
81 Tarn	19 525	19 827	18 090	21 535	21 694
82 Tarn-et-Garonne	7 392	7 069	7 658	11 755	13 697
83 Var	37 369	38 147	38 349	39 039	48 014
84 Vaucluse	21 059	23 160	25 631	23 961	26 722
85 Vendée	7 493	8 312	9 628	10 283	13 733
86 Vienne	12 856	12 565	13 386	13 226 (e)	14 190
87 Haute-Vienne	14 727	15 117	15 244	15 224	14 517
88 Vosges	14 765	16 324	17 788	19 106	20 398
89 Yonne	21 487	24 415	25 017	24 761	27 207
90 Territoire de Belfort	5 729	6 149	6 827	5 848	5 980
91 Essonne	60 256	60 215	58 400	60 489	61 471
92 Hauts-de-Seine	92 853	93 260	88 352	86 702	75 541
93 Seine-Saint-Denis	99 112 (e)	107 491	121 877	135 761	146 065
94 Val-de-Marne	50 910	52 438	58 554	64 850	72 001
95 Val-d'Oise	35 518	41 777	45 101 (e)	56 935	57 621
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	22 534	18 070
972 Martinique	15 920	16 251	16 924	17 820	26 086
973 Guyane	11 237	12 740	8 045	7 757	7 087 (e)
974 Réunion	26 216	28 698	30 187	32 712	32 960
Total estimé France hors DOM	2 969 365	3 071 862	3 203 275	3 345 017	3 493 448
Estimation DOM	72 530	78 916	77 745	80 823	84 203
Total estimé France entière	3 041 895	3 150 778	3 281 020	3 425 841	3 577 651

(e) estimé

Dépenses liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental

- Tableau 1 – Dépenses totales nettes liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental (page 98)
- Tableau 2 – Dépenses totales brutes liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental (page 100)
- Tableau 3 – Dépenses brutes d'insertion du RSA et du RMI (page 102)
- Tableau 4 – Dépenses brutes d'allocation du RSA et du RMI (page 104)

Tableau 1 - Dépenses totales nettes* liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental, France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	24 001	28 595	34 577	35 986	37 639
02 Aisne	50 669	55 615	70 157	63 684	76 048
03 Allier	35 513	37 436	40 976	36 824	46 700
04 Alpes de Haute-Provence	11 843	13 360	15 651	16 977	17 968
05 Hautes-Alpes	7 385	9 769	9 474	11 644	12 062
06 Alpes-maritimes	94 690	103 995	118 549	121 120	121 397
07 Ardèche	23 735	25 743	27 183	23 804	27 964
08 Ardennes	41 884	45 502	49 741	49 607	52 003
09 Ariège	21 168	23 763	25 857	24 188	26 754
10 Aube	32 669	39 515	41 678	44 293	44 028
11 Aude	61 705	68 563	62 546	83 227	81 257
12 Aveyron	13 987	15 151	16 589	17 003	18 240
13 Bouches-du-Rhône	356 748	392 110	417 496	429 614	456 103
14 Calvados	52 684	56 086	64 928	66 740	69 910
15 Cantal	10 461	10 068	8 944	8 993	10 333
16 Charente	36 976	37 700	39 309	46 315	51 661
17 Charente-Maritimes	71 788	74 333	83 551	74 109	83 787
18 Cher	41 316	43 702	40 066	44 074	42 367
19 Corrèze	12 409	13 868	16 322	17 374	16 905
2A Corse-du-Sud	13 180	13 274	13 801	15 433	15 968
2B Haute-Corse	17 141	17 506	19 328	18 694	18 943
21 Côte-d'Or	36 509	36 976	5 690	41 600	44 494
22 Côtes-d'Armor	30 521	24 184	46 242	48 663	51 089
23 Creuse	10 119	11 266	12 867	13 586	13 805
24 Dordogne	34 453	33 089	44 869	46 095	45 346
25 Doubs	42 433	48 175	55 099	52 957	56 407
26 Drôme	49 310	51 428	56 966	60 300	58 159
27 Eure	44 147	46 196	55 177	52 707	61 411
28 Eure-et-Loir	28 310	32 739	36 364	36 154	38 820
29 Finistère	67 741	49 263	76 636	78 569	80 006
30 Gard	125 382	130 236	146 719	162 448	168 804
31 Haute-Garonne	123 048	128 052	152 821	155 525	162 464
32 Gers	12 516	14 917	17 139	18 217	18 710
33 Gironde	145 525	158 949	169 783	175 896	182 519
34 Hérault	213 490	208 411	198 731	183 205	200 912
35 Ille-et-Vilaine	53 391	59 550	66 801	69 158	72 222
36 Indre	14 906	17 737	22 148	20 667	22 308
37 Indre-et-Loire	47 729	49 754	60 277	60 412	65 721
38 Isère	77 515	97 145	102 403	100 060	107 499
39 Jura	13 848	16 861	19 437	16 163	19 190
40 Landes	27 872	30 129	38 093	35 418	37 882
41 Loir-et-cher	28 799	29 719	30 919	30 235	31 319
42 Loire	55 012	59 610	70 011	70 736	75 652
43 Haute-Loire	10 611	11 413	15 318	14 728	13 879
44 Loire-Atlantique	97 338	107 674	125 790	128 048	132 913
45 Loiret	49 889	61 791	62 266	69 559	72 854
46 Lot	13 592	15 607	16 261	17 042	17 792
47 Lot-et-Garonne	30 333	35 461	39 794	42 234	42 560
48 Lozère	4 497	5 673	5 502	3 000	5 541
49 Maine-et-Loire	59 777	42 828	67 195	69 912	76 111
50 Manche	29 608	31 239	34 424	34 656	36 524
51 Marne	47 708	41 514	43 050	50 408	52 570
52 Haute-Marne	14 995	16 540	19 775	20 564	19 903

Tableau 1 - Dépenses totales nettes* liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental, France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	12 974	15 638	14 692	13 240	10 563
54 Meurthe-et-Moselle	86 044	91 330	98 155	95 083	103 597
55 Meuse	20 271	14 944	22 553	22 393	23 482
56 Morbihan	46 587	49 952	62 265	55 849	62 595
57 Moselle	85 656	71 570	101 832	118 542	124 719
58 Nièvre	22 356	23 242	25 135	24 853	28 270
59 Nord	423 945	454 984	456 235	468 275	535 074
60 Oise	64 592	68 429	80 388	85 435	97 303
61 Orne	26 528	28 811	32 042	28 331	31 872
62 Pas-de-Calais	226 876	273 291	276 880	286 145	281 203
63 Puy-de-Dôme	56 898	66 329	65 512	69 732	73 551
64 Pyrénées-Atlantiques	54 930	56 994	65 954	65 188	69 183
65 Hautes-Pyrénées	20 512	23 258	22 489	24 276	27 453
66 Pyrénées-Orientales	79 816	85 306	96 689	95 731	102 240
67 Bas-Rhin	92 856	89 237	112 822	110 764	127 272 (e)
68 Haut-Rhin	58 797	69 619	78 031	79 242	81 131
69 Rhône	145 272	159 501	188 886	183 722	187 527
70 Haute-Saône	14 610	18 290	21 121	21 857	22 251
71 Saône-et-Loire	34 313	41 077	42 011	43 940	48 739
72 Sarthe	46 619	49 284	56 250	49 649	61 519
73 Savoie	20 485	19 785	24 035	25 600	25 793
74 Haute-Savoie	31 088	32 391	36 005	35 586	37 381
75 Paris	331 240	342 635	345 389	382 730	358 047
76 Seine-Maritime	150 594	157 229	176 952	180 597	191 075
77 Seine-et-Marne	77 174	86 787	105 708	115 052	130 970
78 Yvelines	88 769	93 774	97 853	101 753	106 077
79 Deux-Sèvres	19 182	5 124	24 289	30 377	32 786
80 Somme	62 516	46 535	74 383	74 647	84 352
81 Tarn	33 804	36 675	41 967	43 373	47 132
82 Tarn-et-Garonne	23 251	25 816	28 780	29 409	30 882
83 Var	118 365	118 359	133 304	135 372	150 487
84 Vaucluse	69 737	69 977	80 438	82 324	83 705
85 Vendée	27 134	20 122	37 734	33 478	36 542
86 Vienne	41 532	44 147	52 912	51 856	57 516
87 Haute-Vienne	31 004	35 783	41 452	45 601	44 631
88 Vosges	39 335	40 380	46 054	42 540	50 044
89 Yonne	27 865	31 732	38 104	39 714	41 312
90 Territoire de Belfort	16 625	18 150	20 388	20 312	21 056
91 Essonne	84 799	92 754	107 251	112 964	117 650
92 Hauts-de-Seine	134 827	129 384	141 741	142 379	141 739
93 Seine-Saint-Denis	305 219	331 595	354 771	375 198	391 650
94 Val-de-Marne	151 443	157 602	174 680	169 571	188 962
95 Val-d'Oise	108 259	115 033	133 249	137 383	145 166
971 Guadeloupe	ND	186 691	194 642	205 533	248 563
972 Martinique	166 239	161 388	168 822	167 595	196 122
973 Guyane	80 061	77 805	81 265	85 267	106 234 (e)
974 Réunion	433 316	419 821	388 747	528 320	538 509
Total estimé France hors DOM	6 287 573	6 632 637	7 368 674	7 578 692	8 027 919
Estimation DOM	864 595	845 705	833 476	986 715	1 089 427
Total estimé France entière	7 152 167	7 478 342	8 202 150	8 565 407	9 117 346

(*) Hors TICPE

(e) estimé

Tableau 2 - Dépenses totales brutes liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental, France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	24 970	30 748	35 336	36 878	39 186
02 Aisne	51 718	61 740	70 458	72 153	77 105
03 Allier	36 135	37 873	41 702	44 323	49 944
04 Alpes de Haute-Provence	11 991	13 452	15 721	17 029	18 051
05 Hautes-Alpes	8 446	10 288	10 893	12 627	12 972
06 Alpes-maritimes	97 296	105 964	119 127	121 938	124 000
07 Ardèche	25 134	27 445	29 170	31 811	31 016
08 Ardennes	42 386	46 242	50 404	50 220	52 425
09 Ariège	25 102	25 732	28 526	26 673	27 503
10 Aube	33 144	39 819	41 881	44 618	44 233
11 Aude	63 156	69 781	63 021	83 446	81 331
12 Aveyron	14 499	15 661	17 811	18 434	18 771
13 Bouches-du-Rhône	374 175	402 127	426 520	433 952	466 236
14 Calvados	54 785	58 664	65 198	67 803	70 695
15 Cantal	10 709	10 564	10 624	10 693	11 612
16 Charente	39 129	42 308	46 951	48 128	54 102
17 Charente-Maritimes	74 132	77 182	84 841	76 453	85 958
18 Cher	42 798	44 364	44 273	44 332	45 746
19 Corrèze	12 828	14 889	16 711	18 623	17 433
2A Corse-du-Sud	13 499	13 922	14 758	16 644	17 157
2B Haute-Corse	18 837	19 408	19 514	18 954	19 058
21 Côte-d'Or	37 816	39 592	43 637	44 726	45 494
22 Côtes-d'Armor	32 981	39 372	46 357	48 999	52 301
23 Creuse	10 822	11 940	13 436	13 817	14 075
24 Dordogne	38 247	35 579	45 205	46 854	46 838
25 Doubs	43 833	51 345	55 794	53 171	56 657
26 Drôme	50 544	52 479	57 278	60 821	58 321
27 Eure	45 353	49 716	56 362	58 565	62 359
28 Eure-et-Loir	31 505	33 668	39 653	39 280	39 390
29 Finistère	69 331	73 341	77 838	78 826	80 819
30 Gard	128 301	131 670	146 949	163 248	170 046
31 Haute-Garonne	126 062	130 760	155 758	158 237	165 553
32 Gers	13 989	15 586	18 647	19 660	18 873
33 Gironde	147 209	160 149	172 661	179 787	184 828
34 Hérault	216 008	211 668	202 204	194 953	208 048
35 Ille-et-Vilaine	54 522	60 837	69 034	70 986	73 094
36 Indre	15 271	17 993	22 265	20 858	22 478
37 Indre-et-Loire	49 081	51 135	61 379	64 739	67 050
38 Isère	79 896	98 335	103 075	108 666	109 035
39 Jura	14 087	17 120	19 511	18 558	19 344
40 Landes	28 145	30 247	38 618	37 635	38 187
41 Loir-et-cher	29 847	32 826	36 049	36 144	36 225
42 Loire	56 760	61 217	71 075	72 917	76 680
43 Haute-Loire	11 003	11 819	15 503	14 889	14 223
44 Loire-Atlantique	100 394	109 667	126 609	130 687	134 341
45 Loiret	52 375	65 099	67 710	72 248	74 440
46 Lot	13 819	15 721	16 984	17 683	17 991
47 Lot-et-Garonne	31 352	36 104	41 054	42 858	43 693
48 Lozère	4 575	5 734	5 596	5 685	6 246
49 Maine-et-Loire	61 247	67 224	74 025	75 943	77 854
50 Manche	29 859	31 529	34 576	34 777	36 936
51 Marne	49 087	46 258	54 010	60 667	63 533
52 Haute-Marne	15 575	16 840	20 299	20 628	20 913

Tableau 2 - Dépenses totales brutes liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental, France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	13 900	17 163	17 502	20 532	19 472
54 Meurthe-et-Moselle	87 476	92 589	98 777	103 591	104 908
55 Meuse	20 390	21 935	24 170	23 144	23 612
56 Morbihan	48 375	52 969	62 592	62 272	63 843
57 Moselle	88 076	102 948	117 860	120 077	125 952
58 Nièvre	22 934	24 940	25 445	26 696	28 549
59 Nord	433 127	460 350	502 104	513 500	546 188
60 Oise	65 619	75 331	92 751	92 614	97 740
61 Orne	27 039	29 383	33 608	33 680	36 278
62 Pas-de-Calais	234 118	278 863	280 094	287 810	283 852
63 Puy-de-Dôme	57 538	66 821	66 039	70 196	74 358
64 Pyrénées-Atlantiques	56 651	61 327	67 948	67 859	70 575
65 Hautes-Pyrénées	21 664	23 690	24 716	24 802	27 788
66 Pyrénées-Orientales	82 727	88 052	100 185	100 088	104 578
67 Bas-Rhin	93 849	104 273	120 861	120 387	127 533 (e)
68 Haut-Rhin	59 754	70 248	79 931	80 588	82 435
69 Rhône	154 965	169 957	194 947	199 660	204 225
70 Haute-Saône	15 384	19 742	21 218	22 015	22 516
71 Saône-et-Loire	35 107	41 915	42 344	47 615	49 468
72 Sarthe	48 119	50 923	60 072	54 645	63 732
73 Savoie	20 882	20 328	24 919	25 979	26 418
74 Haute-Savoie	32 040	34 683	38 946	37 918	38 799
75 Paris	334 402	346 196	358 518	388 993	365 643
76 Seine-Maritime	152 714	161 751	179 380	183 618	192 925
77 Seine-et-Marne	79 509	91 485	106 667	115 798	131 955
78 Yvelines	89 856	94 932	99 779	102 687	108 136
79 Deux-Sèvres	19 912	25 571	27 546	30 686	33 656
80 Somme	62 600	74 395	79 541	81 855	86 494
81 Tarn	35 050	39 010	43 066	43 639	47 591
82 Tarn-et-Garonne	24 636	28 617	31 594	32 683	33 552
83 Var	121 627	125 430	134 760	141 526	153 484
84 Vaucluse	71 466	75 009	81 369	82 963	85 567
85 Vendée	28 189	31 144	40 800	40 218	40 895
86 Vienne	43 025	47 251	54 440	57 871	59 846
87 Haute-Vienne	31 782	36 334	41 671	45 747	45 007
88 Vosges	40 244	41 621	46 260	42 650	50 450
89 Yonne	28 540	33 997	39 204	40 445	42 079
90 Territoire de Belfort	16 879	18 379	20 538	20 574	21 680
91 Essonne	88 151	95 388	108 388	114 537	119 813
92 Hauts-de-Seine	137 771	134 958	142 119	143 096	145 100
93 Seine-Saint-Denis	314 155	339 158	367 135	381 121	402 274
94 Val-de-Marne	151 478	158 514	177 095	182 491	189 730
95 Val-d'Oise	110 304	118 325	134 739	137 643	146 461
971 Guadeloupe	ND	188 207	195 869	207 705	249 112
972 Martinique	173 980	165 815	169 537	193 787	198 538
973 Guyane	80 061	79 906	81 265	85 712	106 385 (e)
974 Réunion	454 358	442 573	428 634	534 980	541 287
Total estimé France hors DOM	6 465 789	7 006 641	7 674 229	7 909 753	8 225 556
Estimation DOM	895 447	876 501	875 305	1 022 183	1 095 322
Total estimé France entière	7 361 236	7 883 142	8 549 535	8 931 937	9 320 877

(e) estimé

Tableau 3 - Dépenses brutes d'insertion du RSA et du RMI en 2012
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	Dépenses d'insertion du RSA et du RMI		
	RSA	RMI	Total
01 Ain	5 503	1 104	6 607
02 Aisne	7 635	15	7 650
03 Allier	3 568	3 861	7 429
04 Alpes de Haute-Provence	2 166	93	2 259
05 Hautes-Alpes	2 338	4	2 343
06 Alpes-maritimes	15 565	77	15 641
07 Ardèche	4 421	66	4 487
08 Ardennes	5 514	0	5 514
09 Ariège	2 561	52	2 613
10 Aube	5 817	21	5 838
11 Aude	9 354	8	9 362
12 Aveyron	3 271	67	3 338
13 Bouches-du-Rhône	82 703	0	82 703
14 Calvados	7 818	507	8 324
15 Cantal	2 749	1	2 750
16 Charente	9 454	17	9 471
17 Charente-Maritimes	14 653	225	14 877
18 Cher	426	627	1 052
19 Corrèze	2 890	-9	2 881
2A Corse-du-Sud	2 622	2 425	5 047
2B Haute-Corse	3 459	24	3 483
21 Côte-d'Or	6 100	185	6 285
22 Côtes-d'Armor	8 200	19	8 219
23 Creuse	1 522	615	2 136
24 Dordogne	5 867	1 426	7 293
25 Doubs	4 880	67	4 947
26 Drôme	8 590	50	8 639
27 Eure	4 944	30	4 973
28 Eure-et-Loir	3 366	179	3 545
29 Finistère	8 333	320	8 653
30 Gard	17 031	16 937	33 967
31 Haute-Garonne	17 886	498	18 384
32 Gers	3 284	664	3 948
33 Gironde	20 313	1 053	21 367
34 Hérault	24 793	455	25 249
35 Ille-et-Vilaine	9 217	110	9 327
36 Indre	2 895	35	2 931
37 Indre-et-Loire	11 791	241	12 032
38 Isère	12 175	245	12 421
39 Jura	3 625	0	3 625
40 Landes	3 376	0	3 376
41 Loir-et-cher	6 013	169	6 181
42 Loire	13 261	0	13 261
43 Haute-Loire	1 904	-1	1 903
44 Loire-Atlantique	24 930	771	25 701
45 Loiret	11 765	220	11 985
46 Lot	3 392	3	3 395
47 Lot-et-Garonne	3 391	133	3 523
48 Lozère	1 278	4	1 282
49 Maine-et-Loire	10 017	0	10 017
50 Manche	3 672	95	3 768
51 Marne	10 165	264	10 429
52 Haute-Marne	2 113	0	2 113

Tableau 3 - Dépenses brutes d'insertion du RSA et du RMI en 2012
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	Dépenses d'insertion du RSA et du RMI		
	RSA	RMI	Total
53 Mayenne	1 974	1	1 975
54 Meurthe-et-Moselle	9 101	0	9 101
55 Meuse	816	61	877
56 Morbihan	9 019	117	9 136
57 Moselle	13 780	296	14 075
58 Nièvre	2 513	63	2 575
59 Nord	39 280	2 515	41 795
60 Oise	8 796	7	8 803
61 Orne	5 246	0	5 246
62 Pas-de-Calais	23 503	648	24 152
63 Puy-de-Dôme	8 004	44	8 048
64 Pyrénées-Atlantiques	11 926	247	12 173
65 Hautes-Pyrénées	2	2 890	2 891
66 Pyrénées-Orientales	9 405	64	9 469
67 Bas-Rhin	9 083	22	9 105 (e)
68 Haut-Rhin	8 303	1 431	9 734
69 Rhône	29 847	218	30 065
70 Haute-Saône	2 618	11	2 629
71 Saône-et-Loire	6 031	63	6 094
72 Sarthe	11 918	28	11 946
73 Savoie	4 508	202	4 710
74 Haute-Savoie	6 381	0	6 381
75 Paris	55 399	782	56 181
76 Seine-Maritime	22 250	146	22 396
77 Seine-et-Marne	10 817	4 131	14 948
78 Yvelines	2 686	12 935	15 620
79 Deux-Sèvres	3 201	3 497	6 698
80 Somme	8 896	143	9 039
81 Tarn	4 492	104	4 595
82 Tarn-et-Garonne	2 597	133	2 731
83 Var	24 925	966	25 891
84 Vaucluse	11 326	254	11 579
85 Vendée	4 982	22	5 004
86 Vienne	5 325	414	5 739
87 Haute-Vienne	2 355	16	2 371
88 Vosges	6 608	314	6 923
89 Yonne	3 856	23	3 879
90 Territoire de Belfort	1 297	1 229	2 526
91 Essonne	13 395	423	13 819
92 Hauts-de-Seine	8 437	734	9 171
93 Seine-Saint-Denis	43 354	123	43 476
94 Val-de-Marne	9 609	19	9 629
95 Val-d'Oise	9 527	235	9 762
971 Guadeloupe	9 602	25 799	35 401
972 Martinique	7 174	33	7 207
973 Guyane	0	377	377 (e)
974 Réunion	11 520	31 294	42 814
Total estimé France hors DOM	941 961	69 540	1 011 501
Estimation DOM	28 295	57 504	85 799
Total estimé France entière	970 257	127 043	1 097 300

(e) estimé

**Tableau 4 - Dépenses brutes d'allocation du RSA et du RMI en 2012
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	Dépenses d'allocation du RSA et du RMI		
	RSA	RMI	Total
01 Ain	32 527	52	32 579
02 Aisne	69 455	0	69 455
03 Allier	42 484	31	42 515
04 Alpes de Haute-Provence	15 787	4	15 792
05 Hautes-Alpes	10 613	8	10 621
06 Alpes-maritimes	108 358	0	108 358
07 Ardèche	26 492	33	26 525
08 Ardennes	46 841	71	46 912
09 Ariège	24 881	8	24 890
10 Aube	38 380	7	38 387
11 Aude	71 892	78	71 970
12 Aveyron	15 423	11	15 434
13 Bouches-du-Rhône	383 533	0	383 533
14 Calvados	62 340	3	62 344
15 Cantal	8 854	0	8 854
16 Charente	44 416	212	44 628
17 Charente-Maritimes	70 792	76	70 868
18 Cher	43 129	46	43 175
19 Corrèze	14 535	17	14 552
2A Corse-du-Sud	12 103	7	12 110
2B Haute-Corse	15 576	0	15 576
21 Côte-d'Or	39 126	70	39 196
22 Côtes-d'Armor	44 065	17	44 083
23 Creuse	11 875	64	11 939
24 Dordogne	39 331	205	39 536
25 Doubs	51 689	19	51 709
26 Drôme	49 600	53	49 653
27 Eure	57 386	0	57 386
28 Eure-et-Loir	35 818	27	35 845
29 Finistère	72 144	22	72 166
30 Gard	136 078	0	136 078
31 Haute-Garonne	146 991	178	147 169
32 Gers	14 926	0	14 926
33 Gironde	163 320	141	163 461
34 Hérault	182 799	0	182 799
35 Ille-et-Vilaine	63 763	0	63 763
36 Indre	19 541	6	19 547
37 Indre-et-Loire	54 971	39	55 009
38 Isère	96 326	289	96 615
39 Jura	15 711	1	15 712
40 Landes	34 809	0	34 809
41 Loir-et-cher	30 005	38	30 043
42 Loire	63 198	220	63 419
43 Haute-Loire	12 258	61	12 319
44 Loire-Atlantique	108 626	0	108 626
45 Loiret	60 165	2 290	62 454
46 Lot	14 596	0	14 596
47 Lot-et-Garonne	40 034	130	40 164
48 Lozère	4 964	0	4 964
49 Maine-et-Loire	67 481	326	67 807
50 Manche	33 169	0	33 169
51 Marne	53 061	0	53 061
52 Haute-Marne	18 779	18	18 797

Tableau 4 - Dépenses brutes d'allocation du RSA et du RMI en 2012
France métropolitaine et DOM

En milliers d'euros

Départements	Dépenses d'allocation du RSA et du RMI		
	RSA	RMI	Total
53 Mayenne	17 495	0	17 495
54 Meurthe-et-Moselle	95 807	0	95 807
55 Meuse	22 682	53	22 735
56 Morbihan	54 706	0	54 706
57 Moselle	111 426	354	111 780
58 Nièvre	25 966	8	25 974
59 Nord	504 393	0	504 393
60 Oise	88 884	53	88 936
61 Orne	31 019	0	31 019
62 Pas-de-Calais	259 656	0	259 656
63 Puy-de-Dôme	66 271	0	66 271
64 Pyrénées-Atlantiques	58 312	91	58 402
65 Hautes-Pyrénées	23 895	1	23 896
66 Pyrénées-Orientales	93 218	102	93 320
67 Bas-Rhin	118 380	48	118 428 (e)
68 Haut-Rhin	72 676	0	72 676
69 Rhône	173 876	285	174 160
70 Haute-Saône	19 847	39	19 886
71 Saône-et-Loire	43 361	0	43 361
72 Sarthe	51 689	97	51 786
73 Savoie	21 467	241	21 708
74 Haute-Savoie	32 384	34	32 418
75 Paris	309 462	0	309 462
76 Seine-Maritime	170 529	0	170 529
77 Seine-et-Marne	116 957	50	117 007
78 Yvelines	92 427	51	92 478
79 Deux-Sèvres	26 951	4	26 955
80 Somme	77 362	90	77 452
81 Tarn	42 995	0	42 995
82 Tarn-et-Garonne	30 800	21	30 821
83 Var	127 268	325	127 593
84 Vaucluse	73 988	0	73 988
85 Vendée	35 833	53	35 886
86 Vienne	54 106	0	54 106
87 Haute-Vienne	42 613	24	42 637
88 Vosges	43 457	71	43 528
89 Yonne	38 170	30	38 200
90 Territoire de Belfort	19 131	23	19 154
91 Essonne	105 583	405	105 987
92 Hauts-de-Seine	135 796	0	135 796
93 Seine-Saint-Denis	357 786	1 012	358 797
94 Val-de-Marne	179 791	311	180 101
95 Val-d'Oise	136 579	0	136 579
971 Guadeloupe	213 080	0	213 080
972 Martinique	191 331	0	191 331
973 Guyane	98 322	7 685	106 007 (e)
974 Réunion	498 473	0	498 473
Total estimé France hors DOM	7 200 010	8 751	7 208 761
Estimation DOM	1 001 207	7 685	1 008 891
Total estimé France entière	8 201 217	16 435	8 217 652

(e) estimé

Autres dépenses d'aide sociale

Services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel

Tableau 1- Autres dépenses de l'aide sociale – Total net (page 108)

Tableau 2- Autres dépenses de l'aide sociale – Total brut (page 110)

**Tableau 1- Autres dépenses* de l'aide sociale – Total net
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	23 716	21 847	25 095	24 136	25 038
02 Aisne	19 479	19 722	20 157	19 171	19 705
03 Allier	14 060	14 898	16 234	17 410	16 779
04 Alpes de Haute-Provence	639	864	349	1 592	1 549
05 Hautes-Alpes	7 578	10 004	8 240	8 733	9 346
06 Alpes-maritimes	68 262	80 878	72 880	73 347	72 123
07 Ardèche	13 849	14 591	14 337	14 885	14 946
08 Ardennes	16 505	18 583	18 282	19 144	19 171
09 Ariège	8 142	8 543	8 684	8 662	8 745
10 Aube	11 199	11 473	11 117	12 242	12 643
11 Aude	38 768	54 207	51 451	51 501	29 262
12 Aveyron	14 561	15 271	15 468	16 370	16 278
13 Bouches-du-Rhône	85 575	80 300	81 580	80 212	91 005
14 Calvados	26 365	26 712	27 598	26 024	30 111
15 Cantal	6 724	6 762	6 766	7 242	7 230
16 Charente	1 623	1 796	1 916	1 321	3 569
17 Charente-Maritimes	41 621	42 686	41 439	42 098	23 685
18 Cher	30 539	31 437	17 310	18 043	18 793
19 Corrèze	10 952	11 725	12 862	13 302	13 197
2A Corse-du-Sud	4 545	2 615	10 808	11 631	7 505
2B Haute-Corse	1 261	1 405	10 814	1 067	10 641
21 Côte-d'Or	28 718	28 266	24 823	27 766	26 069
22 Côtes-d'Armor	27 457	23 751	33 570	20 703	20 494
23 Creuse	6 321	6 439	7 112	7 058	7 374
24 Dordogne	21 854	23 041	22 892	24 387	26 255
25 Doubs	25 351	25 952	26 204	26 973	28 175
26 Drôme	28 535	24 668	27 734	27 363	28 458
27 Eure	19 531	20 043	18 903	19 483	20 483
28 Eure-et-Loir	16 513	16 840	16 777	17 946	14 311
29 Finistère	28 464	21 896	19 120	20 921	21 959
30 Gard	33 937	33 145	30 632	34 407	43 517
31 Haute-Garonne	17 283	18 957	18 083	87 601	88 566
32 Gers	11 661	11 342	12 055	12 730	13 004
33 Gironde	91 315	91 351	90 348	93 428	62 646
34 Hérault	35 344	36 480	49 933	45 159	46 420
35 Ille-et-Vilaine	46 401	49 239	42 308	44 026	46 511
36 Indre	-2 050	-2 977	-3 907	-3 445	-4 728
37 Indre-et-Loire	19 379	20 460	23 073	21 866	20 694
38 Isère	50 301	51 472	55 601	56 854	51 822
39 Jura	7 465	8 316	8 539	9 118	9 866
40 Landes	12 476	12 865	13 065	14 184	14 384
41 Loir-et-cher	17 053	22 334	18 008	19 406	18 737
42 Loire	27 282	29 478	31 349	32 467	32 164
43 Haute-Loire	8 727	8 890	9 776	9 681	9 784
44 Loire-Atlantique	58 816	63 969	65 548	66 865	71 836
45 Loiret	14 432	19 964	16 781	15 823	18 742
46 Lot	10 035	10 156	9 654	9 511	9 855
47 Lot-et-Garonne	10 808	12 753	12 447	12 933	13 501
48 Lozère	4 330	4 853	5 204	5 913	6 450
49 Maine-et-Loire	36 022	36 848	36 993	38 293	37 939
50 Manche	17 793	17 346	18 007	17 732	18 753
51 Marne	161	127	114	43	16 653
52 Haute-Marne	6 275	6 012	5 966	6 315	6 969

**Tableau 1- Autres dépenses* de l'aide sociale – Total net
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	2 017	1 794	1 785	1 718	1 785
54 Meurthe-et-Moselle	39 387	31 223	31 521	30 165	32 610
55 Meuse	10 277	10 862	11 845	12 518	11 034
56 Morbihan	25 168	25 836	28 667	29 067	30 156
57 Moselle	36 054	38 412	38 681	40 235	40 853
58 Nièvre	13 813	14 423	16 965	-376	-1 582
59 Nord	146 145	148 671	147 008	146 653	156 379
60 Oise	43 377	45 818	42 790	42 977	43 960
61 Orne	11 309	11 964	11 243	11 743	11 575
62 Pas-de-Calais	61 255	63 954	68 153	71 112	71 237
63 Puy-de-Dôme	33 932	35 626	35 639	35 213	33 271
64 Pyrénées-Atlantiques	36 460	37 401	38 253	41 410	40 332
65 Hautes-Pyrénées	15 392	16 458	16 824	17 040	18 457
66 Pyrénées-Orientales	17 146	20 242	20 838	22 479	22 072
67 Bas-Rhin	30 853	30 976	32 793	17 792	3 984 (e)
68 Haut-Rhin	26 005	36 462	35 133	31 613	33 426
69 Rhône	54 134	56 510	58 658	46 562	58 603
70 Haute-Saône	8 899	9 374	11 392	9 827	9 941
71 Saône-et-Loire	20 082	19 444	21 438	22 499	22 890
72 Sarthe	21 218	19 780	22 110	23 144	24 071
73 Savoie	19 648	20 258	21 206	22 406	23 369
74 Haute-Savoie	15 397	21 653	22 168	21 587	21 779
75 Paris	94 676	95 842	106 596	112 933	91 795
76 Seine-Maritime	73 503	73 319	71 345	74 318	55 270
77 Seine-et-Marne	47 227	51 306	53 781	48 121	49 462
78 Yvelines	69 320	72 032	85 872	90 928	86 590
79 Deux-Sèvres	17 349	17 698	11 433	13 922	17 445
80 Somme	26 972	26 376	27 792	31 065	35 259
81 Tarn	18 656	19 383	20 105	20 319	20 940
82 Tarn-et-Garonne	12 409	12 267	12 774	13 300	13 339
83 Var	64 415	66 565	53 107	54 752	57 103
84 Vaucluse	41 463	43 850	44 018	46 365	47 599
85 Vendée	17 359	17 495	18 734	17 131	18 861
86 Vienne	19 925	22 176	21 915	15 054	22 569
87 Haute-Vienne	18 897	17 334	17 058	19 114	19 940
88 Vosges	26 495	13 540	14 051	14 165	4 283
89 Yonne	13 554	15 420	15 737	15 657	16 471
90 Territoire de Belfort	10 733	10 863	10 971	10 527	11 499
91 Essonne	20 865	19 004	18 504	20 630	19 400
92 Hauts-de-Seine	104 931	100 356	97 152	92 448	90 807
93 Seine-Saint-Denis	94 278	96 053	97 278	94 985	98 449
94 Val-de-Marne	130 511	130 305	126 995	130 524	133 796
95 Val-d'Oise	35 227	37 301	38 620	40 733	40 994
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	18 035	11 959
972 Martinique	18 859	23 268	24 880	18 860	19 381
973 Guyane	3 434	4 775	6 756	8 974	9 516 (e)
974 Réunion	55 859	55 165	47 220	45 924	53 152
Total estimé France hors DOM	2 830 690	2 906 227	2 939 056	2 986 017	2 961 051
Estimation DOM	85 700	107 247	96 399	91 793	94 009
Total estimé France entière	2 916 389	3 013 474	3 035 454	3 077 810	3 055 060

(*) services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel.

(e) estimé

**Tableau 2- Autres dépenses* de l'aide sociale – Total brut
France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
01 Ain	24 524	22 556	25 196	24 448	25 265
02 Aisne	19 602	19 865	20 299	19 297	19 763
03 Allier	14 531	15 594	17 044	17 495	17 319
04 Alpes de Haute-Provence	851	876	633	1 618	1 684
05 Hautes-Alpes	7 640	10 142	8 401	9 005	9 441
06 Alpes-maritimes	68 424	80 985	73 124	74 187	72 593
07 Ardèche	14 809	15 652	15 345	16 236	16 286
08 Ardennes	17 503	19 052	18 851	19 664	20 419
09 Ariège	8 329	8 587	8 720	8 674	8 761
10 Aube	11 364	11 924	12 639	12 736	13 010
11 Aude	43 948	59 386	59 356	59 409	29 617
12 Aveyron	14 562	15 274	15 491	16 381	16 859
13 Bouches-du-Rhône	86 028	84 818	96 523	89 001	95 513
14 Calvados	26 824	27 686	28 069	27 695	30 624
15 Cantal	6 736	7 186	7 453	7 292	7 525
16 Charente	2 260	2 341	2 403	1 893	3 792
17 Charente-Maritimes	46 791	47 887	47 861	48 399	29 350
18 Cher	31 606	32 574	18 525	19 204	19 958
19 Corrèze	11 149	12 028	13 192	13 455	13 273
2A Corse-du-Sud	4 545	2 690	10 885	11 631	7 580
2B Haute-Corse	1 433	1 510	10 936	1 179	10 768
21 Côte-d'Or	29 058	29 610	27 837	28 237	28 236
22 Côtes-d'Armor	27 708	23 928	33 714	20 842	21 371
23 Creuse	6 611	6 924	7 636	7 506	7 503
24 Dordogne	22 127	23 096	24 620	25 474	27 587
25 Doubs	25 781	26 582	27 283	27 282	28 417
26 Drôme	30 437	31 699	30 088	30 048	31 275
27 Eure	19 550	20 126	20 285	20 432	21 440
28 Eure-et-Loir	17 326	17 790	18 240	18 381	15 129
29 Finistère	28 714	22 192	19 811	21 162	22 219
30 Gard	34 404	33 560	34 370	38 144	43 517
31 Haute-Garonne	19 595	20 268	19 906	89 267	89 973
32 Gers	11 735	11 419	12 177	12 817	13 141
33 Gironde	91 387	93 190	93 252	94 918	65 043
34 Hérault	35 657	36 888	53 594	45 232	50 489
35 Ille-et-Vilaine	47 551	49 465	42 443	44 136	47 139
36 Indre	8 497	8 697	8 850	9 365	9 371
37 Indre-et-Loire	19 397	20 600	23 077	21 869	20 737
38 Isère	50 417	51 472	56 093	57 097	60 947
39 Jura	7 529	8 351	8 629	9 155	9 910
40 Landes	12 576	12 941	13 191	14 357	14 511
41 Loir-et-cher	17 786	22 363	18 588	20 379	19 824
42 Loire	28 849	30 478	32 399	32 571	33 214
43 Haute-Loire	8 770	8 991	9 825	9 790	9 799
44 Loire-Atlantique	59 471	65 620	68 386	71 086	73 475
45 Loiret	16 485	21 957	18 754	18 185	21 119
46 Lot	10 128	10 156	9 810	9 697	10 060
47 Lot-et-Garonne	10 809	12 797	12 553	13 032	13 588
48 Lozère	4 587	5 116	5 453	6 165	6 728
49 Maine-et-Loire	36 114	39 246	39 105	40 344	39 659
50 Manche	18 024	17 515	18 173	18 049	18 879
51 Marne	161	127	124	53	16 725
52 Haute-Marne	6 314	6 054	6 021	6 614	6 984

**Tableau 2- Autres dépenses* de l'aide sociale – Total brut
 France métropolitaine et DOM**

En milliers d'euros

Départements	2008	2009	2010	2011	2012
53 Mayenne	2 379	2 187	2 211	2 142	2 281
54 Meurthe-et-Moselle	39 398	31 261	31 553	31 550	32 611
55 Meuse	10 437	10 870	12 062	12 695	11 561
56 Morbihan	25 944	26 721	30 135	31 052	31 979
57 Moselle	38 047	40 787	40 974	42 471	43 664
58 Nièvre	14 101	14 772	16 965	16 377	16 820
59 Nord	146 410	150 206	148 348	147 970	156 862
60 Oise	43 743	46 415	44 807	43 569	44 606
61 Orne	11 358	12 056	12 137	12 314	12 206
62 Pas-de-Calais	61 919	65 140	68 748	71 786	72 555
63 Puy-de-Dôme	34 809	36 734	36 696	36 688	33 508
64 Pyrénées-Atlantiques	36 470	38 035	39 272	41 910	40 953
65 Hautes-Pyrénées	15 736	16 998	17 613	17 766	19 047
66 Pyrénées-Orientales	22 531	25 160	27 831	27 946	28 321
67 Bas-Rhin	30 853	30 977	33 876	40 737	44 128 (e)
68 Haut-Rhin	26 025	36 463	35 133	31 614	33 426
69 Rhône	54 259	56 530	58 658	46 562	58 610
70 Haute-Saône	8 926	9 389	11 403	9 834	10 024
71 Saône-et-Loire	20 258	20 144	22 093	23 155	23 545
72 Sarthe	21 389	19 925	22 343	23 409	24 279
73 Savoie	19 866	21 184	22 260	22 984	23 811
74 Haute-Savoie	15 606	21 879	22 399	21 816	22 096
75 Paris	95 000	96 737	106 788	113 114	92 233
76 Seine-Maritime	77 774	78 187	77 716	79 107	58 907
77 Seine-et-Marne	48 066	52 504	55 306	48 596	49 709
78 Yvelines	69 320	72 032	87 029	92 285	86 956
79 Deux-Sèvres	17 881	17 698	12 403	14 583	17 452
80 Somme	27 083	27 060	27 794	34 025	35 671
81 Tarn	18 657	19 383	20 105	20 319	20 940
82 Tarn-et-Garonne	12 541	12 600	13 323	13 490	13 663
83 Var	64 825	67 721	55 383	56 065	58 510
84 Vaucluse	41 468	44 548	45 739	47 232	48 840
85 Vendée	17 607	18 018	19 448	18 744	19 148
86 Vienne	19 937	22 283	22 102	15 137	22 603
87 Haute-Vienne	19 273	18 487	18 115	19 593	19 940
88 Vosges	26 529	13 557	14 313	14 339	4 315
89 Yonne	14 183	15 730	15 987	15 960	16 701
90 Territoire de Belfort	10 775	11 129	11 389	11 371	11 569
91 Essonne	21 437	20 305	20 752	21 281	20 647
92 Hauts-de-Seine	110 215	106 483	106 133	101 944	98 704
93 Seine-Saint-Denis	94 292	99 003	102 893	98 368	100 349
94 Val-de-Marne	130 550	130 305	126 995	130 525	134 032
95 Val-d'Oise	35 277	38 376	40 727	41 301	41 612
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	18 167	11 981
972 Martinique	18 864	23 273	24 897	18 861	19 381
973 Guyane	6 670	7 600	10 098	10 545	10 827 (e)
974 Réunion	56 665	60 118	47 595	46 198	53 798
Total estimé France hors DOM	2 900 167	3 003 810	3 083 190	3 144 310	3 126 809
Estimation DOM	89 747	115 030	100 132	93 771	95 987
Total estimé France entière	2 989 914	3 118 840	3 183 323	3 238 082	3 222 797

(*) services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel.

(e) estimé

Annexe 1. Des comptes administratifs aux rubriques du questionnaire

Afin d'homogénéiser les données entre départements, les rubriques du questionnaire sont confrontées depuis 1998 aux comptes administratifs.

En 2004, la nomenclature M51 qui était, jusqu'à présent, utilisée pour la construction des comptes administratifs par l'ensemble des départements de France, a été remplacée par une nouvelle nomenclature – la M52.

Il s'agit dans une première étape d'analyser les montants renseignés dans l'enquête pour retrouver les articles du compte administratif qui les composent, puis, dans un second temps, de reconstituer selon la méthode définie ci-après et identique pour chaque département, les montants de ces rubriques.

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES

L'aide à domicile doit comprendre les services d'aides ménagères, les frais de repas en foyer et les allocations représentatives de services ménagers. Il s'agit très souvent des comptes numérotés 611 et 65113.

Si l'allocation compensatrice pour tierce personne versée aux personnes de 60 ans ou plus ou la prestation de compensation du handicap versée aux personnes de 60 ans ou plus sont contenues dans cette sous-fonction, elles doivent être déduites du total et imputées au « Total aide sociale aux personnes handicapées ».

L'hébergement en établissement comprend les frais d'hébergement en logements-foyers et résidences pour personnes âgées qu'ils assurent ou non les repas ainsi que les maisons de retraites (comptes 65243).

L'accueil par des particuliers regroupe le placement familial et le placement chez des tiers dignes de confiance, qu'ils aient été effectués à l'intérieur ou à l'extérieur du département (compte 6522).

La rubrique « autre accueil » doit contenir uniquement les dépenses d'accueil qui ne peuvent pas être prises en compte dans les rubriques « Aide en établissement hors APA » et « Accueil par des particuliers ».

La rubrique « autres dépenses » intègre tous les postes non-ventilés ailleurs tels que les frais de transports (compte 624) ou d'inhumation (compte 6525).

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Les dépenses d'allocation compensatrice sont souvent répertoriées dans les comptes administratifs au poste 65112 mais ventilées entre les sous-chapitres d'aide aux personnes âgées et d'aide aux personnes handicapées. On intègre à ces dépenses les majorations spéciales pour aide constante d'une tierce personne, lorsque celles-ci sont identifiées au compte administratif. Si l'allocation compensatrice pour tierce personne versée aux personnes de 60 ans ou plus n'est pas contenue dans cette sous-fonction, elle doit être imputée au total et déduite du « Total aide sociale aux personnes âgées » ; idem pour la prestation de compensation du handicap versée aux personnes de 60 ans ou plus.

À l'instar de l'aide à domicile pour personnes âgées, l'aide à domicile pour personnes handicapées doit comprendre les services d'aides ménagères, les frais de repas en foyer et les allocations représentatives de services ménagers (comptes 611 et 651).

L'hébergement en établissement comprend les frais d'hébergement en foyer d'hébergement, en foyer occupationnel ou foyer de vie, en maison de retraite ou en foyer d'accueil médicalisé (compte 6524).

L'accueil par des particuliers correspond aux frais de placements familiaux répertoriés à un poste spécifique du compte administratif (compte 6522) et de placement chez des tiers dignes de confiance.

L'hébergement des jeunes handicapés doit regrouper l'ensemble des dépenses engagées au titre de l'amendement Creton ou de la prise en charge par l'aide sociale quand les parents ne sont affiliés à aucun régime de Sécurité sociale. L'hébergement des jeunes handicapés ainsi que les autres types d'accueils ne sont pas proprement identifiés au compte administratif. Priorité est donc donnée là encore aux réponses des départements tout en tâchant de maintenir la cohérence des chiffres avec ceux des années antérieures.

La rubrique « autres dépenses » intègre tous les postes non-ventilés ailleurs tels que, entre autres, les frais de transports (compte 624) ou les titres annulés (compte 673).

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Les allocations mensuelles et de secours doivent regrouper les allocations principales, les allocations jeunes majeurs, les allocations emplois-jeunes et les secours (compte 65111).

Les autres allocations sont constituées essentiellement des allocations pour fournitures et rentrée scolaires, des allocations d'habillement, de l'argent de poche, des primes, des dots, des bourses, des prix et récompenses scolaires. Il s'agit très souvent du solde du compte 651 hormis les subventions et les reversements de ressources au compte 657.

Les actions éducatives (à domicile ou en milieu ouvert) sont identifiées par le poste 652416. Elles se retrouvent sinon souvent dans le poste 6568.

Les dépenses de prévention spécialisée comprennent les participations financières aux actions des clubs et équipes de prévention, les actions d'animations socio-éducatives en faveur des jeunes en difficulté, les actions de prévention spécifique et les chantiers (compte 6526).

On trouve dans la rubrique « assistants familiaux » les frais liés à la rémunération du personnel non-titulaire, les charges sociales (compte 645), les frais de placement familial et placement familial associatif, la formation des assistants familiaux et les indemnités ou allocations d'entretien. Les frais de placement chez des tiers dignes de confiance doivent être imputés à la rubrique « autres frais de placement ».

Le placement en établissements regroupe tous les frais d'hébergement en établissement : maisons d'enfants à caractère social, foyers de l'enfance, pouponnières, foyers de jeunes travailleurs, logements-foyers, autres frais d'hébergement (compte 65241).

La rubrique « Autres frais de placement » regroupe essentiellement les frais d'hospitalisation (compte 6523) et le placement chez des tiers dignes de confiance.

CHARGES D'INSERTION DU RMI ET DU RSA

L'ensemble des charges d'insertion comprennent les dépenses directes et indirectes engagées par le département. Il est toutefois de plus en plus difficile avec la fin du contingent communal de connaître le montant des dépenses indirectes affecté à l'insertion. Par ailleurs, les départements ont souvent été amenés à réorganiser leurs services et leur comptabilité en 2004 avec le changement de nomenclature et la décentralisation du RMI, entraînant un regroupement des dépenses de personnel, plus rarement une ventilation de ces dépenses. Il existe de ce fait de nombreuses ruptures de séries.

La mise en place du RSA en juillet 2009 s'est accompagnée de la création d'une sous-fonction dédiée à ces nouvelles dépenses. Le partage entre les dépenses afférentes au RMI et au RSA, notamment concernant les frais de personnel, est parfois difficile à établir.

AUTRES POSTES D'AIDE SOCIALE

Ils intègrent les services communs (sous-fonction 50), les autres types de dépenses (sous-fonction 58) et les dépenses de personnel de l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées et l'aide sociale à l'enfance (comptes 621, 631, 633 et 64 des sous-fonctions 51, 52, 53 et 55).

Annexe 2. Questionnaire d'enquête sur les dépenses d'aide sociale des départements de l'année 2012

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ETUDES,	
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ		DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES	
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
ARTICLES R1614-28 À R1614-35 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES			
DÉPENSES D'AIDE SOCIALE			
1. DONNÉES GÉNÉRALES - RÉCAPITULATIF			
DÉPARTEMENT.....			ANNÉE 2012
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER : DREES Élise AMAR- 01.40.56.88.18 Email : elise.amar@sante.gouv.fr Email : drees-aidesociale@sante.gouv.fr		PERSONNE AYANT REMPLI LE QUESTIONNAIRE Nom : Tél. : E.mail :	
VEUILLEZ COMPLÉTER CE QUESTIONNAIRE ET NOUS LE RENVOYER AVANT LE 30 JUIN 2013 DREES / bureau "Collectivités locales" 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP			
MERCI DE JOINDRE À CE QUESTIONNAIRE LES PHOTOCOPIES SUIVANTES : LA VENTILATION CROISÉE NATURE*FONCTION POUR LES FONCTIONS 4 ET 5, ET LES SOUS-FONCTIONS 54, 55 ET 56 DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012 LE DÉTAIL PAR ARTICLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT POUR LES RUBRIQUES 015 (RMI), 016 (APA), 017 (RSA) ET 65 (AUTRES CHARGES D'ACTIVITÉS) DANS LE CAS D'UN VOTE PAR NATURE			
Ne laisser aucune case à blanc, indiquer : 0 si la donnée est nulle ND si la donnée existe mais n'est pas disponible			

Année 2012 - N° Département 0

A. RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES D'AIDE SOCIALE

Tableau A-1 Dépenses de fonctionnement par fonction et sous-fonction

					Unité : euro
	Codification spécifique *	Dépenses de personnel ** comptes 64 + 621 + 631 + 633 (a)	Dépenses d'activités compte 65 (b)	Autres dépenses de fonctionnement solde de la classe 6 (c)	Dépenses brutes totales de fonctionnement classe 6 (d) = (a) + (b) + (c)
Total fonction 4 - Prévention médico-sociale ***					
services communs (sous-fonction 40)					
protection maternelle et infantile et planification familiale (sous-fonction 41)					
prévention et éducation pour la santé (sous-fonction 42)					
autres actions (sous-fonction 48)					
Total fonction 5 - Action sociale ***					
services communs (sous-fonction 50)					
famille et enfance (sous-fonction 51)					
personnes handicapées (sous-fonction 52)					
personnes âgées (sous-fonction 53)					
revenu minimum d'insertion (sous-fonction 54)					
personnes âgées dépendantes (APA) (sous-fonction 55)					
revenu de solidarité active (sous-fonction 56)					
autres interventions sociales (sous-fonction 58)					

Pour chaque fonction et sous-fonction, inscrire l'intégralité des dépenses exécutées (ou réalisées) au compte administratif.

* Dans le cas où certaines sous-fonctions auraient une autre codification (indiquée entre parenthèses) que celle de la grille ci-dessus, préciser votre codification dans la case prévue à cette effet. Le montant inscrit au total de la fonction peut être supérieur à la somme des sous-fonctions la composant. En effet, il peut exister d'autres sous-fonctions recouvrant des actions propres au département.

** Les dépenses de personnel doivent comprendre :

les frais de personnel (compte 64),

le personnel extérieur (compte 621),

les impôts, taxes et versements assimilés sur les rémunérations (administration des impôts) (compte 631),

et les impôts, taxes et versements assimilés sur les rémunérations (autres organismes) (compte 633).

*** Si la ventilation des dépenses de personnel (respectivement des dépenses d'activités) n'est pas possible, veuillez indiquer le total des dépenses de personnel (respectivement des dépenses d'activités) au niveau du total de la fonction.

Année 2012 - N° Département 0

B. RÉCAPITULATIF DES RECETTES D'AIDE SOCIALE**Recettes de fonctionnement par fonction et sous-fonction**

Unité : euro

	Participations totales compte 747 (a)	dont participations de l'Etat comptes 7471, 74781, 74782 et 74783	Récupérations compte 751 (b)	Autres recettes de fonctionnement solde de la classe 7 (c)	Recettes totales de fonctionnement classe 7 (d) = (a) + (b) + (c)
Total fonction 4 - Prévention médico-sociale					
services communs (sous-fonction 40)					
protection maternelle et infantile et planification familiale (sous-fonction 41)					
prévention et éducation pour la santé (sous-fonction 42)					
autres actions (sous-fonction 48)					
Total fonction 5 - Action sociale					
services communs (sous-fonction 50)					
famille et enfance (sous-fonction 51)					
personnes handicapées (sous-fonction 52)					
personnes âgées (sous-fonction 53)					
revenu minimum d'insertion (sous-fonction 54)					
personnes âgées dépendantes (APA) (sous-fonction 55)					
revenu solidarité active (sous-fonction 56)					
autres interventions sociales (sous-fonction 58)					

Année 2012 - N° Département 0			
C. CHAMPS PARTICULIERS DE L'AIDE SOCIALE			
Tableau C-1 Aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à l'enfance			
Dans quels postes comptables sont intégrées les dépenses des domaines d'action sociale suivants ?			
			Unité : euro
Champ	Dépenses brutes		
	sous-fonction	imputation comptable	montant des dépenses
Aides ménagères (services d'aides ménagères et allocations représentatives de services ménagers)			
Travailleuses familiales (ou techniciennes d'intervention sociale et familiale)			
Services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) et services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)			
Actions éducatives à domicile (AED) et Actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)			
Prévention spécialisée			
Indemnités d'entretien des enfants placés chez des assistants familiaux			
Allocations jeunes majeurs et contrats jeunes majeurs			
Tableau C-2 Aide sociale aux personnes handicapées			
Ventilation par élément des dépenses de Prestation de Compensation du Handicap (PCH)			
			Unité : euro
	Dépenses brutes		
	sous-fonction	imputation comptable	montant des dépenses
1 - Aide humaine			
2 - Aide technique			
3 - Aménagement du logement ou du véhicule, surcoûts liés au transport			
4 - Dépense spécifique et exceptionnelle			
5 - Aide animalière			
Total PCH			

C. CHAMPS PARTICULIERS DE L'AIDE SOCIALE (SUITE)

Tableau C-3 Insertion *

Dans quels postes comptables sont intégrées les dépenses des domaines d'action sociale suivants ?

Unité : euro

Champ	Dépenses brutes			
	intitulé à préciser	sous-fonction	imputation comptable	montant des dépenses
Insertion des jeunes				
Fonds d'aide aux jeunes (FAJ)				
Soutiens aux missions locales et aux Permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO)				
dont subventions dans le cadre du FAJ le cas échéant				
Autres dispositifs d'aide à l'insertion des jeunes complémentaires aux FAJ				
dont emplois aidés destinés aux jeunes				
Fonds Solidarité pour le Logement **				

* Les dépenses comprennent les seules dépenses du département sans prendre en compte les dépenses d'autres financeurs du Fonds.

** y compris les aides aux impayés d'eau, d'énergie et de téléphone

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL	DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ETUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES
ARTICLES R1614-28 À R1614-35 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	
DÉPENSES D'AIDE SOCIALE	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px auto; width: 80%;"> 2 . AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES Sous-fonctions 53 et 55 </div>	
DÉPARTEMENT.....	Année 2012
0	
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER : DREES Élise AMAR - 01.40.56.88.18 Email : elise.amar@sante.gouv.fr Email : drees-aidesociale@sante.gouv.fr	PERSONNE AYANT REMPLI LE QUESTIONNAIRE M : Tél. : E.mail :
<div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px auto; width: 80%;"> VEUILLEZ COMPLÉTER CE QUESTIONNAIRE ET NOUS LE RENVOYER AVANT LE 30 JUIN 2013 DREES / bureau "Collectivités locales" 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP </div>	
MERCI DE JOINDRE À CE QUESTIONNAIRE LES PHOTOCOPIES SUIVANTES : LA VENTILATION CROISÉE NATURE*FONCTION POUR LES FONCTIONS 4 ET 5, ET LES SOUS-FONCTIONS 54, 55 ET 56 DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012 LE DÉTAIL PAR ARTICLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT POUR LES RUBRIQUES 015 (RMI), 016 (APA), 017 (RSA) ET 65 (AUTRES CHARGES D'ACTIVITÉS) DANS LE CAS D'UN VOTE PAR NATURE	
RÉCUPÉRATIONS AU TITRE DU COMPTE 7513	
Ventiler les récupérations du compte 7513 en distinguant celles effectuées sur bénéficiaires et tiers payants d'une part et celles effectuées sur successions d'autre part.	
En euros	
Récupérations	Montant
Sur bénéficiaires et tiers payants	
Sur successions, donations et legs	

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES AGÉES - SOUS FONCTIONS 53 ET 55.				Année 2012 - N° département :		0
RUBRIQUES	DÉPENSES BRUTES (1)	RECETTES				DÉPENSES NETTES (6) = (1) - (5)
		Participations [compte 747] (2)	Récupérations sur bénéficiaires, tiers payants, successions [compte 7513] (3)	Autres recettes [solde de la classe 7] (4)	Total des recettes (5) = (2)+(3)+(4) [classe 7] (5)	
Total APA (sous-fonction 55)						
APA à domicile (a) (compte 651141 et 651142)						
APA versée au bénéficiaire en établissement (b)						
APA versée à l'établissement (c)						
Autres dépenses d'APA (préciser)						
Total Aide sociale aux personnes âgées hors APA et hors ACTP et PCH (sous-fonction 53) (d)						
Aide à domicile hors APA et hors ACTP (d) et (e) (compte 65113)						
Aide en établissement hors APA (f) (compte 65243)						
dont Aide sociale à l'hébergement (ASH)						
dont frais de repas en foyer (g)						
Accueil par des particuliers (h) (compte 6522)						
Autre accueil (i)						
Participations (compte 656)						
Subventions (compte 657)						
Autres dépenses (préciser)						

(a) Le montant "APA à domicile" doit prendre en compte les paiements aux bénéficiaires (compte 651142) et aux organismes d'aide à domicile (frais de personnel et frais spécifiques) (compte 651141).

(b) Le montant "APA versée aux bénéficiaires en établissement" doit comptabiliser les allocations versées individuellement aux bénéficiaires-APA d'un établissement que celui-ci soit ou non habilité à l'aide sociale.

(c) Le montant "APA versée aux établissements" doit comptabiliser les allocations versées globalement aux établissements que ceux-ci soient ou non habilités à l'aide sociale.

(d) Le total des dépenses d'aide aux personnes âgées hors APA ne doit pas comprendre l'allocation compensatrice pour tierce personne pour les 60 ans ou plus. Si, toutefois, elle apparaît au compte administratif dans cette sous-fonction, elle ne devra pas être comptée dans ce tableau et elle devra être comptabilisée dans le tableau sur l'aide sociale aux personnes handicapées.

(e) L'aide à domicile doit comprendre les services d'aides ménagères et les allocations représentatives de services ménagers.

(f) Les logements-foyers et résidences pour personnes âgées, assurant l'hébergement avec ou sans repas, sont à classer dans l'aide en établissement hors APA.

(g) Si les repas ne sont pas pris en charge par l'aide sociale, mais comptés séparément des frais d'hébergement, alors ils doivent figurer dans les frais de repas en foyer.

(h) L'accueil par des particuliers recouvre l'ensemble des placements en famille d'accueil, effectués à l'intérieur et à l'extérieur du département.

(i) La rubrique "Autre accueil" doit contenir uniquement les dépenses d'accueil qui ne peuvent pas être prises en compte dans les rubriques "Aide en établissement hors APA" et "Accueil par des particuliers".

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ETUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES				
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ						
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL						
ARTICLES R1614-28 À R1614-35 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES						
DÉPENSES D'AIDE SOCIALE						
<table border="1" style="margin: auto;"> <tr> <td style="text-align: center;">3. AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Sous-fonction 52</td> </tr> </table>				3. AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	Sous-fonction 52	
3. AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES						
Sous-fonction 52						
DÉPARTEMENT..... 0		ANNÉE 2012				
<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="text-align: center;"> POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER : DREES Élise AMAR - 01.40.56.88.18 Email : elise.amar@sante.gouv.fr Email : drees-aidesociale@sante.gouv.fr </td> </tr> </table>		POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER : DREES Élise AMAR - 01.40.56.88.18 Email : elise.amar@sante.gouv.fr Email : drees-aidesociale@sante.gouv.fr	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="text-align: center;"> PERSONNE AYANT REMPLI LE QUESTIONNAIRE M : Tél. : E.mail : </td> <td style="background-color: cyan; width: 150px;"></td> </tr> </table>		PERSONNE AYANT REMPLI LE QUESTIONNAIRE M : Tél. : E.mail :	
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER : DREES Élise AMAR - 01.40.56.88.18 Email : elise.amar@sante.gouv.fr Email : drees-aidesociale@sante.gouv.fr						
PERSONNE AYANT REMPLI LE QUESTIONNAIRE M : Tél. : E.mail :						
<table border="1" style="margin: auto;"> <tr> <td style="text-align: center;"> VEUILLEZ COMPLÉTER CE QUESTIONNAIRE ET NOUS LE RENVOYER AVANT LE 30 JUIN 2013 DREES / bureau "Collectivités locales" 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP </td> </tr> </table>				VEUILLEZ COMPLÉTER CE QUESTIONNAIRE ET NOUS LE RENVOYER AVANT LE 30 JUIN 2013 DREES / bureau "Collectivités locales" 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP		
VEUILLEZ COMPLÉTER CE QUESTIONNAIRE ET NOUS LE RENVOYER AVANT LE 30 JUIN 2013 DREES / bureau "Collectivités locales" 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP						
<p>MERCI DE JOINDRE À CE QUESTIONNAIRE LES PHOTOCOPIES SUIVANTES :</p> <p>LA VENTILATION CROISÉE NATURE*FONCTION POUR LES FONCTIONS 4 ET 5, ET LES SOUS-FONCTIONS 54, 55 ET 56 DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012</p> <p>LE DÉTAIL PAR ARTICLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT POUR LES RUBRIQUES 015 (RMI), 016 (APA), 017 (RSA) ET 65 (AUTRES CHARGES D'ACTIVITÉS) DANS LE CAS D'UN VOTE PAR NATURE</p>						

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES - SOUS-FONCTION 52.		Année 2012 - N° département :			
RUBRIQUES	DÉPENSES BRUTES (1)	RECETTES			
		Participations [compte 747] (2)	Récupérations sur bénéficiaires, tiers payants, successions [compte 7513] (3)	Autres recettes [solde de la classe 7] (4)	Total des recettes (5) = (2)+(3)+(4) [classe 7] (5)
1 Total aide à domicile (compte 651)					
Prestation de compensation (a)					
PCH des moins de 60 ans					
PCH des 60 ans ou plus					
PCH des moins de 20 ans (compte 6511212)					
Allocation compensatrice (a)					
ACTP des moins de 60 ans					
ACTP des 60 ans ou plus					
Services d'accompagnement (SAVS, SAMSAH, ...) (b)					
Autres frais d'aide à domicile (c) (solde du compte 651)					
2 Total aide à l'accueil (compte 652)					
Foyer d'hébergement					
Foyer occupationnel ou foyer de vie (internat + accueil de jour)					
Frais d'hébergement : hospices, maisons de retraite					
Foyer d'accueil médicalisé					
Etablissement pour enfants handicapés (d)					
Accueil par des particuliers (e) (compte 6522)					
Frais de repas en foyer					
Services d'accompagnement (SAVS, SAMSAH, ...) (b)					
Autre accueil					
3 Participations (compte 656)					
4 Subventions (compte 657)					
5 Autres dépenses (préciser)					
TOTAL AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES (1+2+3+4+5) (f)					

Les classements par article, donnés entre parenthèses, sont indicatifs.

(a) Ce sont les dépenses d'ACTP et de PCH comprises dans le compte 651 même si elles comprennent la totalité de ces dépenses (domicile et établissements). La ventilation entre les dépenses d'ACTP et de PCH entre domicile et établissement est demandée par questionnaire.

Si vous ne pouvez pas ventiler les dépenses d'ACTP ou de PCH entre les moins de 60 ans et les 60 ans ou plus, renseignez uniquement le sous-total ACTP ou PCH (en tenant compte de la PCH de moins de 20 ans).

(b) Pour les services d'accompagnement, renseignez une seule des deux lignes : dans la rubrique Aide à domicile lorsque les dépenses sont comptabilisées au compte 651, dans la rubrique Aide à l'accueil lorsque les dépenses sont comptabilisées au compte 652.

(c) Les autres frais d'aide à domicile doivent comprendre les services d'aides ménagères et les allocations représentatives de services ménagers.

(d) Amendement Creton ou prise en charge par l'aide sociale quand les parents ne sont affiliés à aucun régime de sécurité sociale.

(e) L'accueil par des particuliers recouvre l'ensemble des placements en famille d'accueil, effectués à l'intérieur et à l'extérieur du département.

(f) Le total des dépenses d'aide sociale aux personnes handicapées doit comprendre l'allocation compensatrice pour tierce personne pour les 60 ans ou plus et la prestation de compensation (PCH) pour les 60 ans ou plus. Si elles ne sont pas contenues dans cette sous-fonction au compte administratif, elles doivent toutefois être comptabilisées dans ce tableau.

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES - SOUS-FONCTION 52.		Année 2012 - N° département :	0
		Unité : euro	
	DÉPENSES BRUTES		
Total Prestation de compensation (a)			
Prestation de compensation à domicile <i>dont PCH à domicile des moins de 20 ans</i>			
Prestation de compensation en établissement <i>dont PCH en établissement des moins de 20 ans</i>			
Total Allocation compensatrice (a)			
Allocation compensatrice à domicile			
Allocation compensatrice en établissement			
(a) Les totaux des prestations PCH et ACTP doivent correspondre à ceux indiqués dans les cases B10 et B14 du tableau de l'onglet "Personnes handicapées (suite)"			

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES		DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES													
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ															
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL															
ARTICLES R1614-28 À R1614-35 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES															
DÉPENSES D'AIDE SOCIALE															
<table border="1" style="margin: auto;"> <tr> <td style="text-align: center;">4 . AIDE SOCIALE À L'ENFANCE</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Sous-fonction 51</td> </tr> </table>				4 . AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	Sous-fonction 51										
4 . AIDE SOCIALE À L'ENFANCE															
Sous-fonction 51															
DÉPARTEMENT.....	0		ANNÉE 2012												
<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="text-align: center;">POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER :</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">DREES</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Élise AMAR - 01.40.56.88.18</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Email : elise.amar@sante.gouv.fr</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Email : drees-aidesociale@sante.gouv.fr</td> </tr> </table>		POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER :	DREES	Élise AMAR - 01.40.56.88.18	Email : elise.amar@sante.gouv.fr	Email : drees-aidesociale@sante.gouv.fr	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="text-align: center;">PERSONNE AYANT REMPLI LE QUESTIONNAIRE</td> </tr> <tr> <td>M :</td> <td style="background-color: cyan;"></td> </tr> <tr> <td>Tél. :</td> <td style="background-color: cyan;"></td> </tr> <tr> <td>E.mail :</td> <td style="background-color: cyan;"></td> </tr> </table>		PERSONNE AYANT REMPLI LE QUESTIONNAIRE	M :		Tél. :		E.mail :	
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER :															
DREES															
Élise AMAR - 01.40.56.88.18															
Email : elise.amar@sante.gouv.fr															
Email : drees-aidesociale@sante.gouv.fr															
PERSONNE AYANT REMPLI LE QUESTIONNAIRE															
M :															
Tél. :															
E.mail :															
<table border="1" style="margin: auto;"> <tr> <td style="text-align: center;"> VEUILLEZ COMPLÉTER CE QUESTIONNAIRE ET NOUS LE RENVoyer AVANT LE 30 JUIN 2013 </td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"> DREES / bureau "Collectivités locales" 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP </td> </tr> </table>				VEUILLEZ COMPLÉTER CE QUESTIONNAIRE ET NOUS LE RENVoyer AVANT LE 30 JUIN 2013	DREES / bureau "Collectivités locales" 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP										
VEUILLEZ COMPLÉTER CE QUESTIONNAIRE ET NOUS LE RENVoyer AVANT LE 30 JUIN 2013															
DREES / bureau "Collectivités locales" 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP															
<p>MERCI DE JOINDRE À CE QUESTIONNAIRE LES PHOTOCOPIES SUIVANTES :</p> <p>LA VENTILATION CROISÉE NATURE*FONCTION POUR LES FONCTIONS 4 ET 5, ET LES SOUS-FONCTIONS 54, 55 ET 56 DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012</p> <p>LE DÉTAIL PAR ARTICLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT POUR LES RUBRIQUES 015 (RMI), 016 (APA), 017 (RSA) ET 65 (AUTRES CHARGES D'ACTIVITÉS) DANS LE CAS D'UN VOTE PAR NATURE</p>															

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE - SOUS FONCTION 51		Année 2012 - N° Département 0				Unité : euro
RUBRIQUES	DÉPENSES BRUTES (1)	RECETTES				DEPENSES NETTES (6) = (1) - (5)
		Participations [compte 747] (2)	Récupérations sur bénéficiaires, tiers payants, successions [compte 7513] (3)	Autres recettes [solde de la classe 7] (4)	Total des recettes (5) = (2)+(3)+(4) [classe 7] (5)	
Total allocations (bourses, dots, primes, ...) (compte 651)						
Allocations mensuelles (a)						
Secours (compte 6512)						
Autres allocations (bourses, dots, primes. ...) (b) (solde du compte 651)						
Actions éducatives [AED et AEMO] (c)						
Prévention spécialisée (d)						
Assistants familiaux (anciennement assistantes maternelles permanentes) (e) (comptes 6412, 645 et 6522)						
Placements en établissement (f) (compte 65241)						
Autres frais de placement (g) (solde du compte 6522 et compte 6523)						
Participations (compte 656)						
Subventions (compte 657)						
Autres dépenses (préciser)						
TOTAL AIDE SOCIALE À L'ENFANCE						
Les classements par article, donnés entre parenthèses, sont indicatifs.						
(a) Les allocations mensuelles doivent regrouper les allocations principales, les allocations jeunes majeurs et les allocations emplois-jeunes.						
(b) Les autres allocations sont constituées essentiellement des allocations pour fournitures et rentrée scolaires, des allocations d'habillement, de l'argent de poche, des primes, des dots, des bourses, des prix et récompenses scolaires. En revanche, vous n'incluez ici ni les subventions ni les versements sur impôts et taxes.						
(c) Les actions éducatives peuvent être autant administratives que judiciaires.						
(d) La prévention spécialisée devra comprendre les participations financières aux actions des clubs et équipes de prévention, les actions d'animations socio-éducatives en faveur des jeunes en difficulté, les actions de prévention spécifique et les chantiers.						
(e) Les dépenses concernant les assistants familiaux comprennent les rémunérations et indemnités du personnel non titulaire (compte 6412), les charges sociales (compte 645), les frais d'hébergement en famille d'accueil (compte 6522), la formation des assistants familiaux et les allocations d'entretien. Les frais de placement chez des tiers dignes de confiance devront être imputés à la rubrique "Autres frais de placement".						
(f) Le placement en établissement regroupe tous les frais d'hébergement en établissements : maisons d'enfants à caractère social, foyers de l'enfance, pouponnières, foyers de jeunes travailleurs, logements-foyers, autres frais d'hébergement ...						
(g) Les autres frais de placement regroupent essentiellement les frais d'hospitalisation (compte 6523) et le placement chez des tiers dignes de confiance.						

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ETUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ	
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL	
DÉCRET N°2004-302 DU 29 MARS 2004	
DÉPENSES D'AIDE SOCIALE	
5 . REVENU MINIMUM D'INSERTION ET REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE Sous-fonction 54 et 56	
DÉPARTEMENT.....	ANNÉE 2012
0	
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER : DREES Élise AMAR - 01.40.56.88.18 Email : elise.amar@sante.gouv.fr Email : drees-aidesociale@sante.gouv.fr	PERSONNE AYANT REMPLI LE QUESTIONNAIRE M : Tél. : E.mail :
VEUILLEZ COMPLÉTER CE QUESTIONNAIRE ET NOUS LE RENVoyer AVANT LE 30 JUIN 2013 DREES / bureau "Collectivités locales" 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP	
MERCI DE JOINDRE À CE QUESTIONNAIRE LES PHOTOCOPIES SUIVANTES : LA VENTILATION CROISÉE NATURE*FONCTION POUR LES FONCTIONS 4 ET 5, ET LES SOUS-FONCTIONS 54, 55 ET 56 DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012 LE DÉTAIL PAR ARTICLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT POUR LES RUBRIQUES 015 (RMI), 016 (APA), 017 (RSA) ET 65 (AUTRES CHARGES D'ACTIVITÉS) DANS LE CAS D'UN VOTE PAR NATURE	

		Année 2012 - N° Département 0	
REVENU SOLIDARITÉ ACTIVE - SOUS FONCTION 56			
DÉPENSES			
Unité : euro			
	Dépenses brutes de fonctionnement	imputation comptable	
Allocations RSA (Versement aux organismes payeurs) (compte 6517)			
dont RSA - Versements pour allocations forfaitaires (compte 65171)			
dont RSA - Versements pour allocations forfaitaires majorées (compte 65172)			
dont RSA - Versements facultatifs (compte 65173)			
Versements au titre des contrats d'insertion (compte 6566)			
dont contrats d'accompagnement dans l'emploi (compte 65661)			
dont contrats initiative -emploi (compte 65662)			
Unité : euro			
	Dépenses brutes de fonctionnement	dont participations	dont subventions
	classe 6	compte 656	compte 657
Insertion sociale (rubrique 561)			
Santé (rubrique 562)			
Logement (rubrique 563)			
Insertion professionnelle (rubrique 564)			
À préciser			
Evaluation des dépenses engagées (rubrique 565)			
Dépenses de structure (rubrique 566)			
Allocations RSA (rubrique 567)			
Autres dépenses au titre du RSA (rubrique 568)			
TOTAL DES DÉPENSES LIÉES AU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE			
RECETTES			
Unité : euro			
	Recettes de fonctionnement	imputation comptable	
Montant de la TIPP (compte 7352)			
Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (compte 74783)			
Recouvrements des indus - Allocations forfaitaires (compte 75342)			
Recouvrements des indus - Allocations forfaitaires majorées (compte 75343)			
Recouvrements des indus - Versements facultatifs (compte 75344)			
Autres recettes (solde de la classe 7)			
TOTAL RECETTES LIÉES AU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (classe 7)			
Les classements par article, donnés entre parenthèses, sont indicatifs.			

		Année 2012 - N° Département	0
REVENU SOLIDARITÉ ACTIVE - SOUS FONCTION 56			
Moyens affectés à la gestion du dispositif RSA			
			Unité : euro
RUBRIQUES	Dépenses brutes totales	préciser les imputations comptables	dont dépenses de rémunération de référents *
Dépenses de personnels affectés au dispositif RSA			
Autres dépenses dans le cadre de conventionnement avec des organismes partenaires			
CAF**			
MSA**			
Pôle emploi***			
Communes, CCAS et CIAS			
Autres organismes			
* personnes chargées de l'élaboration et du suivi des contrats d'insertion			
** par exemple en cas de prise en charge de la gestion du RSA			
*** par exemple pour des prestations d'accompagnement individuel			

REVENU MINIMUM D'INSERTION - SOUS FONCTION 54**Dépenses au titre du RMA**

Unité : euro

RUBRIQUES	DÉPENSES BRUTES
Total des dépenses engagées par le département au titre du RMA	
Dépenses pour des actions de formation ou d'accompagnement	
Dépenses au titre de l'aide à l'employeur (compte 6564) dont montant des primes exceptionnelles versées par le département à l'employeur pour l'embauche au titre du RMA au-delà du barème prévu par la loi	

Dépenses au titre du Contrat d'avenir

Unité : euro

RUBRIQUES	DÉPENSES BRUTES
Total des dépenses engagées par le département au titre du contrat d'avenir	
Dépenses pour des actions de formation ou d'accompagnement	
Dépenses au titre de l'aide à l'employeur	

Moyens affectés à la gestion du dispositif RMI (allocation et insertion)

Unité : euro

RUBRIQUES	Dépenses brutes totales	préciser les imputations comptables	dont dépenses de rémunération de référents *
Dépenses de personnels affectés au dispositif RMI			
Autres dépenses dans le cadre de conventionnement avec des organismes partenaires			
CAF **			
MSA **			
Pôle emploi ***			
Communes, CCAS et CIAS			
Autres organismes			
Dépenses de personnels affectés au RSA expérimental****			

DOCUMENT DE TRAVAIL

ISSN : 1621-4358

Reproduction autorisée sous réserve de la mention des sources
